

2m11.2845.6

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LE DIALOGUE À L'AFRICAINES DANS L'ENTREPRENEURIAT,  
LE CAS DES ASSOCIATIONS FÉMININES DU SÉNÉGAL

par :

Mariam Selly KANE

Département de communication

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du  
grade de Maître ès sciences (M.Sc.)  
en sciences de la communication

Juin, 2000  
© Mariam Selly KANE, 2000



P  
90  
U54  
2000  
V.015

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire est intitulé :

**Le dialogue à l'Africaine dans l'entrepreneuriat, le cas des associations  
féminines du Sénégal**

Présenté par :

Mariam Selly KANE

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Micheline FRENETTE  
Annie MEAR  
Nicole GIROUX

Mémoire accepté le 2000-11-03

## Sommaire

Ce mémoire étudie la communication des femmes sénégalaises impliquées dans l'entrepreneuriat féminin. Plus particulièrement, notre recherche porte sur le rôle de la communication de type dialogique dans le développement de la micro-entreprise. Le modèle du dialogue comme paradigme de la communication du développement participatif est issu des travaux de Syed Rahim mais à travers d'autres lectures notamment sur la palabre et à travers notre connaissance du terrain, nous avons établi un modèle appelé dialogue à l'Africaine. Ce modèle combine en même temps certains aspects du dialogue organisationnel moderne avec des aspects du dialogue traditionnel. Notre objectif est de comprendre comment les femmes se parlent au moment de mettre en place leur micro-entreprise et comment elles se représentent la communication dans ces interactions, est-ce selon leur mode traditionnel ou est-ce selon un mode moderne ou mixte comme notre modèle. Nous verrons cela à travers des rencontres où elles interagissent avec des organisations non gouvernementales qui viennent les soutenir dans leur développement.

La méthode retenue a été celle d'une enquête de type exploratoire dans laquelle nous avons étudié et comparé deux cas répartis en trois sites. Les outils de collecte sont l'observation et les entrevues sur le terrain en plus d'une analyse documentaire. La présentation des éléments recueillis a consisté en une restitution narrative des données tout en soulignant l'historique de la promotion féminine au Sénégal.

A partir de notre modèle théorique, nous avons élaboré une grille qui a servi pour l'analyse des résultats de cette recherche. Les résultats montrent que la communication pratiquée par les Sénégalaises est bien une forme de palabre de type dialogique. Cette forme de communication leur facilite les discussions dans les réunions de travail et leur permet aussi de créer collectivement du sens et d'atteindre le consensus. C'est une unité dans la diversité puisque chacune d'elles apporte son opinion et finit par se reconnaître dans le résultat des discussions.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>III</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>II</b>
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	<b>IV</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>V</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>VI</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b> .....	<b>VII</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>VIII</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>CHAPITRE PREMIER: LA REVUE DE LITTÉRATURE</b> .....	<b>4</b>
<b>1.1. LA COMMUNICATION DANS LE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF</b> .....	<b>5</b>
1.1.1 LA COMMUNICATION COMME PROCESSUS DE MARKETING SOCIAL .....	5
1.1.2. LA COMMUNICATION COMME PROCESSUS CULTUREL.....	6
1.1.3 LA COMMUNICATION COMME PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT CULTUREL .....	9
1.1.4 LA COMMUNICATION COMME PROCESSUS DIALOGIQUE .....	11
<b>1. 2 LE DIALOGUE EN TROIS APPROCHES</b> .....	<b>13</b>
1.2.1 L'APPROCHE PSYCHOTHÉRAPEUTIQUE .....	15
1. 2. 2 L'APPROCHE ORGANISATIONNELLE.....	16
1.2.3 L'APPROCHE CULTURALISTE .....	18
<b>CHAPITRE DEUX : LE CADRE THÉORIQUE</b> .....	<b>26</b>
<b>2.1 LE MODÈLE DU DIALOGUE</b> .....	<b>28</b>
2.1.1 LE CONTEXTE DU DIALOGUE .....	30
2.1.2 LE PROCESSUS DU DIALOGUE .....	32
<b>2.2 LA QUESTION DE RECHERCHE</b> .....	<b>41</b>
<b>CHAPITRE TROIS : LA MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>42</b>
<b>3.1 LE CHOIX D'UNE MÉTHODE</b> .....	<b>43</b>
<b>3.2 LA RÉALISATION DE LA RECHERCHE</b> .....	<b>45</b>
<b>3.3 LA MISE EN FORME ET L'ANALYSE</b> .....	<b>51</b>
<b>3.4 LA VALEUR DES RESULTATS</b> .....	<b>52</b>

<b>CHAPITRE QUATRE: LA DESCRIPTION DES RÉSULTATS .....</b>	<b>54</b>
<b>4.1 PRÉSENTATION DU CONTEXTE HISTORIQUE .....</b>	<b>55</b>
4.1.1 LA SITUATION DE LA FEMME SÉNÉGALAISE, DE LA PÉRIODE PRÉCOLONIALE À L'INDÉPENDANCE .....	55
4.1.2. LA PÉRIODE DE 1960 À 1975 .....	58
4.1.3 LA PÉRIODE APRÈS 1975 .....	60
4.1.3.1 <i>Les stratégies de l'État et des organismes de coopération internationale</i> .....	60
4.1.3.2 <i>Les organisations non gouvernementales (ONG)</i> .....	62
<b>4.2 LA SITUATION ACTUELLE DES FEMMES AU SÉNÉGAL.....</b>	<b>64</b>
4.2.1 LA PRÉSENTATION GÉNÉRALE .....	64
4.2.2 L'INTERVENTION DE L'ÉTAT .....	65
4.2.3 LES ASSOCIATIONS FÉMININES .....	65
4.2.3.1 <i>L'ANGPF</i> .....	66
4.2.3.2 <i>La FDEA</i> .....	68
<b>4.3. PRÉSENTATION DES CAS .....</b>	<b>73</b>
4.3.1 LE CAS FDEA .....	73
4.3.1.1 <i>Le site Guédiawaye</i> .....	73
4.3.1.2 <i>Le site Mbour</i> .....	89
4.3.2 LE CAS ANGPF .....	103
4.3.2.1 <i>Le site Toubatoul</i> .....	103
<b>CHAPITRE CINQ : L'ANALYSE DES DONNÉES .....</b>	<b>117</b>
<b>5.1 LES SIMILITUDES ET LES DIFFÉRENCES AVEC LE MODÈLE THÉORIQUE.....</b>	<b>118</b>
<b>5.2 LES DIFFÉRENCES ENTRE LES SITES .....</b>	<b>129</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>131</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>135</b>
<b>ANNEXE A : GRILLE D'OBSERVATION .....</b>	<b>X</b>
<b>ANNEXE B : GRILLE D'ENTREVUE.....</b>	<b>XI</b>

## LISTE DES FIGURES

	page
Figure I :    Modèle comparatif des différentes approches du dialogue.....	14
Figure II :   Diagramme de la mise en contexte des structures ciblées.....	72

## LISTE DES TABLEAUX

Page

Tableau 1 : Tableau comparatif des caractéristiques du dialogue à l'africaine et du dialogue organisationnel moderne.....	40
Tableau 2 : Les aspects conceptuels du dialogue.....	119
Tableau 3 : Le fonctionnement du dialogue.....	120
Tableau 4 : La dimension communicationnelle du dialogue.....	121



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

ANGPF :	Association nationale des groupements de promotion féminine
APAC :	Association des professionnelles africaines de la communication
ASBEF :	Association sénégalaise pour le bien-être familial
CA :	Conseil d'administration
FAFS :	Fédération des associations féminines sénégalaises
FDEA :	Femmes développement entreprise en Afrique
FNUAP :	Fonds des Nations Unies pour la population
GIE :	Groupement d'intérêt économique
GPF :	Groupement de promotion féminine
ONG :	Organisation non gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le développement
SAED :	Société d'aménagement et d'entreprises de développement
SODEVA :	Société de développement et d'aménagement de la vallée
UNICEF :	Programme des Nations Unies pour les enfants
UNIFEM :	Programme des Nations Unies pour les femmes
USAID :	United States Agency for International Development

## LISTE DES ANNEXES

Annexe A : GRILLE D'OBSERVATION .....	x
Annexe B : GRILLE D'ENTREVUE .....	xi

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont tout particulièrement à ces quelques personnes :

À mes parents et mes frères et sœurs je dis merci pour leur amour et leur soutien continu.

Je tiens à remercier ma directrice de recherche, Nicole Giroux, pour ses conseils avisés et toute l'aide qu'elle m'a apportée dans ce travail mais aussi pour sa gentillesse et sa disponibilité. J'associe à ces remerciements tous mes professeurs de l'Université de Montréal, du CESTI, de la MEMBA et des écoles primaires.

Je remercie le bureau régional du FNUAP à Dakar notamment messieurs Essan Niangouran et Cheikh Tidiane Cissé sans oublier M. Sidiki Coulibaly pour cette belle opportunité qu'ils m'ont offerte de continuer mes études. C'est grâce à eux et à toutes les personnes qui ont accepté de participer à cette recherche que je dois ce résultat. Parmi ces personnes je voudrais nommer en particulier Mme Soukeyna Ndiaye Bâ et toute l'équipe de FDEA, Mme Khady Ndaw ainsi que toute l'équipe de l'ANGPF et Mme Aminta Mbengue Ndiaye ex-ministre de la femme, de l'enfant et de la solidarité nationale du Sénégal.

Je dis merci à mes amis et collègues étudiants et à ma famille élargie ici au Canada, à Dakar, en France et ailleurs en Afrique dont l'apport m'a été précieux pour continuer à y croire et à progresser, notamment un merci spécial à Roxanne Welters pour son aide précieuse lors des corrections du manuscrit.

Enfin, merci à mes collègues de la Radiodiffusion télévision sénégalaise en particulier et de la presse sénégalaise en général pour leurs Emails et souhaits d'encouragement pendant ces deux années.

**Je dédie ce travail à toutes les femmes sénégalaises pour leur génie et leur sens de l'honneur, leur amour du travail.**

## INTRODUCTION

Depuis leur indépendance<sup>1</sup>, les États africains cherchent des stratégies de communication pouvant soutenir leurs politiques de développement durable. La plupart d'entre eux ont adopté les mécanismes de communication formelle hérités de la colonisation. La compatibilité de cette communication avec les modes traditionnels de communication parfois n'a pas été prise en compte. Aussi, il n'est pas étonnant que trente ans après les indépendances, les Africains se cherchent toujours un mode de communication approprié.

« Le Sénégal est un pays de dialogue » aimait à dire son premier président le poète Léopold Sédar Senghor. En effet, dans ce pays on cherche constamment le consensus et souvent on le trouve.

Culturellement, il est mal vu de « blesser » son interlocuteur en le laissant partir sans un accord. Il est aussi courant de prendre le temps qu'il faut (parfois plusieurs réunions et rencontres) pour s'entendre et ne pas créer de malentendu. (Lohisse, 1974). Dans le monde rural plus qu'ailleurs, c'est le dialogue (comme mode de communication plurielle et consensuelle) qui est la forme de communication la plus pratiquée (Riss, 1989).

L'État a cependant mis en place, à l'instar des autres pays nouvellement indépendants, des mécanismes de communication publics pour transmettre les informations aux populations. Cependant, ces mécanismes sont de type descendant. Les informations sont filtrées, choisies par quelques initiés et la voix de l'interlocuteur est rarement prise en compte.

Cela ne posait pas de problème majeur tant que le style de gouvernance restait celui de l'après-colonisation, c'est-à-dire celui des systèmes centraux de prise de décision et de contrôle des outils de communication qui sont la Presse, la TV et la radio.

Mais depuis une décennie, beaucoup de pays africains, dont le Sénégal ont adopté récemment (1997) des politiques de décentralisation des pouvoirs au

---

<sup>1</sup> La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest accèdent à l'indépendance en 1960

niveau des collectivités locales (Assogba,1990). Basée sur la régionalisation, cette décentralisation pose comme postulat que le pouvoir (économique, social et culturel) sera désormais exercé par et pour les communautés à la base. Le peuple va alors être maître de son sort. Par conséquent, les modes de communication devraient être affectés par ces transformations.

Parmi les populations des collectivités locales, les femmes constituent un groupe cible important, impliqué de plus en plus dans le développement économique local à travers la création de petits commerces et de micro-entreprises. Ces femmes se retrouvent souvent dans des groupements de promotion féminine (GPF) ou alors dans des groupements d'intérêt économique (GIE) qui sont des assemblées où elles interagissent, se parlent et prennent des décisions concernant leurs propres affaires. Elles entretiennent aussi des relations avec d'autres organisations féminines comme les ONG de femmes. Lors de ces réunions de travail, elles élaborent les designs de leurs entreprises en création ou discutent du mode de fonctionnement de leur groupement féminin qui sont aujourd'hui plus de six mille à travers le Sénégal.

Voilà pourquoi dans cette recherche, nous trouvons intéressant d'étudier les processus de communication des femmes des associations féminines dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin en général et dans le cadre du développement de la micro-entreprise en particulier. Ces femmes ayant aujourd'hui le pouvoir de décider de la gestion de leurs affaires grâce à la régionalisation, vont-elles adopter un mode de communication plus proche de leur mode culturel traditionnel? Comment vont-elles se représenter la communication? Dans ce contexte, la communication varie-t-elle selon les différentes collectivités de femmes?

Voilà notre questionnement.

Pour répondre à ces quelques questions, nous allons dans la première partie de ce mémoire recenser les écrits dans le domaine communication organisationnelle et du développement participatif, nous verrons plus particulièrement les différentes approches théoriques du dialogue c'est-à-dire l'approche thérapeutique, l'approche organisationnelle et l'approche culturaliste. Puis, nous décrirons le cadre théorique à partir duquel nous poserons le modèle d'analyse retenu. La méthodologie va constituer le troisième chapitre de ce travail

avec une description détaillée du choix de la méthode et des outils utilisés. Vient ensuite le chapitre quatre où nous allons décrire les résultats de notre terrain avant de les analyser dans le dernier chapitre. En conclusion, nous discuterons de la contribution et des limites de cette recherche tout en ouvrant des pistes de réflexion pour des études antérieures sur le sujet de la communication dialogique dans le développement de l'entrepreneuriat.

## **CHAPITRE PREMIER**

### **LA REVUE DE LITTÉRATURE**



## **1.1. LA COMMUNICATION DANS LE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF**

Le développement participatif est une forme de développement qui a été tentée et peu réussie pour maintes raisons dans les trois quarts des pays de la planète. En effet, la plupart des pays du tiers-monde ont, à un moment ou à un autre de leur construction historique, adopté la politique du développement participatif qui se définit par la participation des communautés afin de créer tous ensemble un sens commun du développement. Cependant, tous ces pays n'ont pas utilisé les mêmes modèles ni les mêmes approches pour arriver à leurs fins. Il est vrai que la « participation est un phénomène complexe. » Giroux et Fenocchi (1994). Dans l'élaboration de la participation, il faut tenir compte des visions et des motivations fort différentes de tous les participants concernés.

Différents modèles de communication pour le développement participatif ont été élaborés depuis quelques années dans la littérature. Nous les passerons en revue dans les lignes qui suivent.

### **1.1.1 La communication comme processus de marketing social**

La communication présentée comme un processus de marketing social « se base sur une offre voire une vente d'un concept ou d'un produit visant à engendrer des perspectives meilleures pour les populations » McKee (1994). Élaborée dans les laboratoires des universités américaines, ce concept de marketing social a surtout été mis en pratique dans les pays du tiers-monde. C'est l'Inde en premier qui l'a expérimenté en 1960 pour un programme de nutrition infantile. Kotler et Zaltman (1971) définissent ainsi le marketing social :

« le design, le contrôle et l'implantation de programmes calculés pour influencer l'acceptation d'idées sociales, impliquant des considérations de produits, de planification, de coût, de communication et d'ouverture de marché »

Depuis lors, l'agence américaine d'aide au développement (l'USAID) l'a implanté dans plusieurs pays africains et asiatiques. Sa mise en œuvre s'appuie

beaucoup sur les médias de masse et sur la communication interpersonnelle. Les populations et les experts locaux considèrent ce modèle comme un moyen de manipulation des États-Unis et de leurs entreprises pour implanter leurs produits dans de nouveaux marchés. En Afrique, on présente le marketing social sous le libellé «Information Éducation Communication» (IEC), toujours lié aux programmes de santé familiale ou d'éducation. En Europe de l'Est, on parle du marketing social comme d'une politique de marché commercial pour les produits américains. Que cela soit dans le domaine de l'IEC ou dans tout autre domaine, deux variables sous-tendent le marketing social:

1. Il s'agit de la vente ouverte d'un objet ou d'une philosophie visant à orienter le changement de comportement,
2. Son utilisation ne doit ni changer ni occulter les faits.

L'approche du marketing social comme communication participative dans le développement est donc une approche valable. Elle nécessite cependant une véritable mobilisation sociale et une bonne explication du concept qui ne peut se faire qu'à travers une éducation des participants.

### **1.1.2. La communication comme processus culturel**

La communication peut être conçue comme un processus culturel visant à élaborer et déterminer une sphère publique où se négocient des symboles culturels communs dans lesquels toutes les personnes en interaction se retrouvent et se reconnaissent. White (1994) Dans ce modèle, le développement participatif se scinde en deux grandes familles. La première est celle de la logique, du « social engineering », issue de la seconde guerre mondiale.

Cette famille de pensée s'appuie sur l'évolution rapide de la science et de la technologie. L'impératif technologique était alors dominant. On croyait savoir quelles connaissances étaient utiles à l'homme.

La deuxième famille est celle de la logique de la sphère publique. Elle fait référence à ce que Smith cité par l'auteur appelle : cette dimension de l'action sociale, des institutions culturelles et des décisions collectives qui impliquent tous les membres de la société et engage tous leurs intérêts.

Autrement dit, la sphère publique implique tous les acteurs d'une communauté donnée pour la construction en commun de leur développement, qu'il soit économique ou socioculturel.

Robert White (White, 1994) brosse quatre portraits de la sphère publique selon les paradigmes de développement des sociétés. Voici, en résumé, ce qu'ils représentent.

Le paradigme de la modernisation : Il privilégie les impératifs technologiques et la logique socioculturelle du «reingéneering». Cela veut dire que l'on ne prend pas le temps de faire de la consultation populaire car les impératifs technologiques doivent être atteints coûte que coûte. La communication est alors «publique» parce qu'elle met en place des infrastructures de communication comme la poste, le téléphone, la presse écrite ou la radiotélévision chargés de faire descendre les informations des centres urbains vers les zones dites rurales. En réalité, les informations ne sont accessibles qu'à une frange de la population capable de déchiffrer le jargon ou le vocabulaire technique.

À l'approche culturelle et aux valeurs traditionnelles, la modernité préfère substituer une forme de savoir rationnel qu'on peut tester objectivement et qui exclut l'expression des opinions et des émotions. Les économistes et les intellectuels soutiennent ce modèle.

Le paradigme de l'État-nation autonome : Il est né de l'insatisfaction du peuple par rapport au paradigme de la modernité. Les économistes et l'élite entreprenante qui avaient tenu à soutenir le modèle moderne sont devenus le centre de la sphère publique au détriment des autres couches de la population. D'un autre côté, la modernité passait souvent par une certaine expertise étrangère véhiculée grâce à des coopérants venus d'anciens pays colonisateurs. La population, par la voix des leaders politiques (notamment les chefs des mouvements révolutionnaires et les syndicalistes), a rejeté cet état de fait pour prôner la création d'une vraie sphère publique qui va construire l'État de façon endogène par les ressources locales et pour un développement social partagé. C'est l'État-nation basé sur le modèle de l'autonomie politique, culturelle et sociale qui incarne l'indépendance. Il se présente sous la forme d'un État qui s'apparente de façon abstraite au peuple et

qui devient un symbole de communication représenté par le drapeau ou l'emblème du pays.

Le paradigme de l'hégémonie et de la culture populaire : Dans ce paradigme, la communication est préconisée comme le principal moyen d'instaurer la démocratie au sein d'un état. Les mouvements d'indépendance ont failli en ce sens qu'ils ont centralisé tout le pouvoir et les moyens médiatiques (radio, télévision, presse écrite) entre les mains des leaders qui les contrôlent et établissent les priorités. Le droit à la parole et à un espace de communication devient alors l'enjeu majeur. Les pauvres urbains et ruraux qui estiment ne pas avoir droit au chapitre s'organisent à travers un mouvement informel. Ce mouvement va développer un nouveau langage, « la voix des sans voix », associé à la vie des pauvres. Ce discours fait naître une culture qui donne valeur et reconnaissance aux moins bien nantis. Très vite, ils deviennent maîtres de leur sort et s'imposent dans les débats comme les détenteurs de la vraie culture populaire. Des radios communautaires naissent, de même que des centres d'entraide et des troupes de théâtre de rue.

À terme, ce paradigme a mené vers des politiques de décentralisation qui ont fait de la sphère publique un vaste mouvement populaire où, pour une fois, la base est impliquée et responsabilisée. Toutefois, en grandissant, ce mouvement populaire né de façon informelle a tendance à trop s'organiser et à instaurer une forme de hiérarchisation qui finira par l'épuiser.

Le paradigme de la négociation des symboles culturels communs : Il est une sorte de bilan de toutes ces politiques précédentes, un bilan qui conclut que tous les autres procédés ont leurs limites et que la vraie sphère publique ne doit pas être imposée comme forme d'organisation sociale, surtout à travers des modèles importés. Il ne s'agit pas d'une conception idéologique de la sphère publique. Il faut plutôt aller voir comment une sphère publique se construit concrètement, sur le terrain. Le travail de Martin Barbero sur les banlieues urbaines de Rio de Janeiro et leurs populations avoisinantes d'émigrés, de pauvres, d'illettrés et de chômeurs est édifiant pour comprendre ce phénomène : « Les nations n'ont de choix que de vivre avec un certain degré de solidarité et une certaine capacité à répondre aux besoins internes et aux crises externes » Barbero (1994). La démarche des

chercheurs consiste à aller voir le processus complexe de construction de sens dans la vie de tous les jours au sein d'une culture donnée. En définitive, la construction de symboles culturels communs est un exercice de rhétorique et de négociation continue. C'est dans l'évolution des symboles communs de chaque groupe que se situe la sphère publique.

### **1.1.3 La communication comme processus de renouvellement culturel**

On peut aussi concevoir la communication dans le développement participatif comme un processus d'apprentissage fondé sur le renouvellement culturel, c'est-à-dire sur un processus de changement évolutif, incrémental qui interroge constamment les cultures des sociétés traditionnelles. Il s'agit d'en faire une relecture critique tout en y incorporant petit à petit des valeurs et normes de développement modernes et universelles (White, Nair et Ashroft, 1994).

Le concept de renouvellement culturel reconnaît que les cultures sont dynamiques, qu'elles changent souvent et s'influencent les unes les autres. Il propose d'accélérer les forces de changement du contexte social en exigeant des droits humains universels et un accès aux ressources endogènes et exogènes. La communication et la culture ont toujours été liées. Pensons seulement aux motifs des tissus de l'Égypte ancienne qui sont repris depuis quelques années par ceux qui utilisent les graffitis et les tags comme moyen d'expression publique. L'existence de ce lien fait de la communication « une force de préservation culturelle, de modification, de projection et même de fusion dans des perspectives culturelles évolutives sur lesquelles se base un développement durable. » (White, Nair et Ashroft, 1994 :138-139).

Le processus de renouvellement culturel, par la participation, identifie les besoins de changement et confronte les forces pour et les forces contre le changement. Il crée en même temps des alternatives locales de conduite vers le changement tout en préservant l'intégrité culturelle et l'harmonie entre les cultures. Fondamentalement, il s'agit de repenser le rôle des cultures traditionnelles dans le développement. Cela se réalise en apportant les changements de mentalité

nécessaires et en adoptant les nouvelles normes de développement. Ce processus est basé sur le dialogue, la négociation et le consensus.

Pour montrer le caractère innovateur de leur concept de renouvellement culturel, White et Nair (1994) vont le confronter à quelques approches déjà utilisées en sciences de la communication.

1. Vis-à-vis l'approche de la culture de changement planifié : dans le changement planifié, les experts font tout pour arriver à leurs fins. Ils ont des impératifs de « timing » et plus il y a de résistance au changement, plus les forces et énergies investies sont grandes pour arriver à l'objectif. Le modèle du renouvellement culturel, quant à lui, ne vise pas essentiellement l'atteinte d'un but.

2. Vis-à-vis l'approche du retour à la tradition : ce retour n'est ni souhaité ni possible. Le modèle du renouvellement culturel apporte une dimension d'égalité et de liberté. Il dépasse le cadre de la tradition et pose les jalons d'une universalité basée sur l'approche participative. Il ajoute des valeurs modernes à la culture traditionnelle, lui donne un nouveau souffle.

3. Vis-à-vis l'approche de la perspective culturaliste : le renouvellement culturel l'enrichit car il part du principe que le développement doit prendre place sans détruire les identités culturelles et les traditions importantes.

La communication dans ce processus n'est pas seulement un système d'information du public mais aussi une forme d'éducation et de développement. Il faut aller mobiliser les compétences communicationnelles du peuple. La nature du changement dans ce processus de renouvellement culturel est ce qu'Albert Toffler a appelé « la troisième vague » (White et Nair, 1994 : 144). La culture de la troisième vague va être celle qui plante le changement sans le forcer et sans le rendre homogène. Il s'agit de respecter l'identité culturelle de chaque individu tout en incorporant petit à petit des valeurs modernes de changement pour le développement avec le concours de ressources tant externes qu'internes. En somme, il faut faire une relecture critique des sociétés et de leurs cultures.

### 1.1.4 La communication comme processus dialogique

Dans les travaux de Syed Rahim (1994), la communication dans le développement participatif est traité comme un processus dialogique. Dialogique est ici pris dans le sens de Bakhtin c'est-à-dire *hétéroglossique-polyphonique*, impliquant plusieurs voix qui gardent toutes leur spécificité tout en étant complémentaires les unes par rapport aux autres. On appelle ce processus l'unité dans la diversité.

« Knowledge and information from outside can surely help that process, but cannot dominate it. This significant shift makes it imperative that development communication changes its own focus from information supply to meaning production. To view communication as a process of meaning production is to recognize contemporary thinking in the humanities and the social sciences, as well as revolutionary developments in communication technology. » (Rahim, 1994 : 118)

Dialoguer requiert un cadre d'interaction, des échanges et des efforts de compréhension entre les interlocuteurs. L'auteur dit que, dans un dialogue,

« Ideology is inscribed in communication behaviour and in the manner of participation in development activities, which can be analysed and revealed. It is not a fixed entity. It changes periodically, is evaluated and reorganized as it is articulated –linked to, signified by- to other ideologies. » (Rahim, 1994 : 118)

Pour Rahim, ce processus d'articulation idéologique à travers la communication est crucial dans la création de sens et de valeurs pour le développement. Pour mieux comprendre le processus dialogique, l'auteur va emprunter les concepts du critique russe Mikhail Bakhtin qui a beaucoup travaillé au début du siècle sur les théories littéraires. Ce qui est fondamental chez Bakhtin, c'est la multiplicité des voix. Il va l'appeler *hétéroglossia* : *hétéro* pour différent et *glossia* pour langues donc multiplicité de langues. S'appuyant sur des études littéraires de nouvelles comme celles de Dostoïevsky, Bakhtin prête à la notion de dialogue un sens qui transcende le seul fait d'être une interaction langagière, elle est aussi une interaction qui crée du sens.

Dans le dialogue, le processus en est un de création de sens et de convergence vers les valeurs de la communication humaine. Selon Rahim, ce qui

est primordial dans les travaux de Dostoïevsky, c'est l'affirmation voulant que le niveau le plus élevé du dialogisme consiste en l'organisation de voix multiples qui, sans jamais se mélanger, arrivent à se compléter pour créer de la signification commune. Il s'agit alors de polyphonie.

«In dialogical participation everybody has an equal right to speak and to be heard, and to expect that his or her voice will not be suppressed by or merged with others voices. The highest form of dialogy is polyphony –unmerged and distinct voices raised to their fullest yet open forms, one illuminating another, and none darkened by others' shadows. » (Rahim, 1994: 131).

Bakhtin souligne que c'est la littérature du folklore humoristique qui rend le mieux cette forme de dialogue où l'auteur tout en étant autonome, est conscient de son environnement, du monde et de son subconscient. Il va ainsi se pencher sur les écrits de Rabelais.

Partant des exemples littéraires de Bakhtin, Rahim adapte les concepts d'hétéroglossie et de polyphonie à la communication dans le développement sous forme dialogique. Trois fonctions de communication sont alors identifiées

- La fonction informationnelle : Elle suppose un système de transmission capable de véhiculer les informations. Ce système concerne le plus souvent les médias et les télécommunications. Toutefois, ces outils donnent des informations techniques qui ne sont pas accessibles à tous. Un défaut de langage ressort également de cette structure formelle car, même s'ils viennent de la même communauté linguistique, le paysan et l'industriel ne se comprennent pas forcément. En effet, plus la structure formelle cherche à mettre de l'ordre et à standardiser les interactions, plus les forces de la diversité travaillent au contraire. Les personnes interprètent selon leurs propres valeurs traditionnelles et forgent leur signification à partir de connaissances différentes. Le défi ici est d'arriver à un niveau d'unité dans la diversité.
- La fonction idéologique : Elle concerne le système de représentation du monde qu'utilise le participant dans les activités de développement. Les idéologies du développement n'étant pas fixes, comment les amener à converger vers les



valeurs et les conceptions des participants eux-mêmes? Il faut en arriver à une production de signification, de valeurs et une vision du monde partagées. Cette opération se fait par un changement des mentalités notamment en ce qui concerne la représentation du développement.

- La fonction dite « de divertissement » : Elle est celle qui tend à passer par le folklore, les satires et le rire pour diminuer les rigidités et le dogmatisme idéologique et pour contourner le fétichisme de la fonction informationnelle. Cette dernière fonction situe le développement dans les traditions et la culture propres à l'espace de vie des membres de la communauté.

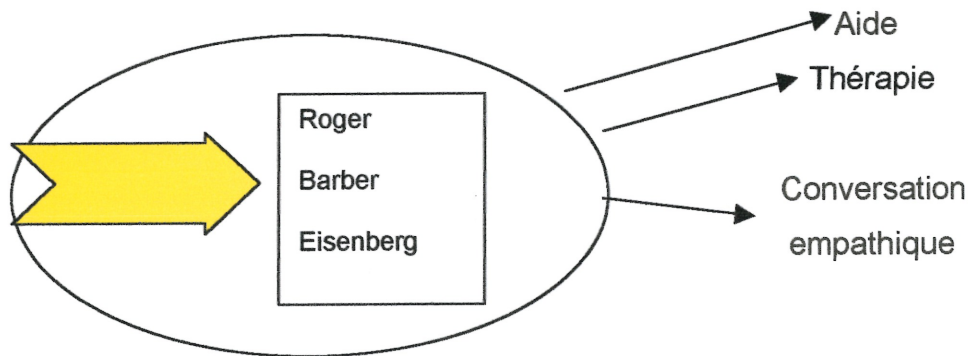
Ce modèle de la communication pour le développement comme processus dialogique est celui qui se rapproche le plus, croyons-nous, du mode de communication dans les communautés rurales du Sénégal que nous voulons étudier. Nous allons donc voir maintenant comment ce concept de dialogue a été qualifié dans la littérature.

## **1. 2 LE DIALOGUE EN TROIS APPROCHES**

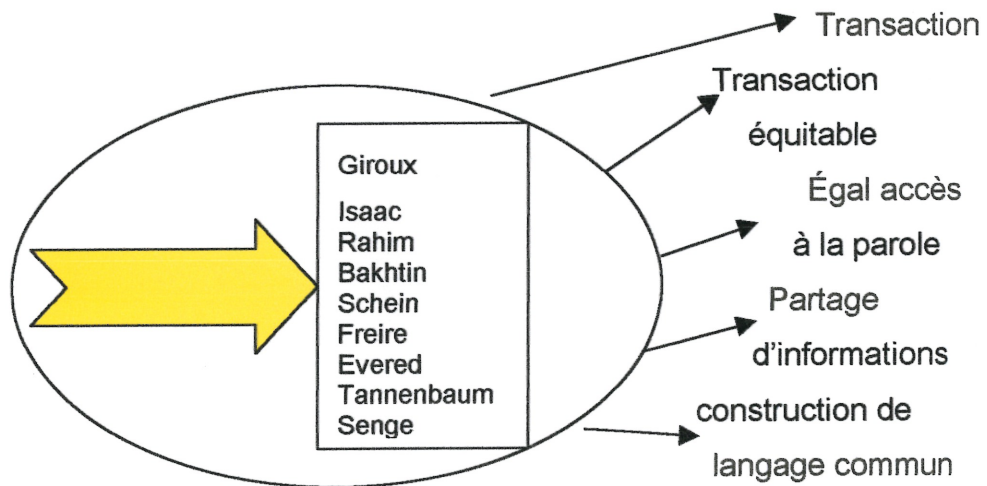
Depuis quelques décennies, les auteurs décrivent le dialogisme comme la forme primaire de la communication. Défini au départ comme une interaction au niveau interpersonnel Roger et Barber (1957), il deviendra au fil du temps un mécanisme organisationnel utilisé dans les interactions de groupe. Actuellement, cette dernière définition est encore en élaboration. En Afrique, le dialogue est une pratique de communication enracinée dans la culture Bâ (1972). La notion de dialogue a été abordée selon trois approches: psychothérapeutique, organisationnelle, culturaliste (voir figure I).

**Figure I : Diagramme comparatif des différentes approches**

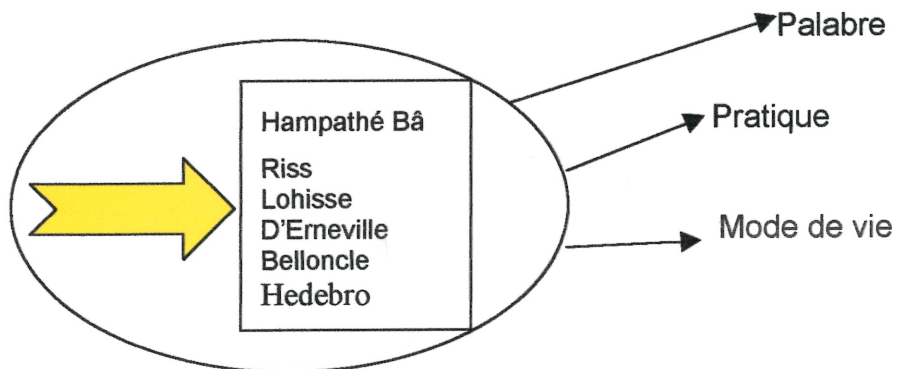
Groupe A : dialogue = aide = thérapie



Groupe B : dialogue = transaction = organisation



Groupe C : dialogue = pratique culturelle



### 1.2.1 L'approche psychothérapeutique

Dans cette approche, le dialogue est considéré au niveau interpersonnel. Il est alors empathique, une forme d'aide, de thérapie. Le dialogue est ici une conversation. Il prend en compte l'affect et comporte une écoute active ainsi qu'une attention flottante comme le décrivent les travaux de Eisenberg (1997). Selon les auteurs Roger et Barber (1957), le vrai dialogue est en place quand les trois éléments suivants sont réunis : être conscient que l'autre est unique et spécifique ; savoir être authentique pour ne pas cacher ses sentiments et finalement respecter l'autre en ne cherchant pas à lui imposer un point de vue mais plutôt en cherchant à l'aider à voir une réalité et des possibilités qu'il ne connaissait pas. Ainsi donc, le dialogue n'existe pour ces auteurs que « par moment » ou plutôt, dans « un moment ».

Le dialogue est présenté dans cette approche comme un moment rare voire éphémère. Il intervient entre deux personnes et il implique une mutualité. « Barber and Rogers essentially agreed about mutuality being possible only in brief moments ». (Cissna et Anderson, 1998 : 65) Ce degré de mutualité, élevé à un certain niveau constitue le vrai dialogue. Les deux auteurs insistent sur cette dimension temporelle car selon eux, il est rare que dans une interaction, les protagonistes arrivent à ce niveau d'empathie. Les interlocuteurs doivent être « sur la même longueur d'onde » ; mieux, ils doivent se mettre mutuellement l'un dans la peau de l'autre. Cela demande d'avoir l'habileté de comprendre ou d'imaginer le monde comme le comprend et l' imagine l'autre : « in defining dialogue as empathic conversation, we refer to the ability to understand or imagine the world as another person understands or imagines it. » (Eisenberg, 1997 : 41)

Eisenberg prône le dialogue comme un moyen de « penser ensemble » dans le sens de créer une sensibilité collective dans laquelle les pensées et les émotions sont les résultantes d'une action de groupe et non d'un seul individu.

Comme on l'a vu, ces trois auteurs s'inscrivent dans une approche dialogique qui tire toute son essence de la dimension « d'aide » de l'interaction. L'écoute est active et le droit de parole est souvent donné par un des interlocuteurs qui joue le rôle de thérapeute ou de soutien.

### 1. 2. 2 L'approche organisationnelle

Dans une perspective organisationnelle, le dialogue n'a pas d'objectif d'aide ni d'écoute mais d'organisation de la tâche et de prise de décision pour performer ensemble et développer l'organisation. Il est en plus une transaction Giroux (1998), une transaction équitable, une égalité d'accès à la parole (Bakhtin, 1981 ; Evered et Tannenbaum, 1992 ; Rahim, 1994) qui demande un partage des informations, la construction d'un langage commun entre égaux différents et cela, dans la confiance et la bonne foi. Le dialogue requiert alors un catalyseur ou un animateur. Beaucoup d'auteurs stipulent que le dialogue doit être enseigné et appris (Freire, 1970 ; Isaac, 1990; Senge, 1992 ; Schein, 1993 ).

Le dialogue a ici un rôle. Il est un outil de travail qu'on peut qualifier de plusieurs manières. Il est surtout et avant tout compris comme une interaction entre interlocuteurs égaux. Paolo Freire est devenu la référence du dialogisme dans la communication du changement depuis ses travaux d'alphabétisation dans les villages chiliens en 1968. Il dit du dialogue que « c'est la rencontre de la réflexion et de l'action de ceux qui le pratiquent, il ne peut se réduire à un simple échange d'idées. » (Freire, 1970 : 82)

Le dialogue chez Freire est acte d'amour mais aussi une prise de conscience critique pour dire « son » monde. Il mène inévitablement à une transformation du monde en passant par une coopération.

« La coopération caractéristique de l'action dialogique suppose une communication qui ne peut exister qu'entre deux êtres-sujets, même s'ils sont à des niveaux différents de fonction et donc de responsabilité. » (Freire, 1970 : 83)

Quand on parle de coopération, on parle forcément de transaction, ce qui rejoint le point de vue de Giroux (1998 : 8) pour qui « le dialogue ne s'improvise pas. » Selon cette auteure, le processus dialogique de communication du changement de l'organisation passe par cinq étapes qui sont « la traduction en contexte, la négociation, l'opérationnalisation, l'appropriation et l'institutionnalisation. » (Giroux, 1998 : 8) Il s'agit d'une transaction du genre aller-retour entre les décideurs et les membres de l'organisation. En effet, le décideur doit traduire en contexte les orientations ; ensuite, il en discute avec les travailleurs

qui, eux, l'acceptent à la suite d'une négociation (ou la refusent car c'est aussi une possibilité dans une négociation) avant de l'opérationnaliser ensemble. C'est seulement à ce moment qu'on pourra parler d'appropriation par les travailleurs et d'institutionnalisation dans les routines et règles de l'entreprise.

La démarche s'inscrit ici dans une stratégie communicationnelle de changement. L'auteure dit cependant que cette stratégie aboutira plus aisément dans une organisation qui a déjà des pratiques communicationnelles plus participatives.

On retrouve là l'idée de « l'être-sujet » telle que définie par Freire. L'auteure ajoute cependant que :

« La participation est une réalité complexe, il ne s'agit pas de vouloir instaurer un dialogue pour qu'automatiquement les partenaires maîtrisent le savoir-dire requis pour l'échange d'informations, d'opinions et pour la négociation du projet. » (Giroux, 1998 : 8)

Une des raisons de cette difficulté pourrait aussi être expliquée ici par cette phrase de Bourdieu (1994) que cite l'auteure :

« Les deux groupes de participants sont donc en asymétrie en ce qui a trait à la maîtrise des habiletés de parole. Leur position sociale et leur formation fait en sorte qu'ils possèdent un capital symbolique très inégal. » (Giroux, 1998 : 8)

Ainsi donc, le dialogue dans le changement doit être maîtrisé et même appris comme le préconisent Isaac (1990) et Schein (1993) dans leurs travaux sur les organisations apprenantes. Ils soutiennent que les problèmes de l'organisation doivent être réglés par le dialogue.

«All problem-solving groups should begin in a dialogue format to facilitate the building of sufficient common ground and mutual trust, and to make it possible to tell what is really on one's mind. » (Schein, 1993 : 42).

Pour Schein, la culture d'entreprise doit être créée au sein de l'entreprise et enseignée aux nouveaux membres par le développement d'un jargon dans lequel tous se reconnaissent; un jargon qui leur donne statut et identité. Le dialogue, selon cet auteur, nécessite une méthodologie bien définie et un

animateur qui permet le débat, gère l'interaction, accorde les tours de parole et s'assure que l'on suit l'ordre du jour. Cependant chez ces auteurs, le dialogue en lui-même ne suffit pas pour effectuer le changement mais il est utile pour négocier de nouveaux objectifs et des statuts culturels.

Senge (1990) s'inscrit dans cette mouvance des organisations apprenantes. Selon lui, la communication au sein de l'organisation doit être enseignée pour être partagée par tous. Il utilise la théâtralité ou les images métaphoriques d'un orchestre de jazz pour dire que l'important est de se construire une signification commune. Pour cela, il faut apprendre un minimum de communication et se référer à des symboles communs : « The great jazz ensemble has talent and a shared vision (even if they don't discuss it), but what really matters is that the musicians know how to play together » (Senge, 1990 : 236 ). Il affirme que le désordre apparent du jazz est en fait un ordre entendu entre tous les musiciens. Chacun apporte sa contribution et ensemble, ils font la musique. Même si l'apport est libre et laissé à la discrétion de chacun, le fruit en tant que tel est négocié entre tous.

Telles sont les différentes approches organisationnelles au mode dialogique.

Généralement, c'est la dimension culturaliste qui fait défaut à ces études. Les processus de mise en place sont souvent étudiés mais pas les philosophies qui sous-tendent l'adoption de ces divers modèles de dialogue. Il nous apparaît nécessaire de développer un modèle du dialogue qui tienne compte des particularités culturelles.

### **1.2.3 L'approche culturaliste**

En Afrique, depuis le travail d'Amadou Hampathé Bâ, la civilisation de l'oralité est reconnue. Il est vrai que l'écriture est arrivée dans la plupart des pays du continent avec la colonisation mais ce n'est pas parce que les choses ne sont pas écrites, qu'elles n'existent pas. Les traditions et les savoirs se sont toujours perpétués grâce à l'oralité. Ce savoir qui se situe dans la mémoire des gens est véhiculé beaucoup plus par les vieilles personnes car plus on vit, plus on acquiert du savoir avec ses expériences.

« La connaissance africaine est immense, variée et concerne tous les aspects de la vie. Le connaisseur n'est jamais un spécialiste. C'est un généraliste. Le même vieillard, par exemple, aura des connaissances aussi bien en pharmacopée, en sciences des terres, qu'en sciences des eaux, en astronomie, en cosmogonie, en psychologie, etc. On peut parler là d'une science de la vie étant conçue comme une unité où tout est relié, interdépendant et interagissant. » (Bâ, 1972 : 81)

Ainsi, chez les Africains, la vie en elle-même est une source privilégiée de savoir. Cela fait dire à Bâ qu'en Afrique, « un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle. » (Bâ, 1972 : 82) Ce savoir et ces connaissances n'étaient cependant pas l'exclusivité du seul connaisseur, ils n'ont de sens que partagés et enseignés aux plus jeunes qui feront de même avec leurs descendants. C'est pourquoi des séances de discussions (et donc de partage du savoir) se faisaient autour de l'arbre à palabre où tous les membres de la communauté étaient invités : jeunes et vieux, femmes et hommes, et où se prenaient aussi toutes les décisions.

La palabre est une pratique enracinée dans la culture africaine et consiste en des séances de longues discussions pendant lesquelles les gens du village sont invités à prendre la parole. Tout le monde donne son avis et les opinions se confrontent pour finir par l'adoption d'une position consensuelle. La palabre est donc pour nous une forme d'interaction de groupe en mode dialogique.

Dans les paragraphes qui suivent, nous allons présenter comment le dialogue a été traité dans la littérature africaine.

La conception du dialogue chez Amadou Hampathé Bâ est une conception héritée de l'enseignement coranique que lui a livré son maître Thierno Bocar.

« Pour se comprendre mutuellement, il est bon d'oublier un moment qui l'on est et ce qu'on sait, afin d'être ouvert, disponible, et mieux écouter son interlocuteur. » (Bâ, 1972 : 82)

Pour Amadou Hampathé Bâ, le dialogue ici tient plus de la psychologie car, pour inciter chaque partenaire au dialogue, quel qu'il soit, il faut être entièrement à l'écoute de son interlocuteur. L'auteur a aussi appris de son maître que :

« Dans le dialogue, il y a, au demeurant, trois vérités: celle de chacun des deux partenaires ("ma" vérité, et "ta" vérité) et LA vérité. Cette dernière se situe à égale distance des deux premières. » (Bâ, 1972 : 83)

Cette approche traduit la recherche du consensus dans les échanges comme on l'a appris aux jeunes dans la tradition africaine de l'oralité. En effet, il y a toujours une "vérité" qui cherche à réconcilier les deux positions pour que l'entente soit possible. Cette vérité n'est pas extérieure aux positions des deux protagonistes, elle est un consensus des deux.

Le préalable de cette vérité est que chacun s'exprime en toute liberté, pose ses arguments et donne son point de vue ("sa" vérité). Parce qu'il s'agit ici d'une civilisation de l'oralité, tout se fait par figures métaphoriques, des figures qui ont souvent des allures de proverbes comme dans la phrase du maître Thierno Bocar que cite l'auteur :

« Pour trouver LA vérité, dans un échange, il faut donc que chacun des deux partenaires s'avance vers l'autre ou s'ouvre à l'autre. Cette démarche exige, au moins momentanément, un oubli de soi et de son propre savoir car unealebasse pleine ne peut pas recevoir de l'eau fraîche. » (Bâ, 1972 : 83)

Ce proverbe est souvent utilisé dans les sociétés africaines pour expliquer qu'un homme rempli de lui-même, pressé d'étaler son savoir ou ramenant tout à lui-même ne saurait être convenablement à l'écoute de son prochain. Cette écoute s'applique à tous les événements, qu'ils soient publics ou privés. Souvent, un interprète ou un griot intervient pour traduire ce qui se dit, comme on le fait lors des procès ou des réunions sous l'arbre à palabre. L'auteur raconte comment le griot invite les résidents de Bandiagara au procès d'un des dignitaires du pays arrêté pour complot :



« Un matin, on entendit résonner dans les rues de Bandiagara le petit tam-tam d'aisselle de Diéli Baaba, le griot "crieur public". Tout en frappant de son instrument, il criait en peul, en bambara et en dogon: Ohé Ohé, habitants de Bandiagara! Hommes, femmes, enfants, nobles, castés et captifs! Le commandant vous salue par ma bouche. Je ne suis qu'un annonceur, force est donc pour moi de dire ce qu'on m'a chargé de proclamer. Ohé, gens de Bandiagara! Que personne ne m'en tienne rigueur, mais le commandant m'a chargé de vous annoncer que dans sept jours, aujourd'hui exclu, une audience du grand tribunal se tiendra dans la salle des palabres pour juger Tidjani Thiam. [...] Le commandant m'a chargé de vous dire que l'audience sera publique. Tout le monde pourra y assister. » (Bâ, 1982 : 126)

Cet appel montre que, de coutume, tout le monde assiste aux audiences mais une certaine forme d'organisation régit le déroulement des séances de palabre.

L'organisation de la vie publique et de la politique dans les villages africains traditionnels était souvent initiée par « celui qui règne ». Suivant la structure du village, celui ou celle qui règne désigne la personne à la tête du village. Si le village est construit sur une base familiale, ce qui est le cas le plus fréquent comme chez les Fulbe<sup>2</sup> du Sénégal, le chef (le plus vieux) de la famille à l'origine du village, sera en même temps le chef du village. Sinon, le « conseil de famille » se chargera de la gestion des affaires. Par contre, si le village n'a pas de base familiale, les habitants se choisiront leur propre chef. En dehors du chef,

« la gestion de la communauté villageoise traditionnelle repose souvent sur l'Assemblée des hommes. Parfois cependant, les participants se limitent aux anciens et aux dignitaires. Les uns et les autres se confondent d'ailleurs généralement. » (Lohisse, 1974 : 46)

Cette espèce d'organigramme de la chefferie dans les sociétés traditionnelles de l'Afrique du centre et de l'Est n'exclut pas cependant la consultation du peuple lors des débats. Selon Lohisse (1974), l'administration est

<sup>2</sup> Les Fulbe ou Poulou ou Pulaar sont une ethnie très répandue en Afrique sahélienne.

affaire d'hommes. Dans l'ouest africain cependant, les coutumes incluent le mode collégial jusque dans les plus hautes sphères de la société et ne discriminent pas toujours contre les femmes. La consultation du peuple existe:

« Les affaires secrètes sont discutées en comité restreint à l'intérieur d'une hutte mais la majorité des problèmes se débattent sur la place publique. Chez les Tonga (du sud africain), le terme "houbo" désigne à la fois la place centrale (l'agora) et le conseil des hommes. » (Lohisse, 1974 : 135)

Les débats de la place publique se font en présence de tous: « L'assemblée est convoquée par la voix d'un crieur, du tam-tam ou du simple bouche à oreille. Le public sera plus ou moins nombreux selon l'intérêt du sujet débattu. » (Lohisse, 1974 : 135)

Comme chez les gens de Bandiagara, l'initiateur de la réunion a recours aux services d'un animateur ou d'un porte-parole pour donner plus de poids à ses dires. Chez les peuls du Macina, ce sont toujours les griots qui jouent ce rôle de maîtres de la parole.

Dans le houbo Tonga, chacun a le droit de parler. Les intervenants s'adressent au porte-parole « qui scande chaque intervention d'approbations, salue à la fin l'orateur et demande à l'assistance si elle a entendu. » (Lohisse, 1974 : 135) L'auteur remarque que, lorsque le débat devient vif, les intervenants en arrivent à s'interpeller les uns les autres sans passer par le porte-parole. Le mécanisme décisionnel est collectif : chacun peut donner son avis et parler aussi souvent et aussi longtemps qu'il le souhaite note l'auteur.

L'accès à la parole est tel pour deux raisons essentielles. La première est que l'usage de la parole, comme nous l'enseigne l'éducation traditionnelle africaine n'est la propriété exclusive de personne car la parole est source de savoir et « est l'héritage de tout ce que les ancêtres ont pu connaître et qu'ils nous ont transmis en germe, tout comme le baobab est contenu en puissance dans sa graine. » (Bâ, 1992 : 254) Donc, selon la conception traditionnelle, si la parole est source de savoir et héritage, tout le monde y a droit en tout temps et peut y accéder aussi souvent que souhaité.

La deuxième raison essentielle est qu'en Afrique, « le temps n'exerce pas sa tyrannie » (Lohisse, 1974 : 137). En effet, la notion du temps n'a pas la même signification en Occident qu'en Afrique et ce rapport au temps semble être le même partout en Afrique que cela soit à l'est ou au sud, à l'ouest ou au nord.

Ainsi, jusqu'à l'arrivée de la colonisation, la pratique du vote était inconnue car :

« Le principe de la majorité par le vote relève d'une démocratie de gens pressés [...] à force de concessions mutuelles, l'unanimité doit se dégager peu à peu de la discussion et l'intuition du consensus clôt le débat. » (Lohisse, 1974 : 137)

Encore aujourd'hui, dans certaines zones rurales de l'Afrique subsaharienne, on retrouve dans les modes de communication ces formes d'interactions basées sur la recherche continue du consensus. C'est le cas dans les villages du Sénégal.

Dans le chapitre sept de son livre consacré à la vie sociale de la femme africaine en milieu rural, Marie Denise Riss note que :

« de nombreuses occupations domestiques et économiques de la femme lui laissent peu de temps pour organiser ses loisirs et sa vie sociale. [...] Pourtant, la nécessité d'exercer un rôle social a favorisé les regroupements de femmes en associations dirigées par des responsables élues. » (Riss, 1989 : 104)

La responsable élue est souvent une femme très entreprenante qui a le sens de l'initiative. Elle est désignée et élue par les autres femmes du village et devient ainsi leur porte-parole au sein des instances officielles qui sont en ville. « Elle organise les réunions des femmes, les conseille et arrange leurs conflits. » (Riss, 1989 : 104)

Riss montre aussi que les femmes se regroupent souvent pour discuter des affaires qui les concernent dont la plupart sont d'ordre économique. C'est ce qu'on appelle les ndajés. Là encore, la présidente du groupement des femmes joue un rôle important :

« C'est la responsable qui propose la culture des champs collectifs et qui ramasse auprès des femmes les cotisations pour les festivités villageoises comme les luttes et les daïras ou les cérémonies familiales comme les mariages, les deuils ou les baptêmes. » (Riss, 1989 : 104)

L'auteure n'insiste malheureusement pas sur les interactions lors de ces rencontres mais, quand elle parle des réunions publiques des femmes lors des tontines, elle souligne l'importance du recours au folklore populaire dans les activités de celles-ci; même si ces activités sont de nature économique :

« Le montant total de la cotisation est donné à une femme du groupe qui l'utilise pour l'organisation chez elle d'une fête réunissant toutes les femmes : chants et danses constituent les principales réjouissances. » (Riss, 1989 : 105)

Plus loin, elle explique aussi que :

« les associations de femmes sont autogérées et regroupent des personnes ayant des affinités par exemple: femmes d'un même quartier ou originaires de la même région, femmes exerçant la même profession [...] Les membres de la tontine doivent avoir confiance les unes les autres et se connaître parfaitement. Elles se retrouvent pour organiser elles-mêmes leur système d'entraide financière ou de crédit et ne font appel à aucun service technique ou à l'aide des banques. » (Riss, 1989 : 109)

Sur le plan dialogique, l'auteure ne nous décrit pas les processus de prise de décision. La confiance implique cependant que les membres puissent s'exprimer et être entendus. De par le vécu, nous savons aussi que ces réunions de tontine donnent lieu à des échanges très libres pendant lesquels l'avis de tous est sollicité. Une expression wolof dit souvent « xell du doy » : un seul cerveau ne suffit pas pour mener la réflexion. Tout le monde est donc invité à exprimer sa pensée et, encore une fois, des terrains d'entente sont toujours trouvés pour l'utilisation de l'argent de la caisse ou pour tout autre projet à mener à bien.

La désignation d'une femme responsable (porte-parole) dans chaque association est très importante et souvent cette dernière est élue par ses sœurs<sup>3</sup> de manière concertée.

Cette forme de démocratie directe rejoint l'expression populaire wolof qui dit « waxtaan ba djubo », c'est-à-dire que toute conversation aboutit à un accord. Ce principe culturel se retrouve même dans les interactions journalières comme le marchandage dans les commerces où, à chaque fois, le client et le vendeur sont tenus de débattre du prix d'un produit. On entend toujours dans les marchés les vendeurs dire aux clients : " il faut dialoguer quoi..." Rares sont les personnes (à l'exception peut-être des étrangers) qui payent tout de suite le prix annoncé ou affiché sans le marchander.

Dans la littérature, le dialogue peut donc prendre trois formes (voir figure I). Dans le chapitre qui suit, nous élaborerons le modèle du dialogue africain que nous voulons utiliser pour l'étude de la communication pour le développement au sein des groupements entrepreneuriaux féminins au Sénégal.

---

<sup>3</sup> Les femmes se considèrent toutes comme des sœurs.

## **CHAPITRE DEUX :**

### **LE CADRE THÉORIQUE**

Le modèle théorique que nous allons utiliser dans notre étude se fonde sur le dialogue à l'africaine. Ce dialogue s'inspire beaucoup du rituel de la palabre africaine, une palabre de genre irénique à l'opposé de la palabre agonistique.

À la base, les définitions des termes «irénique» et «agonistique» viennent du grec ancien. Dans le grand Larousse de la langue française de 1975, le terme «irénique» est expliqué comme suit :

« Irénique veut dire pacifique, se rapporte dans le primitif à l'écriture dogmatique chrétienne, désigne certains livres écrits pour ramener la paix entre les chrétiens. L'irénisme est une attitude pacificatrice faite de compréhension et de charité, adoptée par des chrétiens de confessions différentes pour l'exposé et l'étude des problèmes qui les séparent. Enfin, les irénistes sont ceux qui croient à la possibilité de la paix perpétuelle. »

En ce qui concerne le terme «agonistique» ou «agôn», on a trouvé dans l'Encyclopedia Universalis de 1985 Thesaurus la définition qui suit :

« Agonistique vient de agôn qui est un terme du théâtre grec et qui correspond au verbe ago qui veut dire mener. Ce substantif désigne l'assemblée, puis le concours en particulier sportif et plus généralement toutes sortes de luttes et de combats. En rhétorique, le terme a le sens précis d'argument principal par opposition à l'exorde et à l'épilogue. Enfin, le mot agôn caractérise une partie de la comédie grecque ancienne : celle des scènes alternant avec les chants du chœur après le prologue et la parados. Cette scène représente un débat entre deux personnages soutenant chacun une thèse opposée par exemple le débat du juste et de l'injuste dans les Nuées d'Aristophane. Agonistique traduit un comportement d'agressivité. »

## 2.1 LE MODÈLE DU DIALOGUE

Notre modèle de dialogue à l'africaine ressemble beaucoup plus à cette palabre irénique sur le mode conversationnel, n'impliquant à la base aucun conflit majeur et se voulant pacifique. Il est réunificateur donc sans agressivité, comme le note Bidima (1997 : 10) :

«En Afrique, on rencontre la palabre à tous les niveaux de la société civile, toutes occasions étant propices pour faire advenir du sens par les mots. Il existe donc plusieurs types de palabre que l'on regroupera en deux : palabre irénique tenue en dehors de tout conflit (mariage, vente, etc.) et palabre agonistique qui fait suite à un différent.»

Palabrer est une pratique courante chez les Africaines et chez les Sénégalaises en particulier. Cette palabre est le fait de parler ensemble pour essayer de s'entendre. De nombreux auteurs ont fait appel à différentes approches afin d'analyser les regroupements féminins en milieu africain mais ils ont tous constaté que la communication de type dialogique est au centre des interactions de femmes :

« Pour communiquer réellement avec les femmes, il est important de connaître et de reconnaître les méthodes traditionnelles. S'il est important que l'animatrice fasse état de son savoir, il est aussi crucial que les femmes apportent le leur à partir de leur conception de la communication. Les femmes bâtissent ainsi elles-mêmes leur propre histoire au quotidien dans leurs causeries et méthodes participatives. » (Aw, 1990 : 58)

« Les femmes africaines, selon qu'elles résident en zone urbaine ou rurale, selon les ethnies aux organisations sociales si diversifiées auxquelles elles appartiennent, peuvent jouer des rôles et avoir des statuts bien différents. Toutes sont issues de sociétés où les relations de parenté déterminent les rapports sociaux et l'organisation du milieu. Ces rapports codifient les comportements et les attitudes que les membres du groupe doivent adopter les uns envers les autres, la façon de parler aux uns et aux autres. Dans toute l'Afrique, parole et relations sont étroitement liées. La



femme a donc une conduite à tenir et un langage à adopter. » (Bonnet, 1983 : 1)

Anne Stamm montre aussi dans son ouvrage que la parole est d'abord l'affaire des mères donc des femmes. Ce sont elles qui sont chargées de l'apprentissage des premiers mots qui forgent la personnalité :

« L'acquisition du langage par l'enfant est surveillée de près par les parents et tout d'abord par la mère. Tant qu'elle le porte sur son dos, elle lui parle dans son propre dialecte un langage de bébé. Lorsqu'il marche seul, la maman s'adresse à lui comme à un adulte du groupe paternel. Elle est à la fois exigeante et patiente pour enseigner le bon mot à utiliser et la bonne prononciation à avoir. Le père prend le relais au moment où le garçon commence à l'accompagner au travail ; il ne s'occupe pas de l'acquisition de la langue par sa ou ses filles. » (Stamm, 1999 : 125 )

Les rencontres des Sénégalaises se font lors des ndajés. Selon le contexte, ces palabres constituent un rituel conversationnel (par exemple au moment des cérémonies familiales telles un baptême, un mariage ou un deuil) ou prennent un aspect plus organisationnel en vue d'une réalisation (comme lors de rencontres économiques telles une réunion de conseil d'administration ou une assemblée générale d'ONG) C'est pourquoi, il est important de considérer les lieux et le contexte dans lesquels se tient la palabre.

Pour élaborer le modèle du dialogue à l'africaine, nous allons donc préciser ses caractéristiques en ce qui a trait à son contexte et son processus à partir de la littérature sur la palabre.

### 2.1.1 Le contexte du dialogue

Les lieux où les femmes peuvent se retrouver et parler sont nombreux :

« Si la cour est le lieu où se tient le plus habituellement la femme, où dès le lever du jour, elle vanne le grain, pile le mil, prépare les repas, lave les enfants, elle n'est pas pour autant prisonnière. Tous les jours elle sort pour aller chercher du bois, pour se rendre au puits, au fleuve ou bien encore au marché. Ces courses nécessitent parfois d'assez longs trajets. Tous ceux qui connaissent l'Afrique ont gardé le souvenir de ces longues files de femmes portant sur la tête d'énormes canaris ou des paniers de fruits ou remplis de légumes. Le puits comme le fleuve font partie de la vie des femmes. C'est là que toutes celles qui, fillettes ont partagé les mêmes jeux, qui ont grandi ensemble, se rencontrent. On s'y raconte les petits secrets, on se fait part des cancans et surtout on rit, on rit beaucoup. » (Bonnet, 1983 : 5-6)

Mais quand on parle des ndajés, on retrouve les femmes dans leur milieu naturel, entourées de leurs propres repères tout comme lors des séances de palabre mixte.

« La palabre ne se tient pas n'importe où, et le choix du lieu fait déjà l'objet d'une mini-palabre d'où l'aspect hautement symbolique de l'espace. L'espace de la palabre marque la transformation de l'étendue en espace.[...] Un lieu ordinaire s'érige ainsi en espace signifiant, se convertit en une arène où s'affrontent à travers des hommes le même et l'autre, l'ici et l'ailleurs. Un lieu signifié en espace est forcément polémique, en ce qu'il permet de distinguer le sacré par opposition au profane, le privé comme pendant du public. Dans la palabre, la signification passe d'abord par l'espace : s'y expriment les rapports entre le sujet, la loi, et l'interdit, entre la culture et la nature. » (Bidima, 1997 : 11-12)

« Les palabres (surtout en Afrique de l'Ouest) se déroulent souvent sous un arbre, [...] l'arbre symbolise l'enracinement, il surplombe le conflit par le « vivre ensemble. » (Bidima, 1997 : 13)

L'enfant africain commence très tôt à distinguer les lieux de palabre. Il prend l'habitude de les déterminer, que cela soit au moment de participer à des discussions avec ses camarades de classe ou avec sa famille ou encore en écoutant les contes des vieux au moment des veillées.

« Ce sont les frères et les sœurs qui initient le petit Africain aux « subtilités des différences dialectales » et aux moqueries du village, moqueries qui développent le sens de l'observation et la rapidité de réaction, car il faut être le premier à lancer la « raillerie ». Dès qu'il trotte, l'enfant vit plus dans l'entourage de ses grands-parents que dans celui de ses géniteurs, fort occupé. [...] Il voit son intelligence et sa susceptibilité sollicitées par les proverbes et les devinettes qui s'échangent autour de lui. [...] Il s'essaie à ne pas dormir quand, le soir, au coin du feu, un vieux ou une vieille commence à raconter des histoires et, en certaines occasions, les récits les plus sacrés. (Stamm, 1999 : 125-126 )

L'autre facteur important qu'on doit considérer dans la palabre est le temps. Celui-ci est élastique dans ce genre de discussion comme le souligne Lohisse :

« Dans la discussion, tout le monde a le droit de s'exprimer. Les décisions se prennent par consensus. [...] Le principe de la majorité par le vote relève d'une démocratie de gens pressés. À force de concessions mutuelles, l'unanimité doit se dégager peu à peu de la discussion et l'intuition du consensus clôt le débat. En Afrique, le temps n'exerce pas sa tyrannie. » (Lohisse, 1974 : 48 )

On ne finit pas une palabre ; c'est un dialogue continu qui implique tout orateur présent dans l'assemblée. La foule a une attitude participative. Elle n'est jamais neutre. Le droit à la parole est donné à tous (quel que soit le nombre) d'où l'importance de prendre le temps nécessaire pour entendre chacun des participants. Dans son étude sur les projets de développement de la promotion féminine au Sénégal, Aw cite une animatrice sur ses rapports communicationnels avec les femmes :

« Nous ne sommes pas là pour apporter aux femmes car elles ont leurs propres méthodes, nous apprenons mutuellement. Il faut savoir que les femmes sont très méfiantes envers les étrangers, il en est de même avec l'encadrement. Il faut donc prendre tout le temps nécessaire qui est souvent très long pour les convaincre de changer leur façon de faire au profit d'un apport bénéfique. » (Aw, 1990 : 59)

C'est donc un dialogue interminable oui, mais un dialogue qui respecte des procédures.

### **2.1.2 Le processus du dialogue**

Dans sa forme et dans son fond, le dialogue de type palabre africaine respecte des valeurs de base. Ces valeurs sont le respect, la politesse et sauver la face de son interlocuteur. Bidima précise que :

« Le premier moment de la procédure, souvent négligé par les observateurs est très important parce qu'il met en relation la parole, les modalités de domestication de la violence, le sujet et les précautions qu'il doit prendre pour exposer sa demande sur scène. » (Bidima, 1997 : 13)

Chez Stamm, la parole doit préserver la tradition et on l'inculque à l'enfant dès son plus jeune âge :

« L'enfant apprend surtout à rester à sa place car l'Afrique toute entière est sensible à la hiérarchie « l'enfant n'a pas la vérité, c'est le père qui l'a, » dit-on chez les Dogons mais aussi dans presque toutes les ethnies sahéliennes. « Les pattes de derrière d'un bœuf ne précèdent pas les pattes de devant » affirment les Malinkés. » (Stamm, 1999 : 128)

« L'ironie légère est la forme la plus fréquente et la mieux acceptée. Faire des reproches ne servirait qu'à déclencher des querelles, « c'est une mauvaise parole qui blesse et appelle en retour une autre mauvaise parole » dit-on. » (Stamm, 1999 : 131)

« Insulter quelqu'un à qui l'on doit du respect, par exemple une personne plus âgée, la mère d'un interlocuteur, lui-même aîné de l'insulteur, est grave et entraîne une procédure de réparation humiliante pour la famille de celui-ci. » (Stamm 1999 : 138)

Qui dit palabre, dit communication et donc langage. Le langage est ici important car « Le jeune Africain est façonné par une éducation qui valorise la parole. » (Stamm, 1999 : 129). Le langage peut être verbal ou non verbal et le choix de la langue compte aussi.

« Préparant à la réflexion, les maximes servent de point d'appui en même temps que de cran d'arrêt à la pensée. Elles coulent la discussion dans la tradition, dans quelque chose de tout donné et, de ce fait, elles rassurent, endiguent, canalisent.[...] L'enfant acquiert vite une bonne maîtrise de la langue et de celles des villages voisins, d'où viennent nombre de femmes. Pour peu que son esprit soit vif, il devient capable de manier métaphores et métonymies. » (Stamm, 1999 : 126)

« La palabre se joue avec des mots et se joue des mots. Le processus d'énonciation est complexe dans les deux genres irénique et agonistique. Dans les deux cas, le mot introduit un rapport éthique et juridique entre les acteurs, il construit des rôles et implique des changements d'attitude[...] La palabre est bien le lieu de la parole, pas n'importe laquelle mais celle qui induit un changement de comportement.[...] Le sujet, l'objet et la manière situent la palabre comme un réseau de « jeux de langage » (Bidima, 1997 : 21-22)

Dans la palabre, il y a toujours une composante psycho-langagière, pragmatique qui détermine les rôles de parole suivant la situation donnée. Elle se compose de proverbes, et utilise un langage imagé pour confondre l'interlocuteur. Dans son travail, Bidima a relevé l'utilisation de la « trope communicationnelle » ; celle-ci se produit « chaque fois que le destinataire qui, en vertu des indices d'allocution, fait figure en principe de destinataire direct, alors qu'il n'est en fait qu'un destinataire indirect. » L'utilisation des proverbes en Afrique en est un exemple patent. Les proverbes servent à étayer une argumentation : « à un

proverbe lancé pour appuyer un propos, succédera un autre qui a pour but de neutraliser le premier. »

Le mode verbal n'est pas le seul mode utilisé pour poser son argumentation ou déterminer sa position. Le non verbal est aussi très présent dans le dialogue de type palabre africaine. Il concerne entre autres tous les gestes, les postures, les applaudissements et la musique. Par exemple, on dit souvent de la musique qu'elle est indispensable, omniprésente dans les sociétés africaines parce que « la musique est une bonne parole. » (Stamm, 1999 : 140)

« Le geste permet dans la palabre de signer l'identité des individus en vue de favoriser la communication. La mise en place d'un discours est aussi une mise en geste de ce discours.[...] Il est interdit par exemple d'avoir un rythme parolier rapide à la barre. Quant aux intonatifs, il est permis –même quand la parole ne vous est pas encore donnée-- de battre des mains ou de hocher la tête. Les gestes illustratifs sont ceux qui miment l'action dans l'espace ou ceux qui désignent les référents. En plus des gestes communicatifs, la palabre met en scène des gestes extracomunicatifs. Il y a ceux qui expriment le confort de la position et de la posture, le fait d'être debout ou assis, d'égrener un chapelet quand on est un marabout ou d'avoir un objet en main. Par exemple, chez les Bété<sup>4</sup>, c'est une insulte suprême de s'adresser à une autorité avec un cure-dent à la bouche.» (Bidima, 1997 : 26-27)

« Pour la plupart des Africains, toute technique rythmée produisant des sons est un langage traduisible en mots,[...] la voix du tam-tam peut être interprétée comme un message en rapport avec la situation sociale et psychologique dans laquelle l'instrument est joué. » (Stamm, 1999 : 141)

Marie Denise Riss (1989) a aussi constaté dans son travail sur les membres de groupements féminins du centre du Sénégal combien les danses et les chants étaient présents dans leurs assemblées.

Dans le respect des valeurs sociales, on retrouve le respect des rôles et procédures lors d'une assemblée de type palabre africaine. On dit souvent « Parle

---

<sup>4</sup> Ethnie de l'Afrique centrale, présente en Côte d'Ivoire

qui veut quand il veut » mais en vérité, il y a des interventions réservées à certaines personnes, notamment les maîtres de la parole : les griots.

« Les griots sont des gens de la parole et de la musique capables de véritables acrobaties linguistiques, ils sont chanteurs, conteurs, généalogistes, historiens, troubadours et en même temps fous ou bouffons.[...] Ils sont de plus les médiateurs et messagers dans une société où ils sont les seuls à pouvoir s'exprimer sans fard. » (Stamm, 1999 : 63)

Les griots, en effet, vivent des louanges qu'ils adressent aux puissants, des récits historiques qu'ils déclament lors des cérémonies auxquelles ils participent. Nul ne peut s'offusquer de leurs propos ou moqueries car ils n'ont à respecter aucun interdit de parole. Chez les Malinkés, le griot transmet le discours du noble qui n'a pas le droit de dire certaines choses à ses subordonnés ou sujets.

Dans la mise en scène de la palabre, le griot joue pleinement son rôle d'animateur car la palabre est un entre-deux, écartelé entre le sérieux et le frivole :

« Les distributeurs de la parole sont en principe soit le plus âgé de la classe d'âge, soit le chef dans les familles au pouvoir centralisé, soit le griot ou le héraut. Ce distributeur de la parole est aussi celui qui clôt le débat. » (Bidima, 1997 : 24)

On retrouve aussi, dans la scène de la palabre, les aînés qui occupent une place primordiale due au droit d'aînesse et les chefs qui assument leur rôle hiérarchique. La prise de décision les implique presque toujours.

« Le tour de parole ordonne l'agressivité des débats et rappelle le statut de chacun pendant le commerce langagier. Elle implique une obligation (se taire ou prendre la parole en un moment donné), une règle (parler après l'autre), une hiérarchie et des contraintes (respecter les règles de bienséance). Le tour de parole manifeste la notion d'ordre, il signifie pour chaque interlocuteur non seulement son tour et le degré autorisé de violence verbale mais aussi comment, à travers sa rhétorique, il peut mobiliser le capital affectif de l'assistance. » (Bidima, 1997 : 22-23)

L'assistance aussi intervient lors des séances de palabre suivant des formes diverses. Les applaudissements sont porteurs de sens, le silence aussi, le chahut aussi. Les orateurs vont toujours répéter ce qui a déjà été dit, ils tiennent à le répéter même s'ils n'ont rien à y ajouter en particulier car c'est leur façon de s'impliquer, de cautionner, de voter. Bidima explique que, dans la palabre :

« Le droit est lié au regard. Être autorisé à assister à une palabre donne droit à la parole même si l'on n'est pas directement impliqué dans l'affaire : il n'y a pas de spectateur passif. » (Bidima, 1997 : 24)

Dans des citations qu'on entend souvent chez les Malinkés, on dit aussi souvent qu'on « lie les bœufs par les cornes, on lie les hommes par la parole. » (Stamm, 1999 :123 ) Ainsi, un membre de l'assistance qui refuse de prendre la parole ou de manifester sa position verra son attitude considérée comme bizarre. Il ou elle ne joue pas son rôle.

Dans la forme, certaines règles de bienséance sont de mise. On ne coupe pas la parole à l'autre, on ne l'insulte pas, on ne cherche pas comme dans une relation agnostique à se faire agressif gratuitement pour anéantir son interlocuteur devant tout le monde. On revendique mais dans le respect et la politesse car il s'agit avant tout de sauver la face.

« En Afrique, l'institution de l'État a rompu le fil de la tradition de la palabre en instaurant une élite qui n'a pas appris la « perte de la souveraineté de soi ». L'État a érigé un mode de vivre ensemble qui échoue parce qu'au-delà des constitutions, de la solidarité obligée, des décrets, il manque la « parole donnée » et la reconnaissance de soi et de l'autre qui cimentait autrefois le vivre ensemble. » (Bidima, 1997 : 42)

Par exemple, on voit bien que même après les altercations les plus poignantes, la réconciliation est toujours possible. La foule veille à ce que ce qui doit être dit le soit mais sans l'intention de blesser, de détruire l'autre.



« À la suite du serment, il y a le pardon. Le pardon est demandé par le fautif mais pour qu'il ne soit pas humilié, le gagnant « relève son frère tombé » en demandant lui aussi, pardon à l'assistance. » (Bidima, 1997 : 21)

En effet, le dialogue de type palabre africain a principalement pour objectif de maintenir le lien social par les échanges. En cela, il rejoint quelque peu les thèses retrouvées chez des auteurs tels que Freire et Lohisse.

« En dehors du chef, la gestion de la communauté villageoise traditionnelle repose souvent sur l'assemblée des hommes. Parfois cependant, les participants se limitent aux anciens et aux dignitaires. Les uns et les autres se confondent généralement. Cette espèce d'organigramme de la chefferie dans les sociétés traditionnelles de l'Afrique du centre et de l'est n'exclut cependant pas la consultation du peuple lors des débats. » (Lohisse, 1974 : 46)

On voit surtout, en lisant les auteurs comme Stamm et Bidima, que la parole et la palabre en Afrique constituent les moyens de négociation sociale les plus importants. Elles permettent le maintien du lien social, la sauvegarde des traditions et l'atteinte du consensus social.

« On définit généralement la palabre comme un mouvement qui arrête la violence après une discussion. Elle conduit des gens en conflit vers un consensus. Dans la palabre, on exorcise le dissensus pour promouvoir l'unité. C'est pourquoi dans les juridictions de palabre, après la sentence, la palabre ne s'arrête pas pour autant : le tout n'est pas de dédommager ou d'être sanctionné, mais de renouer la relation. La palabre se sert du vrai pour aboutir à la paix. Le vrai est parfois sacrifié à la paix et l'on peut ainsi masquer certaines vérités pour l'harmonie sociale. » (Bidima, 1997 : 37)

Pour Francis Jacques (1985), le dissensus est un prétexte, un stimulus à la négociation. Les personnes en conflit n'ont pas à se déchirer tant que la parole existe, tant qu'un espace de dialogue est possible.

« Il faut à nouveau distinguer entre les conflits stratégiques qui, tout en engageant une situation de force, de pouvoir ou d'intérêt, acceptent d'être portés au discours et de trouver une voix, sans que les adversaires n'aient à

changer leur état de croyance et leurs motifs : c'est le cas de la négociation. Et d'autre part, les conflits qui n'engagent aucune situation de force et d'intérêt, mais qui procèdent d'une différence d'ordre conceptuel, catégorial ou axiologique : en bref d'un dissensus. Ceux-là sont tels qu'un consensus minimal est acquis sur le sens même du débat. Tel est le conflit-débat porté au discours par le dialogue, qui est sans gagnant ni perdant. » (Jacques, 1985 : 578)

« La parole est un monde » disent les Africains. La sagesse africaine ne se dit pas en concept, elle voile son message sous des allégories et des symboles souvent mystérieux dont le sens et le mouvement sont très subtils.

Ainsi, une grande importance est liée au dialogue social dans la communauté africaine. « Tout est parole » dit-on souvent parce que les Africains ne peuvent concevoir une situation que la parole et le dialogue ne peuvent dénouer. Les Sénégalaises sont encore très impliquées dans cette pratique qui régit toutes leurs interactions communicationnelles. La recherche du consensus est permanente chez elles. Ndeye Amy Diop, maire d'une commune dans la banlieue de Dakar, explique en ces termes le succès de sa gestion en tant qu'élue locale :

« Nous avons fait de l'implication de l'ensemble des conseillers ainsi que de toute la population dans la gestion des affaires une priorité et du consensus notre credo de telle manière que tout le monde se considère comme maire à tous les niveaux. » (Anonyme, 1998 : site web)

De la revue de littérature, nous avons tiré les grandes caractéristiques d'un modèle africain du dialogue (tableau 1) que nous voulons utiliser pour étudier le processus communicationnel appliqué dans des réunions d'associations féminines du Sénégal. Jusqu'à présent, les écrits qui ont traité de l'implication des femmes dans l'économie sénégalaise l'ont fait de façon globale en mettant l'accent sur leur mode de gestion stratégique, nous voulons nous intéresser beaucoup plus à ce qu'on appelle leurs interactions communicationnelles au moment de créer leurs micro-entreprises.

Ainsi, nous verrons si les femmes resteront fidèles à leur mode de communication de type palabre irénique à l'africaine ou si elles adopteront plutôt un mode plus organisationnel, structuré et moderne dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau ci-après (voir tableau 1).

**Tableau 1 Comparaison des caractéristiques du dialogue à l'africaine et du dialogue organisationnel moderne**

<b>Caractéristiques</b>	<b>Dialogue à l'africaine</b>	<b>Dialogue organisationnel</b>
<b>Modèle du dialogue</b>	Irénique / conversationnel	Transaction équitable
<b>Valeur de base</b>	Respect de l'autre	Égalité
<b>Finalité</b>	Consensus / maintien du lien social	Partage de l'information / construire une organisation
<b>Contexte</b>		
<b>de lieu</b>	Milieu naturel	Salle de réunion
<b>de temps</b>	Temps ne compte pas	Temps limité
<b>Processus</b>		
<b>Rôles</b>	Griot	Animateur
<b>Procédures</b>	Négociées	Imposées
<b>Langage</b>	Langue nationale, proverbes et métaphores, non verbal, chant et danse	Développement d'un langage commun

## **2.2 LA QUESTION DE RECHERCHE**

Notre question de recherche est donc la suivante:

**Comment se réalise la communication des femmes dans le processus de création des micro-entreprises ?**

**Est-ce par le mode de communication tel que défini selon notre modèle du dialogue à l'africaine ?**

**Sinon, quels sont les modes de communication privilégiés par les différentes actrices ?**

**CHAPITRE TROIS :**

**LA MÉTHODOLOGIE**

### **3.1 LE CHOIX D'UNE MÉTHODE**

Notre question de recherche consiste à voir comment se réalise la communication des femmes dans les associations féminines au moment de la création de leur commerce ou micro-entreprise. En d'autres termes, on cherche à savoir si les femmes lors de leurs réunions pour parler des entreprises qu'elles veulent mettre en place entretiennent des interactions de type palabre africaine (qui est un mode de dialogue irénique) ou si elles utilisent un mode communicationnel moderne organisationnel ? Ou encore si c'est un modèle de communication hybride qui combine tradition et modernisme ?

Peu d'auteurs ont fait des recherches sur ce sujet. La plupart des écrits mettent en exergue la part des femmes dans le développement économique global du Sénégal, le mode de gestion des femmes notamment dans les tontines ou autres ou encore leur rôle en tant qu'agent économique. Ainsi, en ce qui concerne les interactions communicationnelles, on ne trouve presque pas d'étude sur le sujet : ni sur la communication des femmes en général, ni sur la représentation que les femmes en font au moment de leurs réunions de travail.

Pour répondre à toutes nos questions, nous avons décidé de faire une recherche exploratoire. Nous avons ainsi choisi de faire une étude globale et en profondeur du processus de communication des femmes dans les GPF donc nous irons vers une méthodologie idéographique plutôt que vers une étude qui recherche des lois (perspective monothétique). Le choix de cette méthodologie nous paraît pertinent pour avoir une meilleure connaissance de ce que nous cherchons, à savoir les relations communicationnelles qu'ont entre eux les acteurs et le déroulement de leurs rencontres.

Notre choix s'est arrêté sur l'étude de cas qui permet d'étudier en profondeur une situation. Étant donné que nous nous intéressons à la représentation de la communication que se font les femmes des associations féminines, nous sommes allés sur le terrain pour avoir leur point de vue. Notre sujet implique une forte dimension culturelle, nous avons donc privilégié une approche interprétative.

Pour ce faire, nous avons utilisé trois modes de cueillette de données : la documentation, les observations et les entrevues. Les documents nous offrent des écrits sur le mode de fonctionnement des relations entre les femmes, ils seront complétés par des observations sur le terrain qui nous donneront une idée exacte du processus de communication des femmes et par des entrevues qui nous livreront le point de vue et la conception des femmes. Cela nous permettra de trianguler les données provenant de diverses sources.

L'observation nous permet de voir la communication tel que pratiquée par les femmes des groupements féminins. Nos principales questions guidant l'observation sont : Comment se parlent-elles? Comment se déroule la communication ? Quelle langue utilisent-elles ? Qui parle la première ? Comment? L'observation est une méthode idéale pour être proche, recueillir beaucoup de données, prendre des notes tout en enregistrant au magnétophone les dialogues des différents acteurs. Cette méthode donne l'avantage de recueillir des données sur le déroulement des rencontres des femmes, sur la nature de ces rencontres, sur la nature des personnes en action et sur les détails aussi bien langagiers que structurels des forums. Autre avantage important de l'observation, la connaissance du contexte : les lieux de palabre, le temps, la mise en place de l'espace de dialogue, l'animation etc. Ce sont là des éléments que l'observation nous permet de recueillir. C'est une méthode qui a donc bien des avantages dont le plus important est de voir effectivement ce qui se passe, d'avoir un accès direct aux faits.

Cependant, c'est une méthode qui a aussi ses limites notamment les limites de temps et de portée d'observation : on ne peut pas tout voir, on ne peut pas tout noter. Forcément, des détails vont nous échapper. Pour compléter nos notes d'observation, l'autre méthode utilisée sera donc l'entrevue.

L'entrevue est une méthode intéressante pour connaître la conception qu'ont les femmes de la communication. Tout comme la pratique ne peut être étudiée idéalement que par l'observation, la conception et la représentation de la communication ne peuvent être vues qu'en demandant à l'acteur son point de vue (perspective émic). Des questions posées directement aux femmes, vont nous apprendre beaucoup de choses notamment sur les relations qui sous-tendent la



communication des femmes. Nous avons retenu l'entrevue semi-dirigée qui donne l'avantage d'orienter notre interlocutrice sur le sujet qui nous intéresse avec des questions ouvertes afin de lui laisser la possibilité d'approfondir chacun des thèmes abordés.

Les avantages de cette technique sont dans la foule de détails qu'on peut apprendre ainsi. Souvent les personnes interviewées, ne se limitent pas seulement à la question posée et racontent des événements avec des détails qu'elles ont trouvés intéressants ou choquants ce qui nous donne une idée assez juste de leur mode de pensée, de leurs valeurs culturelles et même de l'importance de la tradition dans la communication sociale des villageoises. Les entrevues permettent aussi d'aller en profondeur sur la question avec un petit échantillon ce que les observations qui réunissent plusieurs femmes en même temps en réunion de travail ne permettent pas.

Les limites de l'entrevue se situent au niveau de la qualité des répondants, par exemple, s'ils sont pressés et ils vont parfois répondre de façon évasive. Il y'a aussi le risque de reconstruction que les femmes en racontant leur expérience peuvent faire. Nous avons ainsi préparé une grille d'entrevue assez élaborée sur la nature de la communication (voir annexe B), ses lieux de déroulement, les modes de fonctionnement mais aussi ce que « communiquer » signifie pour les femmes des groupements féminins comme pour celles des ONG de femmes. Ce n'est donc pas une méthode parfaite mais, mieux que les documents, l'entrevue est un bon moyen d'amener les femmes à verbaliser leur conception de la communication entre elles.

En somme, notre étude relève d'une approche interprétative qui se décline en une étude de cas réalisée au moyen de documents, d'observations et d'entrevues. Nous sommes conscients des inconvénients de cette méthode qui implique des limites à toute généralisation des résultats à cause du petit nombre de cas qu'il est possible de réaliser dans le cadre d'une recherche de maîtrise.

### **3.2 LA RÉALISATION DE LA RECHERCHE**

Concrètement sur le terrain, nous avons étudié deux cas : Le premier est l'ONG FDEA que nous avons observé dans deux sites à Guédiawaye et à Mbour

et le second est l'ONG ANGPF que nous avons observé dans le village de Toubatoul. En tout, nous avons réalisé 25 heures d'observations et 12 entrevues.

Dans le premier cas, celui de FDEA, nous avons observé comment se font les rencontres entre les femmes des groupements féminins regroupées dans des groupements d'intérêt économique (GIE) de dix membres chacun et l'ONG qui les aide à mettre en structure leur projet de développement. Il s'agit principalement de séances pendant lesquelles, l'ONG financent les activités commerciales des femmes; donc, pendant une journée les femmes viennent récupérer les chèques qui leur sont apportés. Nous avons utilisé une grille d'observation (voir annexe A) qui pose nos grands questionnements et nous permet de nous référer à notre objet de recherche spécifique pour éviter des oublis, mais, par la suite, nous avons dû mettre de côté la grille sur le site FDEA car l'observation était souvent entrecoupée d'entrevues avec les femmes. Les deux sites ont été choisis par rapport au calendrier d'action de l'ONG et aux rencontres qu'elle avait avec ses partenaires des GPF.

Dans les deux sites, nous avons choisi d'assister à des séances de causerie entre les femmes, séances qui avaient comme objectif ultime la création d'entreprise ou le lancement des commerces. Les rencontres FDEA entraient alors dans cette logique car le fait de financer des GIE va servir à démarrer des activités ou à consolider des micro-entreprises déjà existantes. L'aspect organisationnel dans l'objectif des rencontres a été déterminant dans notre choix des sites.

Nous avons fait deux observations majeures sur le terrain avec FDEA, une en zone semi-urbaine à Guédiawaye dans un marché avec plus de 180 femmes parmi près de 300 personnes : femmes, enfants, hommes confondus et une autre observation en zone rurale à Mbour d'une journée chacune. Sur le marché nous avons pris les femmes en entrevue au fur et à mesure qu'elles récupéraient leur chèques. Au total, nous avons parlé avec quatre femmes dont deux déléguées des femmes du marché, Nabou Souaré et Salamata Ly, en plus d'Astou Sall, membre de l'équipe FDEA, et de Binta Diakhaté, conseillère municipale. Toutes ces femmes en dehors d'Astou ont été bénéficiaires des prêts FDEA et sont commerçantes en plus d'être des dirigeantes de GIE.

Elles étaient les personnes tout indiquées pour nous donner leur représentation de la communication en tant telle, de la communication entre elles et de la communication avec l'ONG.

Les entrevues ont été enregistrées et quand, nous le pouvions, nous prenions des notes car l'observation se faisait simultanément. Nous avons surtout enregistré nos notes en spécifiant s'il s'agissait d'entrevues ou de notes d'observation. Nous ne voulions pas rater l'occasion de rencontrer le maximum de femmes pour avoir le plus de données possibles, aussi, chaque fois qu'une occasion se présentait, nous avons abandonné l'observation pour faire une entrevue avant de reprendre l'observation en cours. Tout se faisait dans le même endroit, au centre du marché. Les entrevues ont été faites dans des conditions peu favorables : beaucoup de brouhaha, un endroit serré, on était tout le temps bousculé par les passants sans parler de l'animation avec le tam-tam qu'on ne pouvait pas arrêter. Les femmes avaient longtemps attendu pour recevoir leur argent, elles étaient pressées de partir. Certaines ont même refusé, trois ou quatre car, elles devaient s'en aller rapidement.

À Mbour, les conditions étaient bien meilleures : nous étions dans un domicile avec une centaine de femmes qui venaient des quartiers et villages environnants. C'est une observation qui s'est faite en milieu naturel, agréable, les femmes étaient plus détendues. Nous avons parlé aux femmes pendant qu'elles attendaient leur tour pour aller prendre l'argent, au repos. Encore une fois les entrevues et les observations sont faites en même temps mais au moins, cette fois, les femmes ont eu le temps de s'exprimer sans être sous la pression du temps. Nous avons aussi profité de la pause pour le repas pour parler à d'autres clientes de FDEA et à l'agent de service Bougouma. Principalement, nous y avons rencontré deux femmes-relais Katy Sène et Ndèye Diouf, nous avons aussi parlé avec Mme Aïda Guèye (une des premières collaboratrices de FDEA) et nous avons eu une entrevue avec le mari de l'hôtesse de la rencontre pour avoir un témoignage d'homme en ce qui concerne la communication des femmes.

En dehors des entrevues de terrain, nous avons interviewé la directrice générale de FDEA Soukeyna N'diaye Bâ qui nous a parlé des méthodes de travail de sa structure avec les associations féminines. Elle a une expérience de près de

vingt ans de ces associations dont treize années à la tête de son ONG au service de la promotion féminine. Elle est une personne ressource reconnue dans tout le Sénégal.

Pendant deux semaines, nous avons fréquenté le bureau régional de l'ONG à Dakar pour nous familiariser avec les textes de l'organisation, sa réalité, ses modes de fonctionnement, ses cas antérieurs afin de voir comment le travail se fait en amont des rencontres avec les femmes des GPF et qu'en est-il de la donne communicationnelle ? Ce sont des rapports de séminaires, des études de cas sur l'implication des femmes dans l'entrepreneuriat féminin, le renforcement de leurs capacités, les méthodes de management entre autres. Cet apport documentaire a constitué notre troisième source de données.

Très riches, les documents nous ont permis d'avoir des statistiques sur l'évolution des associations féminines, leur émancipation, mais aussi les progrès réalisés depuis le début des prêts FDEA. La source documentaire nous a donné aussi un aperçu des rencontres dans leur déroulement et leur réalisation.

Il reste entendu que même si nous avons regardé longtemps les femmes de l'ONG, notre objet de recherche concerne en priorité les femmes rurales, les femmes des GPF sur le terrain dans leurs interactions avec les autres des villes ou les autres des associations féminines. Nous avons fait les observations dans ces sites au moment où des rencontres de financement des activités avaient lieu.

Dans le second cas, celui de l'ANGPF, nous avons fait un site. Pendant 5 heures, nous avons observé à Toubatoul une réunion qui a regroupé toutes les femmes du village, une soixantaine en tout avec les déléguées de l'ANGPF. C'était une discussion concernant le mode de fonctionnement de la nouvelle ONG qui est en fait une fédération des 6000 GPF du Sénégal. La discussion était limitée dans un temps défini et les oratrices allaient directement dans le vif du sujet en minimisant les salamalecs et les chants et danses. L'intervention du griot comme animateur et comme maître de cérémonie est un détail intéressant qui nous a permis de mieux établir dans nos notes les rôles de tout un chacun. La prise de notes a été le principal outil utilisé dans ce cas, il faut dire que le cercle formé dans la case foyer où se tenait la rencontre était si grand que nous avons eu du mal à enregistrer les échanges entre les différentes actrices. Le micro était de longueur

réglementaire pour une entrevue bidirectionnelle, on n'avait pas de micro multidirectionnel donc, au bout de quelques minutes, nous avons renoncé à l'enregistrement.

Nous avons pensé un moment confier le micro au griot pour le placer devant chaque orateur mais nous avons eu peur de le gêner, ou de créer un petit désordre. Enfin, il n'y avait pas de liste préétablie des intervenantes donc on ne savait jamais qui allait être la prochaine à prendre la parole. Sur ce site, nous n'avons pas pu faire d'entrevues par manque de temps. Nous avons privilégié l'observation car il était évident que les femmes voulaient rester, écouter et donner leurs avis sur le sujet de la rencontre. Elles ne pouvaient pas rater ce qui se disait et nous avons pensé qu'il était plus pertinent pour nous de bien regarder ce dialogue en construction plutôt que de faire des entrevues au risque de rater un passage d'échanges important.

Cependant, cela ne nous a pas empêché de recueillir des données très intéressantes notamment sur la configuration de l'espace de dialogue dans la case foyer. La disposition des places, l'attitude des femmes qui pouvaient bouger, se lever à chaque moment parce qu'elles étaient dans milieu naturel sont des détails intéressants que seule l'observation nous permettait de souligner. Pendant les séances d'observation, nous avons aussi pris des notes de terrain sur la gestion des tours de paroles et sur le respect de l'ordre du jour.

En information additionnelle, nous avons rencontré dans son bureau à Dakar le ministre de la femme, de la famille et de la solidarité nationale Mme Aminta Mbengue N'diaye. Elle sortait d'une audience (qui a débordé) avec le Président de la république et devait prendre l'avion deux heures plus tard pour Paris la capitale française donc au lieu d'une heure d'entrevue, nous nous sommes contentés de 20 minutes. L'entrevue a concerné principalement les relations entre son département et les GPF, la création de l'ANGPF, les modes de communication dans leurs interactions. Mme N'diaye a partagé avec nous certains éléments de son expérience d'animatrice rurale car pendant plus de dix ans, elle a parcouru le pays à la rencontre des femmes rurales dans le cadre du programme d'animation rurale instauré par le gouvernement. Elle a une bonne connaissance du terrain, elle connaît les villages les plus reculés, entretient des relations privilégiées avec

les femmes sans compter qu'elle a été à la base de plusieurs projets de promotion de la femme sénégalaise.

Mme Khady Ndaw qui est aujourd'hui portée à la tête de l'ANGPF nous a accordé une entrevue à Dakar sur le mode fonctionnement de l'ONG naissante, sur les modes de communication privilégiés et l'importance de ces modes de communication. Elle nous a raconté de son point de vue ce qui a changé dans le déroulement et la gestion des interactions depuis quelques temps notamment, de l'évolution du discours des griots. Ces femmes nous ont dit aussi quelle importance elles accordent à la communication dans la réalisation de leurs projets de développement, de leurs commerces, bref, de leur vie de tous les jours.

En ce qui concerne les sites FDEA, la gestion des rôles et du protocole a été aussi l'objet de prises de notes de terrain. Bien sûr le niveau de détails dépendait de la richesse du terrain comme par exemple, le marché a été un lieu très diversifié et très riche en détails du moment qu'il y avait en plus de l'objet même de la rencontre, un intérêt politique des différents protagonistes; en effet, il y avait parmi les femmes des conseillères municipales, la représentante du maire entre autres qui cherchaient toutes à des niveaux différents à récupérer dans leur discours l'action de FDEA.

Ces jeux de positionnement nous ont valu quelques notes écrites et d'autres enregistrées directement sur le magnéto. Nous avons trouvé que les orateurs nous ont adopté très vite et peut-être que les personnes qui s'adonnaient à ce jeu ne voyaient pas en nous une simple chercheuse mais la journaliste qui peut servir leurs intérêts.

Ces quelques détails nous ont ainsi permis de faire la comparaison entre les différents sites de FDEA et celui de l'ANGPF afin d'en tirer nos principales conclusions. Les notes écrites ont été retranscrites le plus tôt possible afin de ne pas oublier des détails.

Le fait d'enregistrer les discours et les débats des différentes rencontres nous a poussé à chercher une plus grande validité de nos données, donc à compléter les interventions et grands discours par des entrevues plus poussées, plus personnelles sur la conception et la perception réelle des relations de communication entre les femmes. Nous avons pu ainsi regarder s'il y a des patterns de la communication traditionnelle qui sont repris comme le respect des

aînés, comme l'introduction des chants et danses avant et après la réunion, comme la recherche absolue du consensus ou encore le fait de faire intervenir un griot ou pas etc. La liste n'est pas exhaustive.

Nous avons pu observer tous ces éléments mais aussi nous les faire confirmer et expliquer dans les entrevues. Nous avons aussi rencontré le ministre de la décentralisation, Chérif Maky Sall, mais l'enregistrement de cette entrevue n'a pu donner de bons résultats à cause de problèmes techniques. Toutes les autres entrevues ont été enregistrées et transcrites verbatim.

Cette enquête a été réalisée en trois mois à Dakar, Mbour et Guédiawaye au Sénégal, un temps suffisant qui a permis la faisabilité du projet. Des recherches documentaires ont été aussi faites dans la même période surtout en ce qui concerne les écrits sur l'oralité africaine, la communication des sénégalaises, le rôle des ONG de femmes au Sénégal, les statistiques dans l'entrepreneuriat féminin, etc. Ces documents nous ont été d'un apport capital dans notre travail or, ils sont presque inexistantes ici au Canada. Des rapports de séminaires organisés par le ministère de la femme et des conclusions d'études réalisées par la FDEA nous ont été prêtés, ce qui nous a permis de mieux cerner le problème et d'avoir des éléments additionnels par rapport aux entrevues et notes d'observation.

### **3.3 LA MISE EN FORME ET L'ANALYSE**

Pour la présentation des données, nous avons privilégié une description qui facilite la compréhension pour le lecteur du contexte et des différents acteurs. Une description historique s'imposait car nos données empiriques fournissaient des détails liés à l'histoire des sénégalaises et à l'évolution de la promotion féminine au Sénégal. Ainsi, un texte sur l'historique de la politique de promotion des femmes au Sénégal a été rédigé grâce aux documents recueillis sur place et à des entrevues de femmes ayant vécu ses différentes périodes d'évolution. Le texte marque bien les différentes étapes et souligne les dates importantes qui nous permettent de suivre la grande émancipation des femmes dans le pays. Par la suite, une brève présentation des deux structures choisies en l'occurrence les ONG FDEA et ANGPF a été faite.

En ce qui a trait aux données d'observations et d'entrevues sur le terrain, une fois les données empiriques retranscrites, une première sélection de ce qui paraissait pertinent a été faite. Nous avons présenté ces données sous forme d'un récit narratif. Ce récit chronologique dans les différents sites a été écrit dans un style vivant pour rendre le contexte de travail et pour traduire l'ambiance de fête et de frivolité liée aux rencontres des femmes sénégalaises. On y retrouve des passages en langue nationale, mais le tout expliqué par des notes de bas de page pour le bénéfice du lecteur. La présentation des données ainsi faite a l'avantage de montrer distinctement les deux cas de processus du dialogue à l'africaine, l'un en développement (FDEA) et l'autre, en construction (ANGPF).

Pour l'analyse, nous nous sommes référés à la grille issue de notre cadre théorique. Nous l'avons appliquée aux deux cas pour faire ressortir les similitudes et les différences d'abord par rapport au modèle et ensuite les différences entre les deux sites.

### **3.4 LA VALEUR DES RESULTATS**

En ce qui concerne la fidélité, nous reconnaissons qu'une des limites (mais aussi une des qualités) du paradigme interprétatif est la nature subjective de l'outil. L'outil de mesure ici est le sujet-chercheur, nous n'avons pas une règle de mesure externe normative comme dans une étude quantitative donc, il est évident que notre rapport au terrain est important à considérer. Mais d'un autre côté, notre compréhension du terrain a été facilitée par notre appartenance à cette société, par notre bagage culturel et notre capacité à interpréter des codes culturels ancrés dans la société sénégalaise. C'est un avantage considérable que de pouvoir décoder certains détails, par exemple le fait de saluer la doyenne du village à Toubatoul aurait pu paraître incompréhensible à un autre chercheur ou traduit autrement mais pas pour nous. Aucun heurt majeur n'est venu détériorer notre relation avec les personnes rencontrées mais non plus aucune faveur excessive ou une amitié quelconque. Nous avons enregistré toutes les données et les autres apports d'informations sont tirés de documents publiés de source vérifiée et fiable. Nous pensons qu'un autre chercheur aurait eu cependant son propre rapport avec le terrain même si devant le même environnement il pouvait obtenir les mêmes



réponses, nous pensons que l'important est la construction du sens qu'on peut faire de ces données ; elle ne se ferait pas de la même manière.

La validité interne est une des forces d'une étude qualitative comme la notre. La durée de séjour sur le terrain, l'observation qui nous a donné la possibilité d'être proche et la triangulation des données provenant de multiples sources nous confortent dans l'idée que nous avons bien recueilli des données que nous voulions observer. En ce qui a trait à la validité externe, nous pouvons de façon toute légitime nous demander jusqu'où les résultats et les conclusions peuvent-elles être généralisées ? Le petit nombre de cas limite effectivement la généralisation des conclusions.

Même si nous avons retrouvé quelques similitudes dans les travaux de Marie Denise Riss sur les femmes rurales sénégalaises et de Lohisse sur la communication tribale en Afrique, nous ne dirons pas que nos résultats vont être applicables à toutes les communautés de femmes ou à d'autres régions dans le continent. En effet, la donne culturelle est tellement présente dans ce mode de communication vu chez les Sénégalaises, qu'il faut la prendre en compte avant de généraliser les résultats de cette recherche. Par exemple, on a remarqué dans ce mode de dialogue à l'Africaine utilisé par les Sénégalaises, des références à l'Islam et nous ne sommes pas certaines que dans d'autres régions qui ne sont pas islamisées les valeurs resteront les mêmes. Mais d'un point de vue méthodologique, l'intérêt des outils utilisés dans cette recherche est indéniable ce qui en fait des outils pertinents pour ce type de recherche exploratoire pour qui voudrait faire une recherche similaire dans un autre pays d'Afrique.

## **CHAPITRE QUATRE:**

### **LA DESCRIPTION DES RÉSULTATS**

## **4.1 Présentation du contexte historique**

La femme sénégalaise a toujours été au centre de l'organisation sociale de ce pays. De la cellule familiale à l'édification de la cité, les femmes ont toujours marqué de leur empreinte l'histoire politique et économique de ce pays. Elles forment le groupe cible le plus présent dans les rencontres de type politique et elles ont traditionnellement la charge de nourrir la famille et de veiller à la bonne marche du foyer. Il est ainsi important de remonter dans l'histoire pour comprendre l'évolution de la femme sénégalaise et la place qu'elle occupe ou se forge dans le Sénégal d'aujourd'hui. C'est ce que nous allons évoquer dans les sections qui suivent.

### **4.1.1 La situation de la femme sénégalaise, de la période précoloniale à l'indépendance**

Au lendemain des indépendances<sup>5</sup>, dans le cadre d'un projet national de développement conçu pour l'ensemble de la société sénégalaise, les nouvelles autorités se mettent à élaborer des actions de promotion des femmes qui se voulaient en rupture par rapport aux politiques coloniales. Il s'agissait alors de revaloriser leur statut fortement altéré par la colonisation qui les avait tenues en marge des structures politiques et économiques.

En effet, pendant la période précoloniale, la socialisation des femmes dépendait des systèmes sociaux de transmission du pouvoir (matrilignage<sup>6</sup>, patrilignage<sup>7</sup>, système bilinéaire<sup>8</sup> complexe) qui leur accordait tantôt un statut d'autorité et d'autonomie, tantôt un statut de subordination<sup>9</sup>. Avec l'arrivée de la colonisation, le statut des femmes en général s'est dégradé à plusieurs niveaux. « Sur le plan politique, l'administration coloniale a renforcé l'exclusion des femmes qui n'obtiendront le droit de vote qu'après la deuxième guerre mondiale. » (Sow,

<sup>5</sup> La plupart des pays africains de l'ancienne Afrique occidentale française (AOF) ont obtenu leur indépendance en 1960. C'est pourquoi la littérature africaine parle des indépendances.

<sup>6</sup> Selon la lignée de la mère.

<sup>7</sup> Selon la lignée du père.

<sup>8</sup> Tantôt on hérite du père, tantôt on hérite de la mère, tantôt on hérite de l'oncle.

1993 : 12). Cependant, c'est surtout sur le plan économique que l'impact a été le plus marquant. Le système colonial a confiné les femmes dans l'économie domestique<sup>10</sup> (production des cultures vivrières, petit commerce, artisanat).

Le système colonial a contribué à réduire leurs opportunités d'accès à la terre avec le développement de l'économie monétaire (au détriment du troc traditionnel) et des cultures de rente qui faisaient attribuer les meilleures terres à une culture dominante comme l'arachide, imposée comme culture commerciale lors de la colonisation. L'accès des filles à l'école est tardif et leurs diplômes ne sortent pas des stéréotypes de spécialisation associés à leur condition : institutrice, infirmière, sage-femme. « L'enfermement de la femme dans la sphère domestique n'a jamais été aussi rigoureux que durant la période coloniale. » (Sow, 1993 : 12) La question de leurs droits politiques n'est abordée que tardivement et avec beaucoup de réticences par les autorités coloniales et ce, malgré leur participation active aux événements politiques et à la lutte pour l'indépendance.

L'indépendance arrive donc et marque un tournant politique global dans le développement de la condition des femmes au Sénégal. Pendant trente ans, toutes les résolutions, dispositions, conventions et recommandations internationales concernant les femmes seront adoptées, signées et ratifiées par l'État sénégalais qui s'est engagé à les faire respecter. Parallèlement, des structures administratives vont être constituées pour s'occuper de la question Femme. En 1978, le Secrétariat d'état à la condition féminine est mis en place. En 1980, il fusionne avec celui de la promotion humaine. Trois ans plus tard naissait le ministère du Développement social dans lequel la condition féminine devenait une direction à part entière.

En 1990, à la faveur d'un remaniement ministériel, le Président de la République créa un ministère délégué auprès de la présidence de la République chargé de la condition de la femme et de l'enfant. En 1991, ce ministère délégué devenait un ministère plein : le ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille. Enfin, en 1996, un nouveau département (celui de la Solidarité nationale) est ajouté au ministère de la Femme qui devient ainsi ministère de la

---

<sup>9</sup> Quand l'héritage se fait de la lignée paternelle, les garçons sont privilégiés par rapport aux filles car ce sont eux qui donnent le nom.

Femme, de la Famille et de la Solidarité nationale. Tous ces bouleversements de structures ont été significatifs en ce qui a trait aux politiques (tantôt volontaristes, tantôt hésitantes) de prise en charge de programmes pour les femmes par le pouvoir politique.

L'examen des différents plans de développement, de 1960 à nos jours, montre que les femmes n'ont pas été prises en compte dans les grandes orientations économiques et sociales exprimées dans les politiques nationales et les plans globaux de développement. Les nombreuses mesures internationales ratifiées en leur faveur ont en fait reçu peu d'applications.

En effet, dans les quatre premiers plans quinquennaux qui couvrent la période de 1960 à 1977, l'État ne fait pas de différence de genre. La première référence spécifique qui apparaît dans le cinquième plan (de 1977 à 1981) coïncide avec les résolutions prises au niveau international pour la promotion de la femme. L'année 1975 venait d'être déclarée Année internationale de la femme avec la tenue de la conférence mondiale à Mexico et la décision de consacrer une décennie à la femme complétait la volonté des Nations-Unies de mettre les femmes du monde à l'avant de la scène. Ce mouvement suscita une vaste mobilisation nationale et internationale qui mènera aux conférences<sup>11</sup> de Copenhague en 1980, de Nairobi en 1985 et, plus récemment, à la Conférence mondiale de Beijing en 1996.

Ce plan de 1977-1981 reconnaît enfin le rôle de productrice et d'agent économique à la femme. Plus tard, d'autres priorités suivront. Il s'agit notamment du renforcement des capacités d'initiatives et d'auto-organisation des groupements féminins<sup>12</sup>. Il définit aussi le rôle des femmes à partir d'une analyse critique de la situation socio-économique et juridique des femmes sénégalaises et des stratégies d'intégration effective de leurs problèmes dans les plans de développement.

---

<sup>10</sup> On appelle économie domestique toute activité des femmes liée à l'alimentation et à la tenue du ménage.

<sup>11</sup> Nous référons ici plus précisément aux grandes conférences internationales organisées par le système des Nations-Unies sur la condition des femmes.

<sup>12</sup> Ce sont des associations de femmes dans les villages et les zones semi-urbaines qui ont une existence légale.

Globalement, deux périodes distinguent les politiques stratégiques de promotion des femmes sénégalaises au lendemain des indépendances : la période de 1960 à 1975 et la période après 1975.

#### **4.1.2. La période de 1960 à 1975**

Conçue en 1960 dans le cadre du processus de modernisation comme stratégie de développement, le programme « Animation Sociale<sup>13</sup> » était lancé.

« L'animation visait à une prise de conscience des communautés de base et à une reconversion des mentalités afin de les responsabiliser et de leur faire prendre en charge leur propre développement. » (Ministère de la femme, 1993 : 11)

L'animation fut élaborée par les nouvelles autorités socialistes et progressistes pour contribuer à promouvoir la décentralisation des systèmes de pouvoir, de planification et d'intervention. Le programme est passé par différentes phases avec des types d'animation distincts. L'animation féminine fut érigée en structure à côté de l'animation rurale, l'animation urbaine et l'animation des administrations publiques. Ces applications posaient l'originalité de la démarche sénégalaise par rapport à d'autres pays africains où les problèmes de femmes étaient pris en charge exclusivement par les organisations de masse des partis uniques.

C'est à Thilogne, dans la région du fleuve Sénégal situé au nord du pays, que le premier Centre d'animation féminine fut créé en 1960.

Quatre options décisives fondent l'institutionnalisation de la politique de développement de la condition des femmes par l'animation féminine appelée Politique d'intégration des femmes dans le développement (IFD). Ces options sont : une pédagogie et une stratégie de développement basées sur un développement autogéré, un appareil représenté par les centres d'animation, un réseau formé par les cellules d'animation et les noyaux d'animateurs et d'animatrices qui sont de vrais supports et vecteurs de développement et, enfin,

---

<sup>13</sup> C'est un programme gouvernemental d'éducation et de prise en charge des populations du monde rural pour leur développement.

un encadrement comprenant des agents de l'État chargés de promouvoir l'éveil des consciences et la participation populaire. L'action de l'encadrement était complétée sur le terrain par une organisation politique, le Mouvement national des Femmes de l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS)<sup>14</sup>. Cet interlocuteur privilégié du pouvoir fit instituer la première Journée de la femme sénégalaise, le 25 mars 1972.

Alors que l'animation masculine visait à donner aux hommes une formation technique pour une meilleure participation au développement économique (nouvelles méthodes agricoles, utilisation d'engrais, amélioration des semences, nouvelles techniques d'irrigation), l'animation féminine initiait les femmes à l'économie domestique. Les actions de formation portaient, dans le cadre de la petite exploitation agricole familiale, sur des objectifs tels l'allégement des conditions de travail des femmes par l'acquisition d'outils de travail plus modernes comme les ustensiles ménagers, les semoirs et l'aménagement de puits.

D'autres objectifs visaient l'amélioration du budget familial par une utilisation plus rationnelle des ressources traditionnelles (cuisine et diététique, pratiques de jardinage, petit élevage, renouveau de l'artisanat) et par l'introduction de nouvelles techniques comme la couture et la broderie. Enfin, l'animation féminine préconisait, par un effort soutenu d'éducation sanitaire et domestique, l'amélioration des conditions générales de vie.

En vulgarisant toutes sortes de savoir-faire en puériculture, en hygiène, en gynécologie, en médecine préventive et en éducation sociale, les animatrices ont sans nul doute transformé les mentalités et les comportements en favorisant l'émergence des aspirations des femmes à l'instruction et au travail extra-familial mais elles n'ont pas offert d'autres perspectives aux femmes, notamment dans le domaine de la promotion économique.

Ainsi s'expliquent les résultats mitigés issus des actions d'animation rurale. L'omniprésence d'un encadrement offert par un système dirigiste et lourd de par la discipline du parti au pouvoir n'a pas permis une réelle expression de la volonté populaire. En outre, ces animateurs étaient mal rémunérés en raison de la faiblesse des moyens matériels et financiers de l'État. La combinaison de ces

---

<sup>14</sup> ancêtre du PS le parti socialiste encore au pouvoir jusqu'en février 2000

facteurs a eu comme résultat « une paralysie des initiatives paysannes et le développement d'une mentalité d'assisté chez les femmes et les hommes du monde rural car il n'y avait pas d'autres alternatives. » (Ministère de la Femme, 1993 : 13)

### **4.1.3 La période après 1975**

#### **4.1.3.1 Les stratégies de l'État et des organismes de coopération internationale**

La période après 1975 a été celle du développement de stratégies et de structures de développement. Le Sénégal s'est servi de la décennie de la femme proclamée par l'ONU comme prétexte pour mettre en place les structures ministérielles évoquées plus haut. C'est à ce moment que des organes consultatifs sur les problèmes des femmes voient le jour et on décide de corriger l'absence de cette partie de la population dans les plans d'orientation stratégique et les politiques de développement. Cette absence des femmes de la planification nationale pouvait s'expliquer par le fait que l'État avait tendance à cibler en priorité les secteurs marchands et industriels de l'économie où les hommes étaient dominants, au détriment des secteurs dits « informels »<sup>15</sup> et « de subsistance » où les femmes interviennent en majorité. Des manifestations comme la Quinzaine de la femme<sup>16</sup> sont institutionnalisées et l'État s'engage à respecter davantage les engagements pris au niveau des instances internationales. En 1982, un plan national d'action de la femme sénégalaise est élaboré pour combler une carence manifeste des plans nationaux de développement précédents.

La coopération internationale est mise à contribution pour développer de petits projets de femmes dans les villages, projets qui concernent encore une fois la santé, l'hygiène, la nutrition, la couture et le tricot. Cette contribution a cependant aidé à l'allégement des travaux ménagers avec l'achat de moulins à mil et la réalisation de forages pour atténuer la corvée de puisage d'eau. Le système des Nations-Unies est le plus présent à travers des organismes comme l'UNIFEM, l'UNICEF le PNUD, le FNUAP et le FENU, pour ne nommer que ceux-là. On note

---

<sup>15</sup> Secteur non structuré de petit commerce et de débrouillardise.

<sup>16</sup> Manifestation annuelle sur deux semaines dans l'ensemble du territoire pour sensibiliser sur les question de promotion féminine.



aussi l'apport des structures d'aide au développement dans le cadre de la coopération bilatérale avec les États-Unis matérialisée par l'Agence américaine d'aide au développement (USAID) ou la coopération française, canadienne, hollandaise et japonaise pour ne nommer que celles-ci.

L'allégement des travaux ménagers ne pouvait toutefois constituer une fin en soi. Les évaluations des plans d'actions et des petits projets féminins montraient que les activités de femmes sont analysées, comme on le rappelle dans le rapport Staudt, « en ignorant que ces dernières sont des agents économiques ». (Rapport Staudt, 1985, cité dans Ministère de la Femme, 1993 : 26). Il faut cependant noter que les années 1980 posent de façon systématique la question de la participation des femmes au développement.

La coopération internationale a contribué avec l'État à élargir l'horizon des femmes. Une impulsion est ainsi donnée au mouvement associatif des femmes qui est passé d'un mouvement d'associations de classes d'âge<sup>17</sup>, d'associations tontinières<sup>18</sup> ou encore d'associations religieuses à un mouvement de groupements de promotion féminine (GPF) ou de groupements féminins avec un statut juridique reconnu. Ces groupements féminins sont ciblés par les innombrables projets de développement des activités féminines initiés dans les années 1980 au Sénégal par l'État, aidé en cela par les bailleurs de fonds internationaux. La plupart de ces projets, après quatre ou cinq ans d'activités, finissent néanmoins avec un résultat mitigé ou médiocre. Les raisons de ces échecs sont de plusieurs ordres :

« on a constaté que l'intégration des femmes prônée par les bailleurs de fonds n'avait souvent abouti qu'à un catalogue de projets et qu'en définitive, les bailleurs en étaient plus satisfaits que les bénéficiaires elles-mêmes. » (Pommerleau, 1988 cité dans Ministère de la Femme, 1993 : 28)

Fondés sur l'idée qu'il serait plus facile pour les femmes de développer, gérer des activités communes et trouver des financements en groupe plutôt

<sup>17</sup> Voir A. Hampathé Bâ (1991). Amkoullél, l'enfant peul. Actes Sud. Paris. Il s'agit de regroupements des jeunes villageoises du même âge.

<sup>18</sup> Association traditionnelle d'épargne où chacune contribue la même somme d'argent pendant un cycle régulier.

qu'individuellement, les groupements féminins sont exclus des projets nationaux de grande envergure gérés par les sociétés d'aménagement de l'État<sup>19</sup> et qui portent sur les grandes cultures commerciales telles que l'arachide, le coton et le riz. Les groupements féminins sont donc cantonnés dans de petits projets de maraîchage, de petit élevage, d'embouche bovine ou de petit artisanat qui ne génèrent pas de revenus importants, d'où l'appellation de « secteur informel ». Ces groupements sont confrontés à de multiples difficultés en raison de la faiblesse de leurs moyens matériels et financiers. Ils font face à trois obstacles majeurs : les difficultés d'accès à la terre et à la technologie et la non valorisation de la production des femmes.

Les projets sont menés à terme mais le plus dur est de maintenir la pérennité des actions entreprises. Les projets se terminent en général au moment où les populations (notamment les femmes) sont enfin prêtes à intégrer le projet, maintenir le financement et gérer les crédits. En outre, l'éveil des consciences a fait que les groupements féminins ont évolué petit à petit vers des regroupements de leurs structures qui ont donné naissance aux unions communales<sup>20</sup>, puis aux unions régionales et enfin, en 1995, à la Fédération nationale des groupements féminins.

#### **4.1.3.2 Les organisations non gouvernementales (ONG)**

Le mouvement des ONG va naître dans les années 1960 avec les organisations caritatives. Il prend de l'ampleur dans les années 1970 avec les programmes humanitaires de lutte contre la grande sécheresse<sup>21</sup>. Le boom des ONG nationales date de 1985. Leur raison d'être a été de pallier les carences de la coopération bilatérale et multilatérale en matière d'assistance au développement. On reprochait à l'aide internationale la trop grande "massivité" de son approche, la faible pertinence des résultats locaux, le poids et le coût des charges de fonctionnement des structures administratives, le peu d'efficacité de

---

<sup>19</sup> Citons par exemple la Société de Développement de la Vallée (SODEVA) ou la Société d'aménagement et d'entreprises de développement (SAED).

<sup>20</sup> Ce sont des regroupements de tous les groupements féminins à l'intérieur d'une commune.

<sup>21</sup> Grande sécheresse de 1972 à 1976.

l'encadrement, voire même les détournements de l'aide au profit des structures ou personnes chargées de sa transmission.

Les objectifs des ONG ont généralement porté sur l'appui au développement, la formation (alphabétisation, enseignement, éducation), le soutien au monde rural et sa promotion économique. Les activités d'intervention en situation d'urgence font également partie des objectifs fondamentaux (aide humanitaire, aide alimentaire, secours d'urgence) au même titre que le développement de l'entraide, de la coopérative rurale, de la solidarité des groupements et communautés ainsi que le développement intellectuel comme la recherche et l'information. Les ONG ont donc longtemps ciblé les femmes, les jeunes et l'environnement.

En direction des femmes, ils ont reproduit le cheminement de leur propre évolution en passant d'une assistance caritative à la mise en place d'actions de la même inspiration que l'animation féminine. Les clubs Soroptimist<sup>22</sup>, la Fédération des associations féminines du Sénégal (FAFS) et l'Association de l'action sociale de Rufisque<sup>23</sup> s'imposent comme organisations locales. Tout en évoluant, les ONG se spécialisent de plus en plus. C'est ainsi que vont naître l'Association des professionnelles africaines de la communication (APAC), Femmes développement entreprise en Afrique (FDEA) et l'Association sénégalaise pour le bien-être familial (ASBEF), pour ne citer que celles-là.

Dès le début, les ONG et les pouvoirs publics entretiennent des rapports ambigus, sinon de rivalité. Si les ONG ne peuvent avoir qu'une action parcellaire, elles bénéficient souvent de plus de moyens matériels et financiers que l'État et elles sont plus proches des communautés de base mais les ONG ne peuvent se substituer aux actions d'envergure nationale des pouvoirs publics.

---

<sup>22</sup> Rassemblement de femmes basé sur une appartenance idéologique d'entraide.

<sup>23</sup> Regroupement des anciennes pensionnaires de la célèbre école des jeunes filles de Rufisque.

## **4.2 La situation actuelle des femmes au Sénégal**

### **4.2.1 La présentation générale**

Les statistiques au Sénégal montrent qu'en 1998, les femmes constituent 52 % de la population totale et 53% de tous les individus actifs sans profession. Cependant, elles représentent 88% de la population active dans le secteur agricole et ne jouent qu'un rôle marginal dans la commercialisation des produits d'exportation. En moyenne, les femmes reçoivent moins de 10% du crédit destiné aux petits exploitants et seulement 10% du total du crédit agricole. La raison principale de cet état de fait tient de leur difficulté à fournir des garanties bancaires et de la faiblesse des revenus tirés de leurs activités. Le taux d'analphabétisme touche aussi les femmes dans l'ordre de 60%. Voilà qui explique leur forte présence dans le secteur informel qui requiert peu de moyens et de qualifications professionnelles.

L'accès au crédit est donc la contrainte majeure qui a limité l'activité économique des femmes au Sénégal depuis trente ans. En effet, qu'il s'agisse de la vendeuse de cacahuètes ou la poissonnière ou encore la fabricante de briques, leur niveau de ressources économiques est en deçà du seuil qui leur permettrait d'avoir le statut d'agent économique au regard des banques ou d'autres organismes de financement traditionnels.

Pourtant, depuis le début des programmes d'ajustements structurels imposés dès 1980 au Sénégal par les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et FMI), les femmes se sont retrouvées projetées au premier plan pour assurer la survie de leurs familles. En effet, les années d'ajustement structurel se sont surtout matérialisées par les coupures budgétaires qui ont entraîné des pertes d'emplois, des compressions et la privatisation de la plupart des sociétés d'état qui étaient les grands employeurs.

La crise économique s'est installée. Certains hommes qui avaient perdu leur emploi ont pris des primes de départ volontaire pour redémarrer de nouvelles activités mais très peu ont réussi. D'autres ont émigré sous d'autres cieux. Aussi, les femmes se sont retrouvées du jour au lendemain chefs de famille avec la charge exclusive des enfants et responsables de la survie financière de la famille.

Il fallait réagir. Les femmes traditionnellement ménagères, c'est-à-dire femmes au foyer, ont dû sortir des maisons et commencer à développer des micro-entreprises à l'extérieur, d'où l'expression populaire aimée des griottes<sup>24</sup> qui dit « Aucune femme ne dort plus, toutes se sont réveillées ». Les pouvoirs publics ont dû appliquer des mesures d'accompagnement pour soutenir les efforts des femmes pendant les dix années d'ajustement structurel, mesures qui ont pris la forme d'une aide budgétaire considérable gérée par le ministère de tutelle.

#### **4.2.2 L'intervention de l'État**

Le gouvernement du Sénégal s'est doté, depuis 1996, d'un plan national d'orientation pour le développement économique et social s'appliquant de 1996 à 2001 pour « élever de façon durable la compétitivité globale de l'économie nationale et favoriser un développement humain durable » (FDEA, 1998 : 8). Dans ce cadre sont définies les orientations stratégiques nécessaires. Cette nouvelle politique envisagée par l'État entraîne de nombreuses réformes dont l'une des plus importantes est l'instauration, depuis 1998, du Programme de lutte contre la pauvreté (PLP) qui bénéficie d'un Fonds d'investissement social (FIS) de 600 millions de francs CFA. Ce fonds vise entre autres l'accroissement des revenus des populations les plus défavorisées et la création d'emplois à travers la promotion de la micro-entreprise.

#### **4.2.3 Les associations féminines**

L'action de l'État est venue ainsi encourager et renforcer celle déjà entreprise sur le terrain par les associations féminines seules ou encadrées par des ONG de femmes. Nous allons nous intéresser dans cette étude à deux de ces organisations qui travaillent à la base avec les femmes : l'Association nationale des groupements de promotion féminine (ANGPF) et l'ONG appelée Femme développement entreprise en Afrique (FDEA). Nous ferons un petit historique de

---

<sup>24</sup> Issues de la caste des maîtres de la parole dans la tradition, ces femmes sont animatrices lors des rencontres et cérémonies familiales.

chacune d'elles et expliquerons pourquoi nous les avons ciblées pour notre recherche sur le terrain.

#### **4.2.3.1 L'ANGPF**

L'Association nationale des groupements de promotion féminine (ANGPF) est tout d'abord une expression de la volonté des femmes du milieu rural rassemblées dans les groupements de promotion féminine de marquer leur évolution et une démonstration de leur désir de se prendre en charge pour un développement humain durable. Elle est ensuite, pour le gouvernement en général et le ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité nationale en particulier, l'aboutissement naturel des deux principaux projets de promotion de la condition féminine abrités ces dix dernières années au sein du ministère: le Projet de développement de ressources humaines (PDRH), par le biais de sa composante Promotion de la femme (financé par la Banque Mondiale), et le Projet d'appui aux groupements de promotion féminine (PAGPF) financé par la Banque africaine de développement. Ces deux projets ont terminé leurs activités en 1998. Il fallait, pour le ministère de la Femme, trouver une instance de suivi et de prolongement des acquis, ce qui explique la création de l'ONG nommée Association nationale des GPF (ANGPF).

L'ANGPF a pour objectif de promouvoir la femme rurale comme agent économique à travers le développement d'activités génératrices de revenus liées à la transformation des productions post-récolte et post-pêche. Cette association s'appuie sur le renforcement des capacités des femmes à gérer de petites entreprises, des unités artisanales de transformation de fruits et légumes et des produits halieutiques. Elle se base aussi sur une meilleure organisation des populations cibles à partir d'une formation adaptée et une prise de responsabilité progressive dans la commercialisation des produits transformés.

L'ANGPF a un conseil d'administration avec une présidente élue par l'assemblée générale qui choisit sa présidente parmi les dix présidentes régionales des fédérations de groupements de promotion féminine. L'Association regroupe en son sein les 6816 groupements féminins que compte le Sénégal.

Chaque groupement rassemble les femmes de la localité où il se situe (ces dernières sont souvent entre 20 et 50 femmes).

Cette organisation regroupe des femmes qui ont parfois aussi des activités politiques. En effet, au début des groupements de promotion féminine, les femmes mettaient à la tête de leur groupement celle parmi elles qui se faisait entendre et se battait face aux hommes pour imposer le point de vue des femmes. La politique étant un terrain de prédilection pour ce genre de débat, les femmes politiques ont très vite été plébiscitées par leurs sœurs<sup>25</sup> dans la pure tradition du programme d'animation féminine enseigné par les femmes du Parti progressiste sénégalais.

Quand il a fallu fusionner les GPF pour créer les fédérations de GPF régionales, on a encore choisi parmi les présidentes rurales de GPF. C'est tout naturellement que l'on retrouve des femmes politiques aux plus hauts niveaux de l'ANGPF. Cela ne veut cependant pas dire que la structure est politique ou antidémocratique. Pour nous, les femmes politiques, souvent instruites, ont pu faire valoir leurs acquis pour représenter les autres femmes dans les instances de décision.

L'ANGPF nouvellement établie a aussi pour mission de continuer, en les amplifiant, les actions de développement fournies anciennement par la Fédération des groupements de promotion féminine comme la sensibilisation des femmes aux problèmes de santé de la reproduction, une partie de l'organisation de la Quinzaine de la femme et la promotion de la création d'emplois à temps partiel ou à plein temps pour les jeunes filles qui quittent les villages pour venir chercher du travail en ville.

Pour les groupements féminins, la Quinzaine de la femme est de loin la manifestation la plus importante. Elle se déroule tous les ans sous un thème différent autour du 8 mars, journée internationale de la femme. D'année en année, le ministère de la Femme, maître d'œuvre (avec la Fédération des groupements féminins), essaye de décentraliser la manifestation. Elle consiste en une tournée du ministre de la Femme (accompagné de ses conseillers, des bailleurs de fonds qui interviennent dans la promotion de la femme sénégalaise et de femmes

---

<sup>25</sup> L'amitié et le voisinage conduisent souvent à des liens de parenté. Les femmes se considèrent toutes comme des sœurs.

considérées comme des modèles dans leurs domaines) pendant quinze jours dans les différentes communautés rurales d'une région choisie. Dans cette région sont organisées animations, causeries sur le thème de l'année ou encore inaugurations de forages et d'autres infrastructures de taille visant à aider les femmes.

La Quinzaine de la femme est la manifestation du genre la plus médiatisée. La radio nationale et la télé suivent les délégations pendant toute la durée de cet événement. C'est aussi l'occasion pour les femmes rurales de rencontrer leurs élues, les pouvoirs publics, d'exposer leurs doléances et de faire le bilan de la Quinzaine de l'année précédente, de juger l'action gouvernementale. Souvent, les idées de fédérations et d'unions, par exemple, émergent de ces rencontres. L'ANGPF a hérité de la Fédération la mise en place et l'organisation de cet événement annuel. Elle en détermine le thème avec le ministre et ses conseillers.

Nous ne pouvons établir ici les actions de l'ANGPF car c'est une structure qui venait tout juste d'entrer en vigueur lors de notre collecte de données. Par ailleurs, les retards accumulés dans la mise en place effective des mécanismes de décentralisation ont fait en sorte que cette organisation n'a pas encore beaucoup d'activités à son compte. Sa particularité est qu'elle va bénéficier pendant encore quelques années de l'aide gouvernementale, une aide réduite au minimum dans le budget du ministère de la Femme. L'ANGPF a cependant le droit, comme toute autre organisation non gouvernementale, de faire des demandes de subventions à des réseaux parallèles, à des fondations d'entraide et à l'aide au développement.

#### **4.2.3.2 La FDEA**

La FDEA est née en 1987 de la volonté d'une femme, Soukeyna N'diaye Bâ. Soukeyna cherchait un moyen de favoriser l'accès des Sénégalaises au crédit. Depuis sa naissance, la FDEA a ainsi permis à près de 16 000 femmes du secteur informel réparties dans six régions ciblées du Sénégal (Dakar, Thies, Louga, Kaolack, Diourbel et Fatick), d'accéder à un crédit. De cette manière, elle a touché une population de 100 000 personnes si l'on considère l'impact et la création d'emplois dans les familles de ces bénéficiaires. En effet, de nombreuses



clientes de la FDEA sont des chefs de famille ou en assument la fonction pour différentes raisons économiques et sociales. Leurs activités économiques leur ont permis d'avoir souvent droit au chapitre et même de participer aux débats politiques dans leurs communautés. Parmi celles-ci, certaines sont aujourd'hui investies de pouvoirs officiels dans des instances de décision des communautés rurales, des quartiers ou des mairies d'arrondissement.

La FDEA intervient à plusieurs niveaux. Elle a fait de l'accès au crédit son leitmotiv mais, avant tout, cette ONG dispense une formation en gestion financière aux clientes pour renforcer leurs capacités d'administration et de gestion. Pour cela, elle s'est dotée d'un organigramme bien défini : une assemblée générale et un conseil d'administration dont les membres sont, entre autres, les bénéficiaires - qu'elles soient du monde rural ou des secteurs formel et informel --, des financiers et des intervenants dans le domaine de l'action sociale. Ainsi, les clientes membres côtoient là, entre autre, des banquiers et des administrateurs.

La structure organisationnelle est composée de trois bureaux régionaux basés à Dakar, Mékhé (dans la région de Thies) et Kaolack. Le bureau central, basé à Dakar, coordonne l'ensemble des activités des deux départements principaux : la finance et la formation. Le crédit et l'entrepreneuriat féminin (c'est-à-dire l'action des femmes dans la création de micro-entreprises) sont les secteurs les plus importants et fonctionnent avec 300 000 \$US ou 150 millions de francs CFA<sup>26</sup> qui sont régulièrement distribués aux femmes actives dans le secteur informel. La formation se fait de façon formelle par des séances en salle dans les bureaux de Dakar ou dans les bureaux régionaux capables d'accueillir des séminaires de formation. Elle se fait aussi par des sessions un peu moins formelles qui consistent en un encadrement et un suivi de loin des clientes et de leurs entreprises.

La FDEA sensibilise ses clientes aux différents thèmes que sont le marketing, la gestion du crédit, les études de faisabilité de la micro-entreprise, la vie coopérative, etc. En 1998, la FDEA a ainsi accordé 568 prêts pour un montant total de 249 771 680 francs CFA. Ces résultats font de la FDEA l'une des

---

<sup>26</sup> Le franc CFA est la monnaie de la zone de l'union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest dont fait partie le Sénégal (1\$CAN= 400F CFA).

premières interlocutrices des femmes en matière de recherche de financement. Des voyages d'études et de découvertes ou de confrontation d'idées sont aussi souvent organisés par la Fédération dans les pays de la sous-région (Mali, Burkina ou Mauritanie). Cette ONG a un réseau de contacts très bien tissé avec d'autres ONG d'Afrique. Elle a établi un partenariat avec les pouvoirs publics mais ne se fait financer que par des bailleurs de fonds extérieurs, des donateurs privés ou encore des subventions accordées aux réseaux d'ONG de femmes, ou d'associations de femmes.

L'organisation a commencé il y a deux ans à orienter ses actions vers la collecte de l'épargne et la mise en place de caisses d'épargne et de crédit à travers les six régions ciblées par ses programmes. Les femmes entrepreneurs du secteur informel forment le principal groupe cible de la FDEA. Elles sont localisées aussi bien en milieu rural qu'en milieu semi-urbain et urbain. Récemment, l'organisation a lancé le réseau Djambar<sup>27</sup> qui regroupe les femmes participantes de toutes les régions où intervient la FDEA. Le réseau se fixe comme objectifs de créer une solidarité entre les femmes, de renforcer leurs moyens tout en créant une synergie autour d'une même cause. Il compte actuellement 2000 membres organisés en cellules.

Ce réseau est la réponse que la FDEA semble offrir à la récente organisation des groupements de promotion féminine sous la tutelle du ministère de la Femme en une ONG. En effet, l'ANGPF sera en quelque sorte en concurrence avec d'autres ONG telle que la FDEA qui n'ont, elles, que les canaux privés comme sources de financement. Il est aussi important de mentionner que les femmes des groupements de promotion féminine des villages peuvent se constituer en GIE<sup>28</sup> et demander un prêt à la FDEA. Les deux structures travaillent parfois avec les mêmes personnes, mais l'ANGPF a un effectif plus important étant donné qu'elle couvre tout le pays et que la FDEA ne travaille que dans six des dix régions du Sénégal. Ces six régions sont cependant celles où le secteur informel commercial est le plus développé.

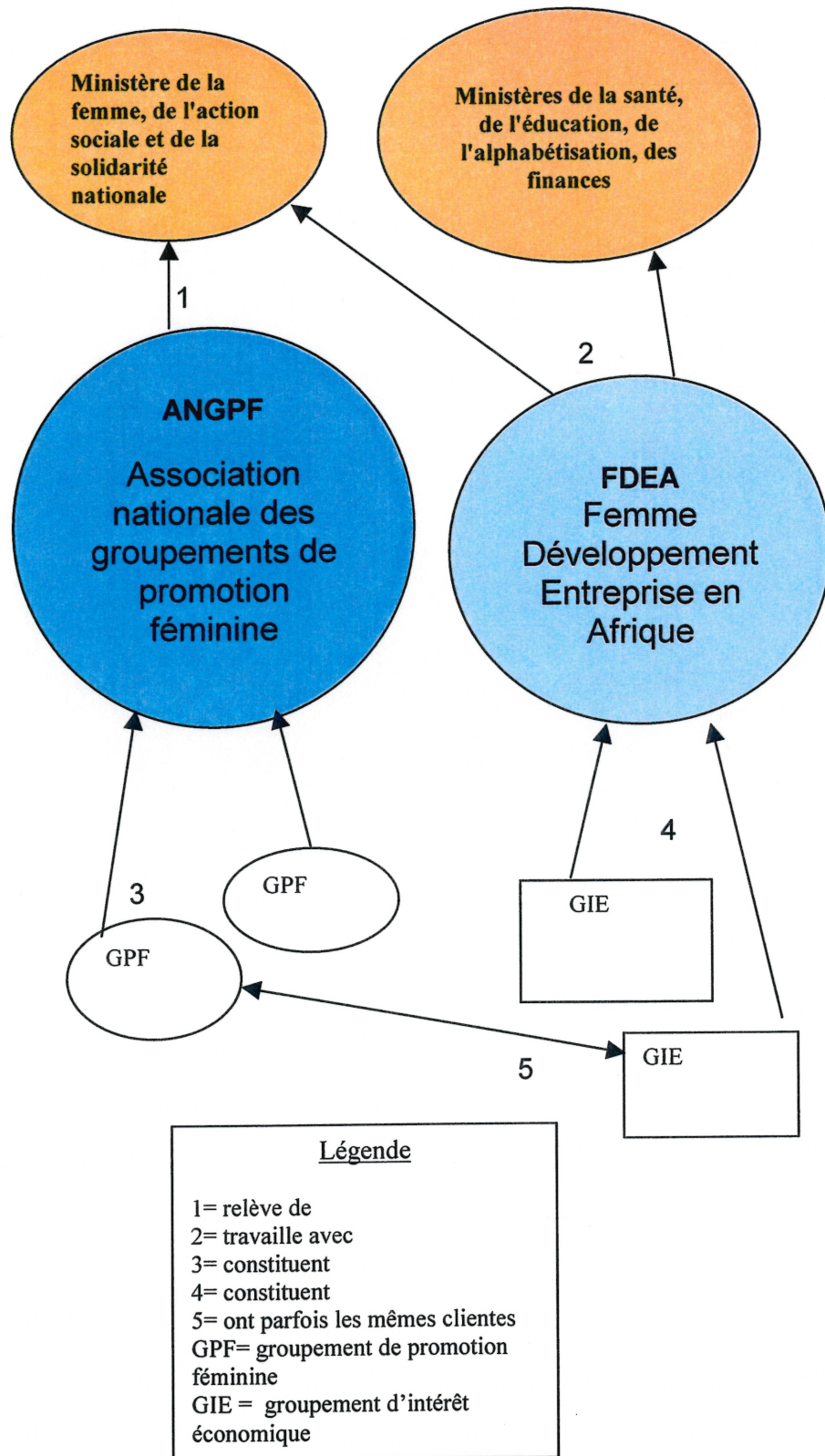
---

<sup>27</sup> Djambar veut dire « brave » en wolof.

<sup>28</sup> Groupement d'intérêt économique.

Au regard de cet historique, nous pouvons constater l'évolution de la femme sénégalaise et mieux comprendre le rôle qu'elle joue actuellement pour sa survie et pour s'intégrer dans le développement économique de son pays. Cet aspect pose les bases de notre recherche concernant les modes de communication dans l'édification de l'entrepreneuriat féminin au Sénégal. Nous esquissons à la figure II un diagramme qui présente les structures principales, c'est-à-dire les associations de femmes et les interrelations qui existent entre elles.

**FIGURE II : Diagramme de la mise en contexte des structures ciblées**



### **4.3. Présentation des cas**

La communication chez les Sénégalaises est d'abord une pratique sociale. Elle est ensuite une pratique basée sur une confiance mutuelle. Dans cette partie, nous allons présenter en deux sections la description des rencontres que nous avons observées sur les sites visités premièrement avec la FDEA puis avec l'ANGPF. Ces données d'observation traduisent les pratiques dialogiques dans la communication des membres des associations féminines. Elles sont appuyées par des entrevues de femmes rencontrées sur les sites et avec d'autres, rencontrées à Dakar, en dehors des sites. Leurs paroles traduisent leur conception de la communication des Sénégalaises.

#### **4.3.1 Le cas FDEA**

##### **4.3.1.1 Le site Guédiawaye**

#### **Les préalables**

Le 13 juillet 1999, nous sommes à Guédiawaye, une banlieue urbaine à vingt-cinq kilomètres à l'est de Dakar, une commune d'environ 300 000 habitants.

La FDEA va financer dix-huit groupements d'intérêt économique qui comptent chacun dix membres. Ces groupements sont constitués des commerçantes du marché Boubess Guédiawaye / Nimzatt. Une grande mobilisation populaire nous attend à notre arrivée : tam-tam, chants et danses accueillent la délégation conduite par la directrice de l'ONG, Soukeyna N'diaye Bâ. L'animation est assurée par Soda Mbaye Mbassou, la petite sœur de Adja Maty, responsable de l'animation à Nimzatt. Dans son chant, la griotte dit :

« Personne ne dort plus, les femmes ne dorment plus, seul le travail paye. Nous travaillons, nos enfants travaillent, notre pays en bénéficie. Aucune femme mariée ne reste plus chez elle à dormir, à se pouponner et à se peaufiner grâce à vous. » Adja Maty (FDEA)

Soukeyna n'accompagne pas systématiquement les équipes sur le terrain, nous dit-elle, mais cette fois-ci, il semble que c'est important pour la crédibilité de l'ONG. L'opération de financement a été reportée deux fois de suite ; les femmes commencent à douter que cela se concrétise. Auparavant, d'autres structures leur avaient promis du crédit mais rien n'a été fait. Elles sont donc méfiantes. Ce sont les délégués (en contact permanent avec l'équipe de la FDEA qui gère le secteur) qui ont porté ces doutes à l'attention de Soukeyna.

À l'entrée du marché, une banderole flotte. On peut y lire « Diarama FDEA » (« Merci FDEA », en wolof). D'habitude, on met des drapeaux et des banderoles seulement quand la manifestation est institutionnelle, politique ou gouvernementale mais leur utilisation traduit l'importance que les femmes accordent à leurs hôtes du jour. Elles ont en leur possession des petits drapeaux du Sénégal qu'elles sortent chaque fois qu'elles vont à un accueil (d'un chef d'État étranger ou d'un maire, par exemple) ou à une manifestation publique comme des assemblées politiques. Il faut dire que les femmes sont souvent sollicitées pour animer les accueils et les rencontres publiques dans les petites localités.

Une vingtaine de personnes attend à l'entrée. Parmi eux, la griotte chante à tue-tête son message, accompagnée de son batteur de tam-tam : « Bienvenue, bienvenue à nos hôtes de marque, à nos amis, à l'amie des femmes, Soukeyna N'diaye ». Et là, elle se tourne vers ses camarades : « Dites bienvenue à nos amies, recevez-les avec les honneurs, ils les méritent. Dites bonjour ! » Ensuite, se tournant vers nous, elle adresse cette invitation : « Faites comme chez vous. vous êtes ici chez vous. Vous êtes plus précieux pour nous que Abdou Diouf (le Président de la république). » Le tout est accompagné du tambour qui n'arrête pas de battre de plus en plus fort. C'est un bruit infernal. On ne s'entend plus et les voisins qui habitent en face du marché se mettent à leurs fenêtres pour voir ce qui se passe alors que d'autres sortent.

La principale déléguée des femmes Nabou Souaré nous explique que la cérémonie aura lieu à l'intérieur du marché, à côté de la boucherie. C'est la volonté des femmes qui veulent ainsi faire taire toutes les mauvaises langues qui disaient que le financement ne se fera pas, que la FDEA les a trompées comme les autres.

Nous passons par un chemin étroit et sombre à travers les étales, les tables et les boutiques pour aboutir à une place un peu plus large, un peu plus éclairée. Déjà, des gens sont installés sur des chaises rangées en U. Un autre batteur de tam-tam nous attend là. Dès qu'il nous aperçoit, il commence à taper sur son tama<sup>29</sup>.

Les femmes installent les invités. Il y a là près de 500 personnes debout, assises, agrippées aux flancs des cantines attenantes. Elles ont fait les choses en grand : une caméra amateur filme la cérémonie et une sono est installée avec un petit micro baladeur pour faire entendre les discours. On sent qu'elles avaient préparé leur coup. Tous sont présents : des vendeuses, des hommes, des garçons, des fillettes, des bébés au dos de leurs mamans, etc. Le bruit est total. Il n'y a pas assez de chaises pour toute la délégation.

Nabou demande à certaines personnes déjà installées de céder leurs places. Elles ne sont pas toutes d'accord : « Et le droit d'aînesse? » crie quelqu'un. « Il n'y a pas de droit d'aînesse quand on reçoit des invités. Un hôte n'a pas d'âge, il faut le traiter comme tel, » répond une autre. Il est 10H42.

Soda Mbaye Mbassou est la griotte qui est venue avec les deux batteurs pour animer la rencontre. Elle a été appelée par les femmes du marché parce qu'elle est la petite sœur de Adja Maty, l'animatrice attitrée du marché Boubess et de tout le quartier. Adja Maty est absente car elle est en déplacement à Touba<sup>30</sup>. Adja Maty est griotte de naissance comme la plupart des femmes de ce marché qui sont castées mais la différence, c'est que sa sœur et elle en ont fait leur métier et leur gagne-pain. Elle est la voix des femmes dans toutes les cérémonies familiales comme dans les cérémonies publiques. Sa sœur exerce le même métier qu'elle.

Quand on parle d'animation, on parle aussi beaucoup de chants et danses. Ces éléments sont souvent présents dans les rencontres des femmes parce que les femmes trouvent d'abord du plaisir à se retrouver.

« C'est notre quotidien. Cela n'a rien d'exceptionnel car même quand on fait une bonne vente le soir, on met le

<sup>29</sup> C'est un modèle de tam-tam plus petit mais avec un son plus aigu et plus fort.

<sup>30</sup> Ville sainte dans la région de Thies, capitale du mouridisme et de la confrérie mouride. La ville a été fondée par Cheikh Ahmadou Bamba, guide spirituel célèbre au Sénégal.

tama et on danse. Dès qu'on fait le bilan et qu'on se rend compte qu'on a eu des bénéfices, on renverse les bols et on se met à danser. C'est normal pour nous : la danse et la fête sont en nous à plus forte raison quand on reçoit des personnalités comme celles de FDEA qui nous apportent joie et argent. On est toutes des griottes ici. Non, pas toutes mais la majorité car l'endroit où on est, c'est la boucherie et ce sont les « guéwels »<sup>31</sup> qui tiennent la boucherie et tu seras d'accord avec moi pour reconnaître que la viande a beaucoup d'amateurs, hein? Qui peut cuisiner sans viande ni poisson? Cela ne ressemblera à rien! Donc, ici, la danse et l'ambiance n'ont rien d'exceptionnel. » Astou Mbaye, groupement des bouchères (FDEA)

Il est donc tout à fait naturel que le marché fasse appel à Soda pour animer ce jour et naturel aussi que ce soit elle qui prenne la parole pour demander le silence et prononcer un mot de bienvenue avant de présenter la liste des intervenants. Soda explique le pourquoi de la venue de la FDEA et présente cette visite comme un rêve devenu réalité.

C'est que beaucoup de gens pensaient que ce moment n'arriverait pas. Elle parle un peu, chante un peu, louange Soukeyna en citant le nom de sa mère, de son père qu'elle qualifie de gens « bien ». Leur fille ne peut être que modèle de bonté et de générosité. Elle égrène rapidement les bienfaits de la FDEA et des activités financées ailleurs par cet organisme. Ce fait montre que Soda a été renseignée par sa sœur, une habituée de la FDEA, ou alors qu'elle s'est documentée sur l'ONG avant de venir. Le plus probable, c'est qu'elle ait tiré ses renseignements de sa sœur comme cela se fait dans toute bonne famille griotte, le savoir se transmettant et s'échangeant entre les membres de la famille.

Soda témoigne que personne ne dort plus et que toutes les femmes cherchent à travailler si elles en ont les moyens. Chaque fois qu'elle pose une assertion, son batteur tambourine et dit « *deugeuleu* » (« C'est vrai!, Véridique! » en wolof), les femmes applaudissent. C'est là, une forme d'acquiescement très pratiquée au pays<sup>32</sup>.

La déléguée principale s'avance vers Soda et lui fait un geste, les deux mains croisées en signe de « + » pour lui signifier qu'elle demande la parole et

---

<sup>31</sup> « Griot » en wolof.



d'abrégé son discours. Ce qui est fait. La griotte introduit Nabou en disant que tout le monde la connaît, qu'on n'a pas besoin de la présenter.

Nabou prend le micro. Elle commence par remercier la griotte en lui disant qu'elle est une bonne aînée, toujours prête à rendre service. Ensuite, elle souhaite à nouveau la bienvenue à toute la délégation tout en expliquant que le financement apporté par la FDEA aux femmes du marché Boubess est une aide considérable pour la poursuite de leurs activités. Le processus a été long mais c'est le résultat et la foi qu'ont les équipes en la promotion féminine qui comptent.

Nabou affirme qu'elle ne peut passer sous silence la présence des délégués du marché (hommes et femmes confondus), des aînés, des autorités administratives (ou de leurs représentants) et des autres représentants des mutuelles de coopératives agricoles qui sont présents. Elle propose de leur donner la parole un à un pour un bref discours avant de laisser Soukeyna parler. Elle ajoute que le temps avance et que les femmes sont surtout pressées de « palper » leurs chèques. Elle a en main une liste d'orateurs, elle en discute avec la griotte. Peut-être pour établir l'ordre de passage et ne pas laisser entendre leurs discussions, Nabou couvre le micro d'un pan de son boubou<sup>33</sup>. Au bout de quelques minutes, elles s'entendent sur un ordre de passage : les délégués du marché vont d'abord souhaiter la bienvenue aux invités. Ensuite, la représentante du maire va dire quelques mots et, enfin, Soukeyna va conclure avant que le financement ne débute. Cet ordre de passage est celui qui est habituellement utilisé dans les rencontres formelles des autorités publiques.

Il revient à l'invité de parler en dernier tout en proclamant l'ouverture des débats. Les temps de parole varient d'un orateur à un autre. Il n'y a pas vraiment de chronométrage mais, du fait que Nabou a averti de ne pas parler trop longtemps, les orateurs essayent de se conformer à cet ordre. Rien n'est écrit. Personne – même pas la représentante du maire – n'a préparé un discours écrit. Les discours contiennent tous la même chose : un merci à la FDEA, des encouragements à persévérer pour les femmes commerçantes, un merci aux hommes de leur appui. La série de discours se déroule comme suit:

---

<sup>32</sup> Les applaudissements accompagnés de cette salve de tambour posent le consentement de l'assistance.

<sup>33</sup> Grande robe ample et ouverte sur les deux côtés, tenue traditionnelle du Sénégal.

1. Nabou Souaré, commerçante

« Merci d'être venus ici aujourd'hui. Nous vous présentons les autorités qui se sont déplacées. La représentante du maire de la ville, Cherif Maky Sall, est Mme Néné Tall et Adja Bouya Ly est présidente de section. Les délégués du marché aussi se sont beaucoup mobilisés. M. Mbaye Diagne, représentant de la commune d'arrondissement de Wakhinane Nimzatt, est aussi là et il nous a beaucoup aidées. Depuis qu'on a annoncé hier la venue de l'ONG FDEA pour financer et aider les femmes du marché ici, personne ne dort plus. Les gens se sont mobilisés et nos hommes avec nous. C'est d'ailleurs Mbaye Diagne qui a le plus fait. C'est lui qui a loué les chaises. Merci et que Dieu t'assiste.

Ndiabou Cissé et Fat Niang et moi-même sommes ici au nom de notre présidente de groupement empêchée, Khoudia Faye car Khoudia est celle qui a découvert la FDEA et nous a branchés dessus. Malheureusement, elle vient de perdre son mari. Elle est en deuil. On va aller vite donner la parole aux différents orateurs et faire de l'ambiance. »

2. Salamata Ly, déléguée du marché

« Je suis aujourd'hui folle de joie car, depuis vingt-six ans que je suis déléguée dans ce marché, je peux dire que les commerçantes méritent l'aide qu'on leur apporte aujourd'hui. Elles ont de la volonté, elles sont dignes et elles savent travailler. Ce sont elles qui tiennent les familles car leurs maris ne travaillent pas toujours. On faisait des enfants dans l'espoir qu'ils puissent un jour nous soutenir mais comme le pays est comme il est...

Les femmes ont raison de s'unir pour constituer une force économique et, ainsi, elles vont venir en aide à leurs familles. On a vu que leur travail paye. Là où on trouvait un homme au début, aujourd'hui, c'est une femme qui est là et qui fait le travail même mieux que les hommes. Les femmes sont braves et elles n'ont pas peur du labeur. En plus de cela, nous sommes toutes unies. Nous nous entendons, nous nous consultons sur tous les sujets. Il n'y a ni guerre ni rivalité entre nous. Je ne connais que le bonheur et la paix avec ces femmes-là. Elles me respectent toutes et me considèrent comme leur mère.

Je remercie Allah et son Prophète (PSL<sup>34</sup>). Je remercie aussi Mbaye N'diaye qui est aussi comme mon fils car il est

---

<sup>34</sup> Paix et Salut sur Lui.

l'ami de mon fils et mon propre ami aussi. Sans parler de Alassane Diallo qui est le deuxième délégué du marché. Allassane n'a peur de rien. Il représente bien ses camarades et défend toujours leurs intérêts. Qu'ils soient hommes ou femmes, il les écoute, les entend et prend en charge leurs intérêts; c'est une joie de travailler avec lui. Je prie que les Binta Diakhaté et Astou Mbaye qui nous ont convaincues d'adhérer au programme de la FDEA, que leur action aille de l'avant, qu'Allah les aide et qu'aucune honte ne s'ensuive. Je suis cependant désolée de m'exprimer en pulaar<sup>35</sup> : c'est parce que mon wolof n'est pas bon. Assalamou aleykoum. Merci. »

### 3. Néné Kane, représentante du maire de la ville

« Merci de m'avoir invitée car, de toute façon, je serais venue même si ce n'était pour représenter le maire à cette cérémonie. En effet, Daba N'daw et moi sommes des amies depuis longtemps. Nous habitons toutes les deux le quartier *les Parcelles assainies*. Par la suite, elle a déménagé ici pour venir nous retrouver et c'est normal que je vienne à une manifestation qu'elle a organisée. Je viens aussi avec courage et confiance dans cet endroit car j'y retrouve ma mère, Bouya Ly, qui dirige depuis si longtemps la section. Donc je suis en famille. Le ministre vous salue et vous encourage car tout ce qu'il souhaite, c'est le développement des femmes. Quand je vais lui rendre compte aujourd'hui de la mobilisation que j'ai vue ici, il sera très content. Qui connaît Cherif Maky Sall ici, à Guédiawaye, sait qu'il ne travaille que pour le développement communautaire. Donc, si, aujourd'hui, on trouve des bonnes volontés qui viennent l'épauler, l'aider et compléter son action, on doit rendre grâce à Allah. Merci, FDEA. En effet, personne ne doit plus rester à la maison à ne rien faire et à paresser. Les femmes doivent se lever comme une, se battre et cultiver leur part du champ. Il est vrai qu'on les a toujours vues à l'œuvre. Il faut juste donner sa chance à chacune. On vous connaît solidaires et courageuses; on vous prie juste d'utiliser ce financement à bon escient pour le bien de tout un chacun.

Le temps du sommeil est révolu. Il ne s'agit plus de faire sa toilette, de bien s'habiller et d'attendre son mari pour demander « Chéri, qu'est-ce que tu m'as apporté? » Nous, ce qu'on veut, c'est que ce soit les femmes qui apportent aux hommes maintenant. Il faut se réveiller et suivre l'évolution du monde. Wa salam<sup>36</sup>. »

<sup>35</sup> Langue nationale parlée au nord du pays.

<sup>36</sup> « Merci, bonjour » en wolof.

4. Soukeyna N'diaye Bâ, directrice de la FDEA

« C'est un honneur pour nous de venir à Guédiawaye, une fierté qui s'explique par de longues années de collaboration avec les populations de cette ville. Cela fait presque dix ans et c'est le maire de cette ville qui nous a aidés en premier, en nous donnant (dans le cadre d'un autre projet) un terrain pour bâtir le marché Dalifort<sup>37</sup> mais tout ce qu'on a ici, on le doit à Khoudia Faye. Cette femme est venue à la FDEA par tous les moyens et à toutes les heures de la journée. Même si on la réveille à 2h du matin pour une activité à Kaolack<sup>38</sup>, elle est prête à être ramassée sur la route de Pikine<sup>39</sup>. On ne peut que la remercier et lui rendre hommage. Malheureusement, elle n'est pas là aujourd'hui car elle porte le deuil suite au décès de son mari mais je veux que vous soyez notre porte-parole pour lui transmettre cet hommage car tous ses efforts sont d'abord orientés vers le développement de la condition féminine et, en ce sens, elle partage le même idéal que nous.

La griotte disait tout de suite qu'on doit faire comme le grand lutteur Tyson<sup>40</sup>. Oui, on est fière de cette comparaison car, pour ma part, je suis parente à Tyson : nos deux grands-pères sont des frères. Donc, si vous le nommez, je n'en suis que plus contente.

Pour faire court, je dirai que notre but à nous est de faire avancer les femmes africaines car on sait que dans nos sociétés, quand la femme avance, tout avance avec elle : sa famille, son mari, ses enfants. Ce qu'on recherche, ce sont des travailleuses, des femmes qui se serrent la ceinture et acceptent de travailler car quand la femme travaille, elle ramène tout chez elle. Elle investit dans le bien-être familial, dans ses enfants, dans son mari. Qui aide une femme, aide sa famille. Personnellement, quand j'ai commencé, personne n'y croyait. Tout le monde me disait « Comment tu peux prêter à une personne qui n'a rien! » Je répondais toujours : « Ce sont ces gens-là qui remboursent car souvent, ils ont de la fierté, du jom<sup>41</sup> ». Quand on décide de leur prêter, on ne doit avoir ni peur ni honte car elles vont te rembourser jusqu'au dernier centime et aujourd'hui, l'histoire nous a donné raison. Beaucoup d'institutions se sont impliquées dans le micro-crédit aux femmes maintenant, notamment les banques, car elles

<sup>37</sup> Quartier pauvre de Dakar récemment réaménagé.

<sup>38</sup> Ville de province à 300 km au sud de Dakar.

<sup>39</sup> Quartier avoisinant Guédiawaye où passe l'autoroute.

<sup>40</sup> Champion de lutte traditionnelle au Sénégal.

<sup>41</sup> Terme wolof qui réfère à un mélange de dignité et d'orgueil.

sont bien persuadées enfin que si elles prêtent de l'argent à des femmes comme vous, vous allez leur rendre. Les banques se sont mises dans le micro-crédit mais il a bien fallu que quelqu'un commence. Quant à nous, je veux juste vous dire que nous avons confiance en vous car nous savons que vous allez passer là où les autres groupements de femmes sont passés. Nous demandons l'aide de Dieu pour que le travail réussisse ici et aille de l'avant et que cela puisse convaincre d'autres groupes de venir nous rejoindre. Merci. Je ne veux pas parler plus car on doit commencer le travail de financement. »

Après ces discours, le travail de financement pouvait commencer. On a noté dans les discours que les agents de la FDEA sont nommés, reconnus et appréciés. Il n'est pas rare d'entendre les gens qui ont pris la parole parler de Astou Sall<sup>42</sup> comme de leur « fille », de leur « sœur » ou de leur « nièce ». Une vieille dame, Salamata Bâ (une des déléguées des femmes du marché), l'a même qualifiée de sa « petite-fille ».

En vérité, elle n'a aucun lien de parenté avec ces gens. C'est une façon de parler et de montrer à quel point les gens ont adopté Astou. Traditionnellement, on peut considérer tout enfant ayant l'âge de sa fille comme sa propre fille tout comme les jeunes n'appellent pas les adultes par leur prénom mais par des titres comme « yaye » (« mère » en wolof) ou « papa » (« père ») ou encore « mame » (« grand-père », « grand-mère »). Les femmes se considèrent toutes comme des sœurs alors qu'en réalité, il n'y a pas de lien de sang entre elles. La représentante du groupement des bouchères explique :

« On n'est parentes ni d'Adam ni d'Ève et encore, il y a toutes sortes d'activités commerciales ici. Certaines vendent des tissus, d'autres du poisson, de la viande, des oignons, des œufs, même des bols ou des cacahuètes. Il y en a même qui n'ont que des plats avec des bananes dessus. Elles n'ont pas un local fixe. » Astou Mbaye, commerçante (FDEA)

<sup>42</sup> L'agent de la FDEA en charge du secteur Guédiawaye et Rufisque, zone qui englobe le marché.

Rien d'autre ne lie ces femmes en dehors de leur condition de femme, leur bon voisinage, leur amitié et cette solidarité qu'elles ont nouées au sein de la communauté.

« C'est parce que nous nous entendons vraiment. Dans le quartier, nous entretenons des relations de bon voisinage et d'amitié même avant le groupement. Quand une de nous a une cérémonie (baptême ou mariage), toutes les autres viennent l'aider à préparer le repas, à recevoir les invités à faire le ménage, etc. Par la grâce de Dieu, on réussit toujours les fêtes, que cela soit une cérémonie de paix ou que cela soit une cérémonie de malheur comme un deuil ou autre. La personne concernée va toujours bénéficier de l'aide, de la présence, du soutien et de l'entraide des autres. Et je crois que ce n'est pas vrai juste pour notre groupement mais pour toutes les femmes en général. C'est facile, vous savez. Chaque femme qui aime la paix devrait pouvoir s'entendre avec les autres. » Katy Sène, groupement Mbour Tefess (FDEA)

Cette entente qu'elles ont engendrée et entretenue dans les villages et quartiers, elles la reproduisent automatiquement dans les réunions à caractère plus professionnel. La conception de la communication qu'ont les Sénégalaises des associations féminines est ancrée dans le vécu quotidien. « On communique », pour elles, veut dire « on cause, on se parle, on dialogue, bref on échange de façon libre de telle sorte qu'on aboutit finalement à un consensus ».

Au marché de Guédiawaye, un retardataire arrive. Il s'agit de Cheikhna Ndiaye, le représentant de la Pamecas<sup>43</sup>. Nabou vient vers nous et explique à Soukeyna à l'oreille qu'elles ne peuvent pas ne pas donner le micro à Cheikhna. Si ce n'est pas fait, il se sentira insulté ou rejeté parce qu'une nouvelle structure vient de s'implanter. La directrice de la FDEA se veut brève mais elle tient à présenter les gens qui l'accompagnent, ce qui est fait.

Elle fait son discours en wolof, la langue nationale la plus parlée au Sénégal, pour se faire comprendre de tous. Elle plaisante sur le retard du représentant de la Pamecas en le traitant de peureux. Plus sérieusement, elle ajoute que la FDEA n'est pas venue faire de la concurrence aux autres

<sup>43</sup> Une autre mutuelle de crédit qui fait affaire avec les commerçants.

organismes qui travaillent sur le marché mais que les actions de tous devraient se voir complémentaires pour le bien des commerçantes.

Soukeyna tient à rappeler que son organisme vise avant tout les femmes et qu'il a des approches et une philosophie différentes de celles des autres. Après cette mise au point, elle envoie un salut global, un merci à tous les orateurs et un remerciement particulier au maire qui se trouve être en même temps le ministre chargé de la décentralisation. Après, elle donne quelques conseils aux femmes bénéficiaires en insistant : « Ceci n'est qu'un début. Si vous travaillez bien, les sommes vont augmenter et vos épargnes aussi. »

### **L'opération de financement**

Il est 14H09. Astou Sall peut prendre le micro. Elle explique qu'elle ne pourra jamais s'en sortir seule et demande l'aide de ses collègues (elles sont quatre de la FDEA, dont la directrice) pour entamer les opérations. Ces dernières acceptent de s'investir. Il y a dix-huit groupements à financer, soit 180 personnes. Astou décide de traiter les dossiers par ordre chronologique. Les groupements qui ont déposé leur dossier les premiers seront financés en priorité. Elle annonce l'ordre établi sous forme de décision et pas sous forme de demande de permission. Elle demande cependant à toute l'assistance de bien écouter ses explications pour éviter de perdre plus de temps.

Le financement se fait en trois étapes : la discussion et l'explication liées à l'étude du projet, l'enregistrement du dossier complet et la signature des dix membres et, enfin, la remise du chèque.

Dès que les travaux commencent, les autorités municipales et les autres invités décident de prendre congé. Soda réclame le micro à Astou pour annoncer le départ de Cheikhna, de Nafi Kane et des autres qui ne sont pas du marché. Encore une fois, elle les remercie de leur soutien au nom de toute l'assistance et au nom de Soukeyna. Elle décide de les raccompagner tandis que le travail ainsi interrompu reprend. Astou appelle le premier groupement, Bagdad, et rappelle les préalables. Chaque groupe a présenté :

- un conseil d'administration de cinq membres dont une présidente, une vice-présidente, une trésorière, et deux adjointes ;
- chaque membre donne 3000 francs CFA en guise de frais d'ouverture de dossier (le dossier comprend une carte de membre avec photo, une police d'assurance-vie et un carnet d'épargne) ;
- une étude de projet qui présente l'activité (ou les activités) envisagée(s) par les membres du groupement, les débouchés, les bénéficiaires escomptés et l'étude de marché.

Chaque fois qu'Astou parle de quelque chose, elle le montre et indique la couleur de la carte. Une des femmes relais tient le micro pour qu'elle ait les mains libres et puisse montrer les documents. Astou est écoutée religieusement. Elle continue tout en demandant qu'on l'arrête s'il y a une question. La griotte est assise. Elle écoute comme tout le monde.

Maintenant, tous ces groupements dont les projets ont été acceptés par le comité de lecture de la FDEA<sup>44</sup> vont recevoir chacun 300 000 francs CFA (la plus petite mise de crédit) soit 30 000 francs CFA pour chaque membre. Il faut que les dix membres présentent leur carte d'identité et une photocopie récente et légalisée de cette carte avant de signer dans le registre des membres de l'organisme.

Tout ceci, Astou le dit en articulant, en détachant bien les mots et surtout en évitant d'insérer des mots français de peur d'en perdre quelques-uns. À ce moment, on entend des bourdonnements -- pas de questions franches mais certaines s'inquiètent de ne pas avoir compris pour la carte d'identité. Qu'est-ce qu'une carte légalisée ? Où se fait cette légalisation ? Astou n'attend pas les questions. Elle enchaîne en disant que toutes les dirigeantes de groupements qui se sont déplacées au siège social de la FDEA pour venir ouvrir leurs dossiers se sont fait dire de récupérer les cartes d'identités de leurs membres et d'en faire des copies conformes ou alors de dire aux membres elles-mêmes de le faire pour l'apporter le jour du financement.

Là, les bruits commencent, une femme lève le doigt. Astou lui tend le micro :

---

<sup>44</sup> Ce comité est formé des agents financiers et membres de la FDEA.



« Vous savez que la police interdit à quelqu'un de détenir les cartes d'identités d'autres personnes. On est en année électorale, ils ont peur des fraudes. C'est pourquoi j'ai renoncé à récupérer les cartes de mes membres mais je leur ai fait la commission. J'espère qu'elles se sont exécutées. »

Astou reprend le micro pour annoncer ceci :

« En tout cas, le chèque est commun et il est libellé au nom de la trésorière du groupe mais je ne le donne pas tant que je n'ai pas les photocopies de cartes d'identité de toutes les composantes du groupe. »

Cette annonce crée une certaine panique, certaines se lèvent pour aller à leur table. D'autres s'entretiennent entre elles. Le brouhaha est au sommet. Astou tape sur le micro pour demander le silence. Elle insiste et finit par déclarer qu'on va régler ce détail au cas par cas. Une demi-heure est encore passée.

Astou change de place avec Soukeyna, prend la table du devant, installe ses documents dessus. Elle demande à ses collègues de s'occuper de l'enregistrement des noms dans le fichier sur la base des cartes d'identité et, enfin, donne l'encrier à Soukeyna pour faire signer les femmes. Comme du vrai travail à la chaîne, les membres du groupement appelé passent d'abord devant Astou. La présidente prend place sur la chaise posée devant la table d'Astou et les autres femmes se penchent pour écouter. Elle leur explique comment le comité a jugé l'étude du projet, leur donne quelques conseils et leur demande si elles envisagent une activité commune ou des activités séparées avant de leur dire comment se fera le remboursement du prêt.

On note que la parole est au centre de tout ce travail. Les femmes jugent important de discuter d'abord avec l'agent de crédit avant de prendre une décision. Ndeye Diouf, commerçante, explique en ces termes l'importance de parler d'abord avec les agents des ONG :

« Parce que tout passe par la communication, il faut se parler pour se comprendre. Oui, on voulait de cet argent mais pas à n'importe quelle condition. Donc, nous avons fait une réunion chez Mère Khoudia Faye. Astou nous a conseillées, nous a sensibilisées et elle a levé toutes nos inquiétudes. Elle nous a donné comme références d'autres groupes qui ont été financés et qui marchent bien maintenant. À cette séance, tout le monde a pu poser ses

questions. Astou a été patiente avec nous. Elle a gentiment répondu à toutes les questions, nous a tout expliqué et on est rentrées chez nous.» Ndeye Diouf, commerçante (FDEA)

Il est important de bénéficier d'un capital-confiance pour parler avec les femmes. C'est ce dernier qui va permettre la tenue d'une discussion.

« Beaucoup d'autres groupements sont passés par là et ils n'ont fait qu'utiliser les femmes pour leur fonds de commerce. Ils nous trompaient car ils ne nous donnaient pas beaucoup d'argent et ils nous faisaient payer beaucoup d'intérêt. FDEA a été la première à nous donner sans nous demander de garanties. Sinon, pour ce qui est des autres, on a mis 5000 francs, 10 000 francs. Même, certaines ont déposé 15 000 francs CFA sans en voir les résultats. Tout est question d'approche, vous savez. FDEA a constaté que nous manquions de moyens et elle s'est proposée de venir nous aider en étudiant de façon spécifique chaque cas. Les agents regardent ton profil, te conseillent au mieux et te donnent de quoi commencer, ainsi de suite jusqu'à ce que tu puisses voler de tes propres ailes. Le conseil est quelque chose de très important pour nous car, dans ce domaine, nous sommes comme des enfants qui apprennent à marcher. Il faut quelqu'un qui te soutienne pour les premiers pas. C'est cela que FDEA a fait pour nous. Du coup, tu ne peux dévier du chemin car chaque fois que tu menaces de t'égarer, ils sont là pour te remettre sur le bon chemin. »  
Katy Sène, groupement Mbour Tefess (FDEA)

Les organismes, en plus d'établir des relations de confiance avec les femmes, font intervenir de plus en plus des personnes-relais versées dans le vécu quotidien des villageoises ou des femmes du quartier. Ces personnes sont des femmes qui ont déjà l'expérience de l'animation communautaire et savent intervenir pour une bonne sensibilisation.

« Disons qu'au départ, on allait vers elles, on leur expliquait qui on était et quelle était notre philosophie et quelle était notre stratégie, etc. Ça, c'était avant que l'organisation ne soit bien connue et la démarche aussi mais, depuis bien longtemps, on ne va plus vers elles. C'est elles qui viennent vers nous parce que ce sont d'autres personnes qui ont bénéficié de notre appui financier ou de notre encadrement qui vont leur dire. De sorte qu'aujourd'hui, on

a partout, au niveau des régions d'intervention de FDEA, des femmes leaders qui elles-mêmes se chargent de préparer les femmes avant qu'elles n'arrivent à nous. Ce sont ces femmes elles-mêmes qui les informent sur les modalités de réception du crédit FDEA, leur expliquent comment procéder et quels sont les documents à avoir pour pouvoir accéder à ce financement, etc. Donc, il y a quand même tout un travail préalable qui est maintenant fait à la base par les femmes-relais. » Soukeyna Ndiaye Bâ, directrice de la FDEA

Les femmes qui servent de relais décrivent leur travail comme un préalable nécessaire à la bonne compréhension du programme de la FDEA, un préalable laborieux et long qui se joue sur le temps et la crédibilité de l'animatrice.

« Le travail de sensibilisation est un peu difficile parce qu'il y a des femmes qui comprennent vite. Tu n'as pas besoin de parler longtemps pour les convaincre. Par contre, il y en a d'autres qui ne veulent rien entendre et avec lesquelles tu vas passer beaucoup de temps et faire plusieurs réunions. Bien sûr, beaucoup de femmes ne nous croient pas quand on leur dit « Vous allez avoir de l'argent sans gager vos bijoux ou autres » mais c'est pourtant ainsi. Donc, c'est la peur de la déception qui est notre premier frein. C'est normal car les femmes ont souvent voulu travailler mais certains ont abusé de leur crédulité. Il faut de la communication, tout simplement. Il faut se parler. Toutes savent que nous laissons nos hommes et nos enfants pendant une journée et de façon tout à fait gratuite pour venir leur parler et les éveiller. Donc, forcément, c'est du sérieux. » Katy Sène, groupement Mbour Tefess (FDEA)

Aïda Guèye est une des femmes qui représentent la FDEA sur le terrain. Elle nous a parlé de son expérience quand il s'agit de former de nouvelles bénéficiaires. Selon elle, l'important est de capter l'écoute de l'auditoire et de se faire comprendre.

« Il y a juste un gage de réussite pour la formation : c'est la bonne écoute. Si les personnes que tu formes t'écoutent, c'est sûr, la formation va marcher car il s'agit de leur parler de ta propre expérience. Je t'ai dit que j'ai commencé, j'ai fait mes classes au développement communautaire. Ce système a ensuite évolué vers une union communale. Tout cela est pour t'expliquer combien je suis impliquée dans la problématique femme, pour leur développement et leur

promotion. Donc, dans ma formation, je privilégie avec les femmes un discours qui est progressif. Les débutantes sont sensibles à un type de discours et doivent recevoir une certaine somme et plus elles prennent de l'expérience et évoluent, plus le discours devient ambitieux et les sommes d'argent aussi. » Aïda Guèye, représentante de la FDEA

### **Le temps des questions**

Toutes les questions sont permises. Astou ne manque pas d'insister pour que les femmes demandent tout ce qu'elles ne comprennent pas. Quelques interrogations se font entendre. Rien de majeur. Celle qui revient le plus est de savoir comment ont fait les premières bénéficiaires? Se sont-elles partagé l'argent? L'ont-elles investi dans une activité? Astou ne s'empêche pas de leur donner des renseignements mais aussi son avis : « si vous faites ça... peut-être, si vous faites cela... »

Pendant que ce groupe est en consultation, la griotte fait de son mieux pour faire taire les autres en leur demandant d'écouter. Le paradoxe, c'est que de temps en temps, elle demande à son tambour de battre une salve.

En vain, les femmes discutent entre elles. La griotte cherche à imposer le silence mais l'effet contraire se produit car, chaque fois que le tam-tam bat, on voit des gens qui esquissent des pas de danses, d'autres rient, d'autres applaudissent. L'ambiance est à la fête. Le micro est presque éteint, Astou est concentrée sur le groupe avec lequel elle travaille. Grosso modo, elle prend de dix à quinze minutes par groupe pour tout leur expliquer avant de les envoyer se faire enregistrer chez ses collègues. Parce que les trésorières reviennent la voir après avoir accompli les formalités pour prendre leurs chèques, au bout de trois groupes, elle envoie tous les chèques à Soukeyna. Cette dernière reçoit les femmes avec le registre dans lequel les collègues de Astou ont enregistré leurs noms : ces registres portent 4 colonnes avec des cases : nom, prénom, groupement et signature. Quand elle appelle le nom d'une femme, cette dernière vient tremper son index droit dans le pot d'encre noir et, sous le guide de Soukeyna, va le poser bien fortement sur la case « Signature », en face de son nom.

Soukeyna explique qu'ils n'ont pas toujours procédé ainsi mais il se trouve que la plupart des femmes rurales sont analphabètes et ne savent pas signer leur nom. Cette méthode a donc été adoptée pour toutes.

La fatigue aidant, les femmes s'empressent d'écouter les conseils, de suivre les procédures et de prendre leur chèque. Elles ne posent pas énormément de questions. Quand une des femmes veut insister, les autres lui promettent de tout lui expliquer en détail à la maison ou plus tard. On entend certaines dire qu'il se fait tard, qu'elles doivent aller donner à manger à leur mari, à leurs enfants.

Astou prend des groupes dont certains membres sont partis faire la photocopie de leurs pièces d'identité. Elle les met alors de côté, au grand dam des membres restants qui trouvent cela injuste. Elle répond à ces dernières qu'il ne s'agit pas de son bon vouloir mais la procédure est la même pour toutes. Les femmes essaient de négocier. Parfois, elles vont voir Soukeyna pour la supplier d'intervenir et s'entendent répondre que c'est la zone d'Astou. C'est à elle de décider. Finalement, la foule se disperse petit à petit car chaque groupe qui reçoit son chèque part. Il ne reste plus que celles dont les pièces sont manquantes ou les membres, absents. Il est 17H42.

Astou vient de boucler le dernier dossier et promet aux autres de les voir le lundi suivant au bureau de la FDEA, à Guédiawaye. Onze chèques ont été émis, cinq ont été gardés pour cause de dossiers incomplets et deux ont été laissés en suspend pour cause de revue de l'étude de marché. Il reste une quinzaine de femmes pour raccompagner les invités aux voitures en plus de la griotte Soda et de ses tambours. Soukeyna lui donne une liasse de billets : « Cadeau pour te remercier, » dit-elle. Soda crie, chante, esquisse des pas de danse sous les applaudissements des autres femmes.

#### **4.3.1.2. Le site Mbour**

##### **Les salamalecs**

Bougouma est l'agent de la FDEA chargée de la région de Thies dont la ville de Mbour fait partie. Elle est une habituée des lieux et avait donné rendez-vous aux femmes à 8H. L'équipe est arrivée à 10H30. On a pris du retard parce

que la veille, tous les chèques n'ont pas été sortis par la directrice financière de l'ONG. Il faut l'attendre avant de prendre le départ.

À Mbour, elles sont près de cent à attendre, certaines depuis 6H du matin, selon Mandire Guèye. Mme Guèye est la femme qui reçoit la FDEA à Mbour. L'ONG n'a pas encore de bureau dans la ville alors les rencontres se font chez elle. Elle travaille avec l'organisme depuis cinq ans déjà. Elle a une grande cour où elle dispose des nattes par terre pour accueillir les femmes. Mandire s'est proposée pour abriter les réunions de masse de sa communauté, ce qui fait que tout le monde connaît maintenant sa maison. Elle est devenue la principale alliée de l'ONG à Mbour et une des personnes-relais les plus connues dans la ville.

Dans la maison, les femmes sont étalées sur les nattes, causent et rient. Il n'y a pas de tam-tam ici. À notre arrivée, certaines se déplacent à la porte pour nous accueillir. Les autres demeurent sur place, à l'intérieur.

Mandire nous reçoit dans sa chambre à coucher qui ouvre sur la grande cour. La chambre à coucher n'a pas au Sénégal le caractère intime qu'on lui donne en Occident. Tout le monde peut entrer dans la chambre de tout le monde mais en ville, cette vérité est en train de changer petit à petit. Elle a mis des chaises pour nous et aussi un beau drap neuf sur le lit. Bougouma et le chauffeur, plus habitués, s'assoient sur le lit. Les autres prennent place sur les chaises. Les femmes entrent par groupes pour dire bonjour. La sœur de Mandire nous apporte de l'eau, des jus tout en nous souhaitant la bienvenue.

Pendant quarante minutes, ce n'est que salamalecs, rappels des souvenirs de la dernière fois, discussions au sujet de la chaleur. Certaines demandent si les chèques sont bien là, en riant. Elles n'en doutent pas sérieusement mais elles aiment plaisanter et rire. On peut reconnaître les habituées qui connaissent déjà Bougouma. Elles l'appellent par son prénom, sont moins timides et sont au courant des événements de la dernière visite qui sont relatés.

Les nouvelles sont plus réservées et nomment Bougouma par son nom en la saluant des deux mains. Elles ne restent pas dans la chambre plus que nécessaire mais plaisantent avec la maîtresse des lieux ou une des personnes-relais qu'elles ont déjà rencontrées. Le mari de Mandire vient aussi dire bonjour et souhaiter la bienvenue.

Rien de formel, pas de microphones, ni de sonorisation, pas plus de discours. On souhaite la bienvenue aussi simplement que possible, comme on le ferait pour tout invité ou étranger qui vient chez soi, en disant « Bissimila<sup>45</sup> ». Il est courant que les salutations durent. Les mêmes questions sont répétées, on s'enquiert de la santé des invités, de celle de la famille de l'interlocuteur (même si on ne la connaît pas) et de son aise : « Est-ce que le soleil vous gêne ? Avez-vous assez bu ? Il fait chaud, hein ? » Les questions portent aussi sur les conditions du voyage : « Est-ce que vous n'êtes pas fatigués ? Et la chaleur ? ».

Bougouma présente les gens qui l'accompagnent et explique brièvement l'objet de notre visite en wolof. Elle estime qu'on s'est suffisamment salués et que personne ne serait frustré ou brusqué. Elle considère que le moment est venu de passer aux choses sérieuses en déclarant ne pas vouloir retenir les clientes plus longtemps.

### **Questions et explications**

Tout d'abord, elle s'excuse du retard, fait son mea culpa. On note un changement dans la tonalité de sa voix qui fait plus sérieux. Comme par un code, l'écoute en découle. Les femmes au dehors qui ne suivent pas la conversation dans la chambre sont rappelées à l'ordre par une des personnes-relais. On obtient le silence et Bougouma explique comment les choses vont se dérouler. Pour aller vite, elle va traiter d'abord les groupements qui en sont à leur deuxième ou troisième financement et donc habitués à la procédure.

Ensuite, elle prend les groupements débutants auxquels il faut expliquer les choses beaucoup plus longtemps et plus profondément. Assurément, Bougouma est mieux préparée qu'Astou Sall. Les fichiers de registres sont prêts, les noms et prénoms répertoriés. Il ne manque plus que les signatures. Bougouma décide de prendre les trois groupes « rodés » en même temps. Les femmes entrent dans la chambre.

---

<sup>45</sup> Formule de bienvenue tirée de l'arabe.

Le premier groupement en est à son troisième financement. Il aura 900 000 francs CFA. Les deux autres auront chacun 600 000 francs CFA. Elles connaissent toutes Bougouma et signent rapidement leurs registres, toujours selon le procédé du doigt dans l'encre. Les discussions commencent. Bougouma les félicite de leur bonne conduite et de la marche des affaires tout en faisant le point sur l'état de leur épargne, groupe par groupe : « Vous avez mené des activités génératrices de revenus. C'est normal que votre crédit augmente et votre épargne aussi. Vous l'avez mérité, » dit-elle.

Elle demande si elles comptent rester dans les mêmes créneaux du commerce. Les femmes posent des questions sur les délais de remboursement, en demandant s'il est possible de rembourser sur une échelle plus courte que celle qui avait été établie (trois mois). Elles se sentent capables de le faire et ainsi d'aspirer à un nouveau prêt rapidement. Bougouma leur conseille de prendre leur temps, de ne pas se laisser griser par le « succès » : mieux vaut mener les activités lentement mais sûrement. Les femmes insistent et obtiennent son accord. Par contre, quand on décide de rembourser plus tôt que la date réglementaire, les délais doivent être respectés sous peine d'amende. Elles sont d'accord. Les deux autres groupes décident de suivre les conseils de Bougouma et d'en rester là.

Pendant ce temps, Mandire vaque à ses occupations. Elle entre et sort de la chambre et envoie souvent un de ses fils chercher quelque chose dans l'armoire située dans la chambre. Elle a aussi un vaisselier et vient chercher des verres pour donner à boire aux femmes dans la cour. Chaque fois qu'elle passe, elle a un mot pour une des femmes, elle rit et plaisante avec tout le monde.

Dans la cour, sa sœur Aïda Guèye arrive de Bargny pour parler du réseau Djambar<sup>46</sup> avec les femmes de Mbour. C'est justement sur ce réseau que porte la discussion dans la chambre. Les femmes veulent en savoir plus : « Comment cela va-t-il se faire ? Quel organigramme a été établi ? Avec qui ? Où sera le siège social ? Quelles relations aura-t-il avec la FDEA ? » Bougouma explique brièvement. Elle invite la sœur de Mandire à les rejoindre dans la chambre. Cette dernière lui demande d'attendre car elle est en train d'en parler avec des groupes

---

<sup>46</sup> Réseau en gestation d'une fédération des groupements de la FDEA pour réunir les épargnes et investir dans de vraies grandes entreprises porteuses.



dehors. En fait, Aïda Guèye improvise une réunion sur le réseau Djambar dans la cour. Les autres femmes se montrent intéressées, surtout quand Aïda explique les objectifs du réseau. Il s'agit pour le réseau de donner plus de poids aux femmes en les faisant investir dans des entreprises de grande envergure. Elle parle des possibilités de voyager partout dans le monde.

Certaines femmes, couchées sur les nattes, se lèvent vite pour se rapprocher de la chaise de Aïda plantée au milieu de la cour. La discussion s'anime rapidement, les questions fusent de partout. Personne ne demande la parole. Les femmes parlent toutes en même temps. Les groupes qui sont dans la chambre avec Bougouma sortent rejoindre la réunion dans la grande cour malgré les protestations de Bougouma. « Où allez-vous ? » dit-elle. Les femmes ne répondent même pas. L'agent de la FDEA semble découragée. Elle nous confie qu'elle aurait dû dire à Aïda de ne pas venir ce jour-là mais d'attendre une autre fois pour parler du réseau. Bougouma finit par rejoindre les femmes dans la cour.

### **Interactions sur le réseau Djambar**

Aïda vient mettre un peu d'ordre dans la prise de parole. Elle demande aux dames qui veulent parler de lever la main. Sinon, elle ne dira plus rien. Certaines sont d'accord. D'autres, au fond, pestent : « C'est juste une causerie. C'est quoi ce protocole de toubab<sup>47</sup> ? On n'est pas dans un tribunal ici ! » « Oui, mais si tout le monde parle en même temps, on ne s'entendra pas. » « En tous cas, c'est à l'école qu'on lève le doigt comme de petits bébés. Qui veut parler n'a qu'à parler. Laissez les gens s'exprimer. » Tous ces échanges se font simultanément, pendant que Bougouma reproche à Aïda d'avoir ouvert le débat sur le réseau Djambar. Cette dernière se défend en expliquant qu'elle cherchait simplement à gagner du temps étant donné que Bougouma était dans la chambre avec les groupes rodés.

Les deux femmes s'entendent sur une chose. Bougouma va laisser Aïda présenter brièvement le réseau, ses objectifs et son mode de fonctionnement et donner la date des différentes rencontres pour son lancement. Cependant, elle ne pourra pas répondre aux questions ici et maintenant. On renvoie la séance de questions à la suite du financement des groupes. Le travail de financement doit rester prioritaire. Cette entente, Bougouma le dit en criant assez fort pour se faire

entendre de toutes. Certaines continuent à murmurer mais, quand Aïda leur demande si tout le monde est d'accord sur cette proposition, personne ne dit mot et cette expression «Qui ne dit mot, consent» prend tout son sens ici.

Comme si la parole venait de lui être donnée officiellement, Aïda commence par remercier Dieu et saluer le public réuni ici aujourd'hui, chacun en son nom et en son prénom. Tout le monde était déjà là mais elle tient maintenant à les saluer de façon solennelle. C'est une marque de respect et de civilité envers l'assistance. Elle répète ensuite l'origine du réseau, pourquoi il est important et quelles seront les retombées pour les femmes sénégalaises. Bref, elle répète tout ce qu'elle a déjà dit mais cette fois, dans un silence total. Les femmes écoutent et l'oratrice fait l'effort d'articuler, de parler fort pour celles qui se trouvent derrière et elle prend tout son temps. Elle utilise beaucoup de gestuelles : les mains, la bouches, les yeux, tout l'aide à se faire comprendre et demande souvent : « Ya ngui may deggë ? » («Est-ce que tu me comprends ?» en wolof) ou alors, « Dou deggë ? » («N'est-ce pas ?» ou «N'ai-je pas raison ?»).

Elle suit du regard l'assistance et fait preuve d'un grand sens du discours en ralentissant quand il le faut ou en posant des moments de silence. Aïda a beaucoup d'expérience en animation féminine. Elle pratique depuis longtemps et cela se voit. Cette femme a l'habitude de parler à des femmes du monde rural. Elle sait choisir ses mots dans le wolof le plus académique, compris dans les villages les plus reculés. En ville, le wolof est souvent infiltré par des termes ou expressions français et certaines formules académiques ou proverbes wolof se perdent.

La présentation d'Aïda dure une vingtaine de minutes et, quand elle finit, elle regarde Bougouma pour savoir quoi faire. Déjà, quelques doigts se lèvent en même temps que des voix se font entendre. « Non, pas de questions maintenant. Gardez-les pour tout à l'heure, » répond Bougouma. Elles veulent insister quand Mandire arrive de la cuisine en tapant des mains: «Arrêtez, il est temps de manger. Le repas est prêt. »

Mandire dit qu'il est 14H30 passée. Les hommes sont déjà à la mosquée pour la prière de vendredi. Tout le monde est d'accord qu'il se fait tard, qu'il faut

---

<sup>47</sup> « Le Blanc » ou « le Français » en langue wolof.

accélérer. Certaines n'avaient pas prévu de passer la journée ici : que vont-elles faire ? Leur époux et les enfants les attendent. Certaines qui habitent la ville décident de rentrer et de revenir vers 15H30. Les autres vont rester : elles habitent trop loin pour partir et revenir. Celles qui ont reçu leurs chèques aussi décident de partir. Elles conviendront d'une autre rencontre avec Aïda pour parler du réseau ou alors elles mandateront des membres à Dakar pour aller chercher les informations.

### **Mélange de sérieux et de frivole, un repas convivial**

De toute évidence, Mandire avait prévu la présence de tout le monde pour le repas. Elle a l'habitude. Les enfants de Mandire apportent les grands plats de riz au poisson. Les femmes se regroupent naturellement, assises sur les nattes autour des plats. Tout le monde mange ici de façon traditionnelle, c'est-à-dire à la main, en faisant une boule avec la nourriture avant de la porter à sa bouche. On apporte des seaux d'eau pour se laver les mains. Certaines préfèrent aller au robinet au fond de la cour. Mandire fait porter un grand plat dans sa chambre et nous invite, sa sœur et nous (les invités), à manger là. Elle avait mis une belle nappe par terre, des tabourets étaient installés et des cuillères avaient été prévues pour ceux qui ne veulent pas manger à la main.

Bougouma ne cesse de s'excuser de tout ce dérangement quand elle ne reproche pas à Mandire de trop nous gâter. Elle en prépare toujours trop, selon Bougouma. Or, les temps sont durs et elle se ruine ainsi. Aïda répond que c'est tout à fait normal, que sa sœur se doit de se montrer hospitalière, c'est la tradition. Mandire ne veut pas manger avec nous de peur de nous gêner. Elle mange avec ses filles, dans la cuisine. Déjà, certaines femmes dehors ont fini de manger. De la chambre, on les entend discuter, rire, causer. Elles parlent de tout et de rien, de la FDEA, du temps, des cérémonies à venir, de celle-ci qui a accouché, de celui-là qui est décédé. Elles se passent des recettes de cuisine oralement, sortent de leur sac des marchandises à vendre : des boucles d'oreilles en or achetées à

Djeddah<sup>48</sup>, des bracelets en pacotille du Pakistan et des petits pagnes brodés par les femmes.

Ces rencontres sont effectivement de bonnes occasions pour les commerçantes de vendre leurs affaires. « Chaque fois, c'est pareil, » explique Bougouma. Les dames profitent de ce moment de pause ou de sieste qui suit le repas pour faire leur commerce. Elles le font ici mais aussi dans toutes les cérémonies familiales ou religieuses. En effet, depuis la nuit des temps, les femmes ont pour habitude de se regrouper pour parler de leurs affaires. Elles prennent prétexte de toutes les rencontres pour discuter. Avant les groupements féminins, d'autres sortes de regroupements existaient, comme en témoigne le ministre de la Femme et de la Famille :

« Il faut dire qu'avant, on venait et on greffait les activités autour du « mbotay » qui sont des associations de classes d'âge ou autour du « dayira<sup>49</sup> » qui avait des objectifs culturels, des objectifs religieux ou d'entraide. Maintenant, nous nous sommes dit qu'il fallait créer de véritables organisations communautaires de base axées vers la production, ce qui n'empêchait pas les femmes de continuer leurs autres pratiques religieuses et leurs autres pratiques d'entraide. Mais en plus, elles allaient penser à leur formation en tant que femme agricultrice, en tant que femme éleveur, en tant que femme formatrice de produits halieutiques ou autres et c'est vraiment à partir de là qu'on s'est rendu compte qu'il fallait laisser les femmes communiquer. » Aminta M. N'diaye, ministre de la Femme

Les femmes se parlent entre elles et se comprennent parce qu'elles partagent les mêmes réalités. La concertation est un mot qui revient souvent car elles ne prennent pas de décisions sans avoir discuté au préalable. Souvent, la discussion implique aînées et jeunes dans un style conversationnel.

« On a bien créé un pôle d'aînées et un pôle de jeunes mais si les aînées prennent une décision sans l'accord des jeunes, ça ne marche pas car ce sont les jeunes qui deviennent aînées demain. Elles regardent sur nous et

<sup>48</sup> Capitale économique de l'Arabie Saoudite.

<sup>49</sup> « Association religieuse musulmane » en wolof.

apprennent le travail avec nous donc c'est pourquoi nous évitons au maximum de prendre des décisions qui ne leur conviennent pas. Cela n'est encore jamais arrivé ici. On se parle beaucoup, on dialogue beaucoup et on finit par prendre la bonne décision et les jeunes parlent tout autant que les aînées. Elles nous ont vues à l'œuvre. Il est normal de garder cela à l'esprit car si demain on n'est plus là, ce sont les jeunes qui vont reprendre le flambeau pour défendre notre profession à notre place. » Astou Mbaye (FDEA)

Le ndajé de femmes n'est pas le lieu pour régler les querelles personnelles. Les femmes se parlent pour s'entendre, pas pour se déchirer et c'est un état de fait que tout le monde respecte.

« Tout le monde parle. Qui a quelque chose à dire peut prendre la parole et le dire sauf quand c'est une attaque personnelle. Si cela ne concerne pas la profession, on va te demander d'attendre que la personne à qui tu veux t'adresser arrive pour lui parler directement, en dehors du ndajé. » Astou Mbaye (FDEA)

La recherche du terrain d'entente et le respect de l'expérience de vie sont aussi très prisés dans la culture sénégalaise. Astou résume bien ceci :

« Toujours! On s'est toujours entendues (du moins pour mon groupement à moi) et même, je suis maintenant la responsable morale des jeunes groupements qui font soixante personnes. Moi, Astou Mbaye, je suis leur déléguée et ces gens suivent mes conseils et m'écoutent à cause de l'amitié qui nous lie, à cause de mon ancienneté et de notre solidarité, à cause du fait que je ne les ai jamais mis dans un mauvais coup. » Astou Mbaye (FDEA)

Les femmes dans la cour conversent en toute amitié. Mandire nous gave sans arrêt. Elle apporte des jus, du lait, des desserts, des mangues. Nous avons droit au dessert mais pas celles qui sont dehors. Après, elle nous conseille de nous reposer un peu, histoire de récupérer. Aïda était déjà couchée. Elle tente d'expliquer sa vision du réseau Djambar à la stagiaire américaine dans un mauvais français. Avec Bougouma, nous en profitons pour prier. Ensuite, nous

allons, seules, rejoindre les femmes dehors pour faire quelques entrevues individuelles.

La plupart se reposent. Le soleil est haut dans le ciel alors elles se déplacent vers l'arrière-cour, à l'ombre du manguier dans la cour des Guèye. Nous passons devant un groupe où on parle serer<sup>50</sup>. L'une d'elles nous appelle et nous demande sur quoi nous travaillons. Nous le lui expliquons brièvement. Elle nous taquine car il existe des liens de plaisanterie entre les locuteurs du serer et les Pulaars<sup>51</sup>. Elle nous dit que son groupement est constitué de femmes serer, toutes pileuses de mil<sup>52</sup>, et que c'est leur premier financement. Elle nous demande aussi de l'interviewer : elle veut parler à la radio (notre magnétophone). Nous lui expliquons que ce n'est pas un travail à diffuser à la radio. Qu'à cela ne tienne, elle veut parler. Nous lui avons donc demandé formellement une petite entrevue.

### **Le travail reprend**

Il est 15H50 quand Bougouma décide de s'y remettre. Elle appelle les groupes par ordre de dépôt du dossier mais, cette fois, elle les prend un par un. Tout le monde est d'accord pour s'y remettre, prendre vite son chèque et partir. Nous apportons aussi notre contribution à l'activité en enregistrant des noms sur les fichiers. L'information concernant les cartes d'identité semble être bien passée ici. Ce sont les séances de conseils qui prennent du temps. Les mêmes questions reviennent : « Comment faut-il rembourser ? Quand ? Où ? »

Bougouma leur explique qu'il est mieux de se lancer en investissant dans une seule activité pour minimiser les risques de faillite. Quand leurs affaires seront plus solides, elles pourront se partager l'argent et chacune pourra faire ce qu'elle veut de sa part. La décision leur revient bien sûr mais ce sont là des conseils fondés sur l'expérience des autres groupes déjà en affaires. Elle leur conseille d'ailleurs de discuter avec celles qui en sont à leur troisième financement.

Elle explique aussi comment tenir la caisse quotidiennement. Souvent, la trésorière est instruite ou à tout le moins alphabétisée. L'agent lui explique donc

---

<sup>50</sup> Langue nationale du centre du pays.

<sup>51</sup> Population du nord du pays aussi appelée «les toucouleurs».

<sup>52</sup> Céréale locale, de la famille du millet, consommée partout au pays.

devant tous les membres comment tenir le budget et la caisse, combien chacune doit lui donner à la fin du mois et à quoi servira cet argent (une partie ira au remboursement du crédit et l'autre partie, à leur compte d'épargne). Les femmes interpellent maintenant Bougouma par son prénom quand elles veulent lui demander quelque chose. Elles font de même avec nous, nous interpellant par notre prénom pour nous dire de nous dépêcher à enregistrer les noms, qu'elles sont pressées de partir. En une demi-journée, elles estiment qu'on avait assez fait connaissance pour nous interpellier par nos prénoms. En fait, les termes de politesse comme « Madame » ou « Mademoiselle » n'existent pas dans les langues parlées au Sénégal.

Bougouma utilise beaucoup les couleurs pour expliquer aux femmes les différentes cartes (épargne, membre) et leur utilisation. Elles les comprennent vite. Avec le groupe Sopp Xadim<sup>53</sup>, Bougouma a un petit problème. Elle leur avait demandé de reprendre leur étude de projet. Or, dans ses papiers, elle ne trouve que la version refusée. Les femmes s'évertuent à dire qu'elles lui ont remis la nouvelle version et, mieux, qu'elles en ont discuté avec elle lors de son dernier passage à Mbour.

Après quelques explications, Bougouma se souvient : oui, elle en a parlé avec les membres. C'est d'ailleurs pourquoi elle a demandé de préparer un chèque en leur nom mais, au moment de sortir le projet, elle s'est rendue compte qu'elle n'a jamais reçu la version révisée du document. Elle ne peut pas financer le groupe sur la base d'une étude de projet rejetée par son conseil. La discussion dure encore quelques minutes pendant lesquelles l'agent fouille partout dans ses dossiers pour retrouver cette version du projet que les femmes disent lui avoir remis mais en vain. Elle doit admettre qu'elle l'a perdu, tant elle a des papiers et aussi parce qu'elle a mal travaillé la dernière fois.

La dernière fois qu'elles se sont parlé, les femmes n'avaient pas respecté l'ordre de passage et on lui a donné trop de choses à la dernière minute. Elle ne se souvient pas de tout ce qu'elle a reçu depuis. Les esprits commencent à s'échauffer. Les femmes du groupe ne sont pas contentes : elles sont là depuis ce matin et n'auront pas leur chèque ce jour-là. Bougouma ne dit plus rien. Les

---

<sup>53</sup> « Nous aimons Xadim ». Xadim Mbacké est un chef religieux célèbre au Sénégal.

femmes refusent de quitter la chambre. Certaines la supplient, les autres boude. La trésorière de Sopp Xadim lui fait remarquer que ce n'est pas juste de les traiter ainsi puisque c'est elle qui est fautive.

Bougouma demande alors aux femmes si elles ont une copie de la nouvelle version. La présidente répond par la négative. Elle sort de son boubou tout ce qu'elle a comme papiers, le tout enroulé et tenu par un élastique. Elle enlève l'élastique et éparpille tous les papiers sur la table devant Bougouma en insistant qu'elle a donné la seule copie qu'elle avait à la FDEA. Bougouma commence à regarder les documents pêle-mêle. Il y a des photos des membres, des reçus de versements obtenus lors de l'ouverture du dossier, des photocopies des cartes d'identité, des photocopies de cartes de membre, les papiers du compte d'épargne et... le projet ! Bougouma trouve le document de trois minces pages, le lit. C'est une version du projet qui s'avère plus récente que celle qu'elle possédait.

Les visages commencent à se déridier, les sourires reviennent. On entend une femme remercier Dieu : leur journée ne sera pas vaine. Seule Bougouma reste sérieuse. Elle explique qu'elle a besoin de plus de sérénité pour travailler. L'incident est clos. Les femmes signent en plongeant leurs doigts dans l'encrier, prennent leur chèque de 300 000 francs CFA et partent en nous remerciant.

On comprend un peu comment d'autres gens, mal intentionnés, ont pu les leurrer. En fait, les femmes ne savent pas lire, comme la présidente qui ne savait pas ce qu'elle avait en main. Il est courant de voir quelqu'un à qui on demande un certain papier vider ses poches et nous demander de prendre ce qui nous intéresse.

Bougouma est contente de ce dénouement car la FDEA veut établir dès le début des relations de confiance avec les femmes bénéficiaires. Il y va de la survie du programme. Les femmes peuvent concevoir une relation harmonieuse uniquement lorsqu'elle est basée sur l'entente et la confiance mutuelle. Le processus de dialogue et de discussion est long mais finalement, tous se comprennent, comme le rappelle la présidente de l'ONG :

« En vérité, c'est la démarche qui a créé la relation de confiance. Il est vrai qu'on dit que, quand les femmes se parlent, elles s'entendent mais je crois que si on les avait



trompées comme les autres, elles n'auraient pas continué à venir vers nous. Mais bien sûr le discours est franc et elles savent où se trouve leur intérêt. » Soukeyna N. Bâ, directrice de la FDEA

Selon les femmes, il ressort des discussions que la confiance et l'amitié existent entre elles mais cette confiance n'empêche cependant pas chacune de faire ce qu'elle veut de son argent.

« Dans mon groupement, par exemple, nous sommes des mareyeuses. Nous vendons des poissons achetés directement à la jetée. Quand nous recevons notre argent, nous allons à l'arrivée des bateaux et là, nous achetons un bateau entier de poisson, toute une pêche. Souvent, cela varie entre 150 000 francs et 300 000 francs CFA. Ça dépend de la quantité. Ensuite, nous nous partageons le produit : chacune vend de son côté dans le marché et à la plage ou alors, souvent, nous vendons le tout immédiatement à un mareyeur en haut<sup>54</sup>. À la fin de la journée, après la vente, nous rassemblons l'argent, nous sortons le remboursement de FDEA, nous sortons notre bénéfice, nous mettons une partie dans notre caisse commune. Cela aussi dépend de ce que nous avons gagné et le reste, nous nous le partageons à part égale. Chacune rentre chez elle, avec sa part, et... « Libre à toi d'en faire ce que tu veux. » Voilà ce que nous avons décidé ensemble et voilà comment nous travaillons. Si tu veux épargner chez toi soit, si tu veux faire des bons repas pour ta famille soit, si tu veux faire un autre genre de commerce comme vendre des bijoux fantaisie que les femmes achètent à Dakar ou coudre des petits pagnes ou encore préparer de l'encens ou même crocheter des napperons... bref, à toi de voir. » Katy Sène, groupement Mbour Tefess (FDEA)

L'ONG, quant à elle, veille à ne pas imposer un choix de gestion aux groupements bénéficiaires. Le dialogue en dépend. Elle s'entend donc avec les femmes sur le fait que chacune des membres est libre de faire ce qu'elle veut tout en étant garante de l'union du groupe. Cet aspect, l'ONG l'a compris. Elle considère le groupe comme une personne morale et en fait son interlocuteur principal.

« Nous, c'est le groupe qui est important. D'abord, parce que c'est cela qui nous sert de garantie pour le remboursement de l'argent mais il se trouve que les groupes travaillent comme ils veulent en leur sein. Certains préfèrent mettre en place un seul projet. Si elles ont envie de mettre en place une boutique, c'est leur choix et c'est à elles de voir qui va gérer, faire les marchés, qui va vendre, etc. mais il y en a d'autres, comme les femmes qui sont dans les marchés. Elles se regroupent par profession (disons les vendeuses de poissons ou les vendeuses de céréales, etc.). Là, elles ont besoin d'avoir individuellement l'argent mais c'est une entente collective. Nous, on étudie le projet, on voit le besoin financier de chaque membre mais on donne l'argent collectivement et devant tout le groupe. Maintenant, c'est à la présidente d'aller retirer le chèque mais le groupe sait qu'elle a reçu le chèque parce qu'on le lui a donné devant toutes les membres. Après, elle va donner à chacune sa part et c'est à elle d'aller collecter le remboursement à la fin du mois. Nous, on ne rentre pas dans le remboursement individuel de peur de gâcher la bonne communication entre nous et, s'il y a un problème, c'est l'ensemble du groupe qui est pénalisé aussi. »  
Soukeyna N. Bâ, directrice de la FDEA

Il est 19H37 quand Bougouma finit le dernier dossier. Aïda vient lui dire qu'il est trop tard pour organiser la séance de questions sur le réseau Djambar. D'ailleurs, les femmes ne restent pas : elles rentrent dès qu'elles obtiennent leur chèque. « Ce sera alors remis à une autre rencontre et celle-là devra porter uniquement sur ce sujet, » décide Aïda. Après cette déclaration, elle retourne rejoindre ses neveux et nièces dans la cour, en compagnie de sa sœur et du mari de celle-ci.

Bougouma range ses affaires dans la chambre. Elle discute de la journée avec Khady et Ndeye, des personnes-relais. Elles parlent aussi de se dépêcher de trouver un local qui servira de bureau à la FDEA, car « On ne pas toujours venir envahir la maison de la famille Guèye. Les temps sont durs pour tout le monde, » rappelle-t-on. Bougouma explique que l'ONG attend que l'agence immobilière lui propose quelque chose de correct. En attendant, elle appelle Mandire et lui donne

---

<sup>54</sup> Le haut désigne ici les poissonniers établis en commerce qui ont des unités de transformation ou de congélation. Le haut est différencié du bas c'est-à-dire de la plage, où les bateaux arrivent directement de la pêche.

de l'argent pour la remercier de l'hospitalité et l'aider dans les dépenses. Cette dernière la remercie, lui dit qu'il ne fallait pas et prend les billets.

Dehors, le mari de Mandire nous propose de venir boire le thé avec eux. Bougouma refuse : « Il faut qu'on prenne la route. Dakar est à cent kilomètres. » M. Guèye insiste alors pour qu'on attende la prière du Maghreb<sup>55</sup>. Le groupe accepte cette invitation et part après avoir prié le Maghreb avec les Guèye.

### **4.3.2 Le cas ANGPF**

#### **4.3.2.1 Le site Toubatoul**

La rencontre entre l'Association nationale des groupements féminins (ANGPF) et les femmes de Toubatoul est une des premières du genre car l'ANGPF en est au tout début de ses activités. Le village de Toubatoul fait partie de la région de Thies et se situe à quelques quatre-vingt kilomètres de Dakar. Nous arrivons donc à Toubatoul à 14H avec la délégation composée de Dieynaba et Ndeye N'diaye, deux représentantes de la structure exécutive de l'ANGPF, et de Mme Diallo, représentante du ministère de la Femme qui est là comme invitée mais aussi comme conseillère. En effet, le ministère de la Femme accompagne les premiers pas de cette ONG qu'elle a aidée à mettre en place. Ici, nous avons observé un dialogue en construction pour le fonctionnement de l'ANGPF.

#### **Les préalables**

Sur place, la délégation est attendue. Fatou, la présidente du groupement des femmes, avait prévu l'heure de notre arrivée car c'est elle-même qui l'avait choisie après consultation avec les femmes de son groupe. Selon une expression bien connue du Sénégal, « la matinée est étroite » : la matinée est un moment très juste en égard aux activités des femmes, à toutes les tâches ménagères qui leur incombent et qui se font le matin (notamment le pilage du mil, le puisage d'eau sans compter la préparation du repas de midi<sup>56</sup>). Ainsi, quand Dieynaba a appelé pour proposer la date et l'heure de la causerie, les femmes ont répondu de la tenir

<sup>55</sup> Une des 5 prières du jour, celle de la tombée du jour. Il est mal, par superstition, d'être dehors ou en route au moment où le soleil disparaît pour se confondre avec l'horizon.

l'après-midi pour avoir plus de temps. Fait rare, le convoi arrive à l'heure dite. Les femmes de Toubatoul en sont un peu étonnées car, en effet, la ponctualité n'est pas vraiment une caractéristique majeure des Sénégalaises.

L'accueil avait été organisé de façon simple et sans tapage. Les femmes du groupement viennent, avec la présidente, nous saluer à la descente des voitures. Les enfants aussi sont de la partie : ils courent partout, soulèvent la poussière et chahutent. La présidente fait les présentations. Toutes les « personnalités » du village sont présentes : la trésorière du groupement, la secrétaire (bref, le conseil d'administration au grand complet) et aussi quelques hommes dont le chef du village, l'imam<sup>57</sup>, le boutiquier<sup>58</sup>, l'agent du développement rural<sup>59</sup> et le griot.

La dirigeante de la délégation, Dieynaba, connaît déjà tous ces gens car, comme les autres membres de la délégation, elle n'en est pas à son premier voyage à Toubatoul. Même si elles sont moins familières avec certains d'entre eux, elles avaient quand même toutes rencontré la présidente du groupement dans des réunions précédentes (la présidente du groupement de Toubatoul fait partie des femmes les plus dynamiques de la fédération.). Les salutations ne finissent pas. Le chef du village demande si la délégation a fait bon voyage. Il prend des nouvelles de la ville pendant que nous avançons vers la place centrale où se situe la case foyer<sup>60</sup>.

Bath Mbaye, le griot, crie fort :

« Bienvenue ! Vous êtes ici chez vous. Tout le village de Toubatoul vous dit bienvenue. Hommes, femmes, enfants, vieux, jeunes, tous vous souhaitent la paix, la santé et vous font leurs amitiés. Femmes qui valent mieux que les hommes ! Vous, vous n'avez pas peur de suer, de vous casser les ongles, vous ne craignez ni les reptiles, ni les lézards. » Griot (ANGPF)

Tout le monde rit. Le griot joue là un de ses rôles privilégiés : détendre l'atmosphère afin de mettre les gens en confiance et à l'aise. Lui, n'a aucun

---

<sup>56</sup> Le repas de midi est le repas principal au Sénégal, sa préparation prend en moyenne quatre heures.

<sup>57</sup> Le guide religieux qui dirige la Prière dans la Mosquée.

<sup>58</sup> Comme dans beaucoup de villages, le groupement a initié une boutique communautaire tenue souvent par un garçon du village.

<sup>59</sup> Un personnage qu'on retrouve dans tous les village qui distribue semences et conseils aux cultivateurs.

instrument. Il utilise uniquement la parole, sa voix, pour parler fort, capter l'attention des gens et transmettre son message dans tout le village. Les griots sont des animateurs traditionnels que les organismes œuvrant auprès des villageoises ont appris à côtoyer et à utiliser pour une meilleure communication avec leurs clientes.

« Les modes de communication traditionnels existent toujours, ils ont leurs avantages. Ils ont bien sûr leurs inconvénients. Les communicateurs traditionnels, nous, par exemple, dans notre pays, on les a mis en exergue ces derniers temps parce qu'ils savent véhiculer les messages. Ils savent se faire écouter. Quand ils sont dans un baptême, tu sais qu'au baptême,... tu ne peux pas inviter la télévision ou la radio mais quand tu invites le communicateur traditionnel, aujourd'hui, dans tous les baptêmes (même dans les chants religieux), ils passent des messages sur le programme élargi de vaccination, sur la scolarisation des filles, sur la lutte contre l'excision, sur les droits de la femme et de l'enfant parce que nous les avons formés. Nous avons pris des communicateurs dans tous les départements. Nous les avons pris à plusieurs occasions : à Saly, au Méridien Président<sup>61</sup> et aujourd'hui, ils ont amélioré même leur capacité pédagogique mais surtout leur capacité technique. Avant, ils ne savaient pas qu'un enfant devait être vacciné à temps régulier mais maintenant, ils le savent et ils interrompent même les baptêmes et les chants religieux pour en parler et cela est très important. » Aminta Mbengue N'diaye, ministre de la Femme

Le succès des animateurs traditionnels est dû à leur capacité de se faire comprendre des femmes. Ils utilisent des méthodes de communication maîtrisées par les femmes et compréhensibles de toute personne issue du milieu traditionnel. Les griots sont aussi des gens qui tiennent au respect des traditions et savent comment maintenir les liens sociaux. À l'origine, leurs discours étaient très flatteurs, voir laudatifs.

---

<sup>60</sup> La case foyer est une case construite pour les femmes du village par le ministère de la Famille. Elle sert de lieu de réunion, de formation et de garderie d'enfants.

<sup>61</sup> Ce sont des hôtels où on organise des séminaires.

« Disons que, du point de vue communicationnel, les femmes ont tout un système traditionnel donc nous, on a rien inventé. On se base sur ce qui, traditionnellement, existait en matière de communication parce que c'est la meilleure manière de les aborder, parce que c'est cela qu'elles comprennent. Donc, elles ont leur système et aujourd'hui, on a les communicateurs traditionnels que sont les griots qui, en général, ont vraiment tout un art de communiquer. Ils savent qu'est-ce qu'il faut dire et comment il faut le dire et à quel moment il faut le dire pour que la personne perçoive bien ton message. Donc, nous, on travaille beaucoup avec ces gens-là et je crois que c'est une méthode qui facilite beaucoup. Quand les femmes arrivent, elles sont déjà préparées par ces griots. Elles ne viennent pas seulement pour recevoir de l'argent. Elles viennent donc pour faire partie d'un réseau, d'un réseau de gens qui, économiquement, sont actifs, d'un réseau de gens qui veulent faire passer leurs messages à la société et, par-delà, faire partie d'une force économique.»  
Soukeyna N. Bâ, directrice de la FDEA

Tous ne sont cependant pas d'accord sur le rôle des griots, notamment sur l'animation à outrance qui consiste à chanter et danser lors des rencontres à caractère professionnel. La présidente de l'ANGPF, entre autres, estime que c'est là une perte de temps :

« Je dirais qu'en vérité, les femmes peuvent laisser tomber ces habitudes parce que les mentalités évoluent très lentement. Cela demande une certaine évolution pour prendre conscience de toutes ces choses qui nous retardent. On a vu que les chants et danses ne font que nous retarder. C'est du temps de perdu ; on pourrait bien occuper ce temps à discuter de sujets ou à apprendre des connaissances qui concourent à notre développement et à notre promotion. Cela n'a rien à voir avec le communicateur traditionnel qui est formé pour diffuser des messages importants pour la cause des femmes. Je parle de ces hommes et femmes griots qui passent leur temps à faire les louanges dans les manifestations et les réunions. Ça ne sert à rien de savoir que mon grand-père était un guerrier ou que mon aïeule était la plus belle femme du village que s'arrachaient les hommes. Qu'est-ce que cela peut me rapporter aujourd'hui de le savoir? Qu'est-ce que ça peut rapporter à mes enfants? Il faut que ces laudateurs changent de registre et donnent des messages utiles plutôt que de nous faire perdre notre temps. Je peux te donner

l'exemple de la dernière Quinzaine de la femme. Le thème était Santé de la mère et de l'enfant et quiconque entend les chants que les griots ont fait à cette occasion en tirera bénéfice et connaissance car on les a employés à bon escient. Les messages étaient du genre « Il faut aller en visite prénatale, faut boire de la nivaquine contre le paludisme, faut accoucher au dispensaire plutôt qu'à la maison pour avoir un accouchement assisté, faut vacciner ton bébé,» etc. Ce sont là des messages utiles pour les femmes et les groupements féminins. C'est pourquoi, dans notre mission, on incite les GPF, à la base, à initier des causeries dans les cases foyers qui diminuent et vont à terme abolir les chants et danses dans les réunions et conférences pour le développement. » Adja Khady Ndaw, présidente de l'ANGPF

### **Les préalables**

À Toubatoul, c'est le griot qui déclare que le convoi va d'abord passer saluer la doyenne du village avant de regagner le lieu de la réunion. Dieynaba et sa suite sont d'accord. De toute façon, c'est un rituel que respectent tous ceux qui viennent au village (la doyenne a près de cent ans). C'est aussi une marque de politesse à l'endroit des enfants de la doyenne dont fait partie un des messieurs qui secondent l'imam.

### **Mise en contexte de l'espace de la palabre**

Les femmes se regroupent dans la case foyer de leur village où des bancs en bois ont été posés tout autour de la salle et adossés aux piliers qui soutiennent la case. D'habitude, elles préfèrent s'asseoir sur les nattes étalées à même le sol et les bancs sont entassés sur le bord de la case. On ne les range que pour la classe d'alphabétisation. Les femmes causent en attendant l'arrivée de la délégation.

Chez la doyenne, cela se passe comme d'habitude. Dieynaba entre avec les deux autres dames et le fils de la doyenne les introduit pour transmettre nos salutations. Les autres restent sur le pas de la porte mais, quand on dit « Prenez la bénédiction », tout le monde ouvre ses mains en signe de prière. Au bout de

quelques temps, on porte ses mains à sa figure en signe de réception en disant « Amen ». La vieille a prié pour nous<sup>62</sup>.

Cette formalité remplie, les choses peuvent commencer. Le griot mène toujours la marche et il n'arrête pas de faire rire l'assistance. Dans la case, la disposition était faite de telle sorte que les invités et les femmes du village se mélangent. On voyait bien qu'il n'y avait là aucun protocole car, d'habitude, on donne aux hôtes des places bien en vue, en hauteur.

La présidente du groupement, Fatou, est la première à prendre la parole, encore pour souhaiter la bienvenue. Ensuite, elle explique brièvement l'objet de la causerie. On comprend qu'elle ne fait que réitérer quelque chose dont elle a déjà parlé avec ses consœurs. Dans son discours, elle utilise souvent des expressions comme « comme je vous l'avais dit ». On suppose donc qu'elle a déjà discuté avec les femmes.

L'objectif de la réunion est de parler de cette nouvelle ONG qu'est l'ANGPF, de son mode de fonctionnement et des attentes des femmes de Toubatoul par rapport à leurs activités économiques. Fatou commence par une mise au point :

« Dieynaba et sa suite sont ici pour nous entendre, pour échanger avec nous de la meilleure façon, de mener à bien nos affaires car, il ne faut pas l'oublier, cette ONG est la nôtre. Nous l'avons pensée, nous l'avons mis en place. Donc, c'est à nous de la faire fonctionner. »  
Fatou (ANGPF)

Le griot, la seule personne debout au centre de la case, s'écrie « C'est vrai, tu as parfaitement raison. Écoutez-la, elle dit des choses importantes. » Il ne veut pas s'asseoir. En restant debout, il peut intervenir à tout moment dans le débat sans avoir à demander la permission.

### **Quelques principes de base**

Fatou lui fait signe de la main pour lui demander de faire silence. Elle continue, toujours en wolof, en disant que c'est là le seul thème général à l'ordre du jour. Seulement, il est assez vaste et pourrait prendre des jours et des jours de

<sup>62</sup> Au Sénégal, les vieux musulmans sont considérés comme des sages dont Dieu entend et exhausse la prière.



discussions. Or, elles n'ont qu'un après-midi. Elle propose donc une certaine discipline : que les gens évitent de parler en même temps, qu'ils s'écoutent et que celle qui veut intervenir attende que sa camarade ait fini.

Elle demande aussi d'éviter de blesser et d'insulter l'oratrice en fustigeant systématiquement ses idées, même si elles paraissent saugrenues. La parole est alors laissée à tout le monde. Elle propose simplement, si l'assistance est d'accord, qu'on laisse d'abord les aînées, Mère Fall et Mère Samb, donner leurs points de vue. Fatou jette un regard à gauche, à droite. Des femmes murmurent au fond mais personne ne s'objecte. Elle consulte du regard Dieynaba qui semble d'accord. Elle fait signe à Mère Samb (la plus vieille) de commencer.

Avant que cette dernière ne dise un mot, le griot lance : « Deugeuleu<sup>63</sup>. Tu n'as pas failli à la tradition et à notre bonne éducation. De plus, nos vieilles mamans sont toujours de la partie. Vous avez toutes les raisons de les écouter. » Tout en disant cela, Bath ramasse un bâton pour éloigner les enfants qui viennent chahuter et déranger l'assistance.

La vieille dame commence par rendre grâce à Allah et remercie de l'honneur qu'on lui témoigne. Son avis est que l'ONG doit apporter aux femmes du village plus de moyens financiers pour diversifier leurs activités. La boutique marche mais elle ne suffit pas à dépanner tout le monde. Il y a encore beaucoup de produits qu'on n'y trouve pas. Les femmes ont besoin de faire leur petit commerce à elles pour utiliser à bon escient le temps qu'elles ont gagné en acquérant des machines d'allégement des tâches ménagères. Mère Samb apprécie beaucoup les efforts du gouvernement pour offrir aux femmes de Toubatoul le moulin à mil qui les a beaucoup aidées dans leurs travaux.

D'une voix vieille, elle se souvient que, de son temps, les femmes passaient toute la soirée à piler le mil pour le repas du lendemain car il fallait gagner du temps lorsque confrontées à toutes les autres activités du matin allant du ménage de la concession aux travaux des champs. Il faut concasser les grains de mil, les nettoyer de tous leurs épis, piler le mil, le passer au tamis, le piler de nouveau, le passer au tamis une seconde fois, bref répéter l'opération autant de fois que nécessaire jusqu'à l'obtention d'une poudre lisse et blanche si on veut réussir le

couscous<sup>64</sup>. Cette activité pouvait durer facilement quatre heures. La vieille dame répète que ses enfants n'ont aujourd'hui qu'à passer les grains dans la broyeuse. Ensuite, elles les lavent à fond avant de les mettre dans la machine à moude qui donne en cinq minutes une belle poudre blanche.

Une salve d'applaudissement vient confirmer ce que la vieille dit. Mère Samb sourit et répète qu'à son avis, une ONG ne doit pas oublier sa fonction d'aide et de soutien même si cette structure n'est pas étrangère et qu'elle appartient aux femmes du Sénégal. On passe ensuite à Mère Fall :

« Je n'ai pas grand chose à ajouter, » commence-t-elle.  
 « Je crois que Marie a raison de dire que nous voulons faire du commerce comme les femmes de Dakar. Ici, par la grâce de Dieu, nous avons eu beaucoup d'acquis en ce qui concerne la réduction du temps de travail dans la maison mais il reste que, si rien n'est fait, les femmes vont passer leur temps à dormir et ça, ça n'aide pas une famille. Il faut de l'argent. Comment? En travaillant pour pouvoir demain payer les études de nos enfants, organiser des opérations de vente de notre bétail comme la zone est une zone pastorale, etc. Nous comptons donc sur vous [en désignant du doigt Dieynaba], que nous avons mise à la tête de cette ONG pour nous montrer le chemin et nous conseiller mais nous comptons aussi sur les envoyés d'Aminta Mbengue<sup>65</sup> pour nous aider à trouver des financements. »

« Dogoumala<sup>66</sup>, » dit une femme derrière Mère Fall. Tous les visages se tournent vers elle. La dame continue :

« Si on vous a mis à la tête de la structure, c'est pour que vous soyez plus au courant que nous des possibilités qui s'offrent. Il n'est un secret pour personne ici que ce dont nous toutes on a besoin, c'est du nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent! Alors ne venez pas nous renvoyer la question « Qu'est-ce qu'on doit faire? » Moi, je crois qu'avec l'aide du ministère, vous devez savoir où appliquer pour des financements, qui solliciter pour trouver de l'argent pour démarrer nos activités au plus tôt. Une chose est

<sup>63</sup> « D'accord, c'est vrai » en langue wolof.

<sup>64</sup> Le couscous de mil est le repas de base dans les villages sénégalais.

<sup>65</sup> Ministre de la femme, de la famille et de la solidarité nationale.

<sup>66</sup> « Je ne te coupe pas » en wolof.

sûre : je crois qu'on ne peut plus rien attendre de majeur de la part de l'État, n'est-ce pas? Alors... »

« Attend, attend ! » Des voix fusent de partout. Le débat vient de prendre une tournure de véritable discussion chaude. Dieynaba intervient pour calmer le jeu tandis que le griot demande aux femmes de s'écouter les unes les autres en faisant de grands gestes et en interpellant certaines par leur nom. Dieynaba offre une rapide réponse à l'intervention de la dame :

« Le but est de trouver des solutions en commun, de confronter nos points de vue et de partager nos attentes pour cette structure. Personne ne retourne la question à personne mais il n'est pas normal non plus que seul notre avis compte. Si on le faisait, vous seriez les premières à nous le reprocher. » Dieynaba (ANGPF)

Et la discussion de reprendre de plus belle. Les mêmes avis reviennent ; on voit bien que ce qui intéresse au premier chef les femmes, c'est l'argent. Une dame, Oulimata, demande la parole :

« Excusez-moi mais je veux ajouter quelque chose de très important. L'ONG doit voir comment travaillent les autres structures du genre et s'en inspirer. À mon avis, c'est cela la solution. Il y a un bureau élu, il faut que ce bureau coopère avec d'autres ONG et nous assiste aussi bien pour le côté formation à la gestion que pour le côté implantation de nos micro-entreprises. Tout ce que nous voulons, c'est pouvoir voler de nos propres ailes. » Oulimata (ANGPF)

Dans le fond, les positions ne divergent pas tellement de celle d'Oulimata mais, dans la forme, on a toujours l'impression que celle qui vient de prendre la parole allait dire quelque chose de nouveau. Elles saluent toutes l'auditoire puis remercient le Seigneur et leurs parents d'être là, cet après-midi, « pour contribuer à la causerie ».

On aurait dit une formule apprise à l'école : la majorité prend la parole de cette façon. Les femmes, de plus en plus, lèvent la main pour signifier à celle qui parle qu'il est temps de céder la parole. Ont-elles appris à lever le doigt à la classe

de l'alphabétisation? C'est possible car, traditionnellement, la personne qui veut prendre la parole la prend simplement en s'excusant de couper la parole à l'autre. Ici, la parole passe d'une femme à une autre comme si un ordre était établi. Elles se font aussi des signes de tête et des signes des yeux pour marquer leur accord.

La position de la majorité est que l'ONG doit ouvrir des guichets dans les villages mêmes pour accorder des crédits afin d'aider les femmes à démarrer leurs commerces. Un tel guichet a l'avantage d'être plus proche des clientes et d'être une activité d'autogestion pour le groupement féminin.

Trois femmes assises devant parlent beaucoup, comme il y a, derrière, des femmes qui ne disent rien de tout le débat. Elles se contentent de sourire, d'applaudir, de rire. Bien sûr, certaines sont gênées de parler en public, elles ne sont pas à l'aise. Nous pensons que c'est là la cause de leur silence. Ndeye et Mme Diallo ne cessent d'inviter les autres femmes à donner leur avis car il est important, selon elles, de brasser le maximum d'idées pour finalement choisir les meilleures.

### **Construction de sens en paroles**

Cette causerie est une des premières discussions que l'ANGPF organise mais il ne faut pas oublier que l'organisme ira ensuite par petits groupes rencontrer tous les groupements féminins du pays et c'est seulement à la fin de ces causeries que les idées majeures seront retenues pour le développement de l'organisation. Ndeye donne l'exemple des femmes de son village de Ndoukoumane qui veulent creuser des nouveaux forages voués exclusivement à l'agriculture et au pâturage. Les forages déjà en service seraient alors réservés à la consommation humaine.

Des trois femmes de la délégation, seule Mme Diallo a un carnet et note les différentes positions des oratrices. Les autres se contentent d'écouter et de hocher la tête.

Beaucoup de femmes veulent témoigner des difficultés qu'elles rencontrent quand elles vont demander des prêts. La condition qui revient souvent est celle de la garantie. Or, elles n'ont pas de garanties à présenter, n'ayant pas de terres à leur nom (les hommes se sont en effet partagé la plupart des bonnes terres). Chacune relate un événement qui lui est arrivé personnellement ou qui est arrivé à

quelqu'un qu'elle connaît. Les femmes qui se trouvent à la case foyer aujourd'hui veulent ainsi démontrer qu'elles savent de quoi elles parlent.

On a en vérité du mal à rattacher ces témoignages au thème général de la causerie d'autant que ces femmes les offrent non pas en guise de questions mais plutôt de contributions au débat. À bien y réfléchir, même si ces narrations paraissent hors-sujet, elles démontrent pourquoi la plupart des membres du groupement pensent qu'en se constituant en ONG, les femmes pourront prétendre beaucoup mieux aux terres et à tous les avantages donnés aux habitants du monde rural.

La causerie des femmes de Toubatoul est animée. De temps en temps, quelqu'un se lève, va chercher de l'eau ou son enfant qui pleure. En fait, la réunion n'empêchait pas de faire ce qui doit être fait. Il y a une bonne écoute de la part des membres de la délégation car, généralement, les intervenantes s'adressent principalement à elles, même si les oratrices se parlent aussi entre elles. Elles évoquent souvent des événements connus du village :

« Si vous vous souvenez, l'année où on a voulu faire l'opération tabaski<sup>67</sup>, on a eu des refus de prêts de la part de tout le monde, même que c'est la madame hollandaise<sup>68</sup> qui venait acheter les fruits ici qui nous avait un peu aidées. Et tu te souviens que Khady Diop a perdu son père. La plupart d'entre nous n'avaient rien gardé pour la soutenir dans le deuil. Il nous a fallu prendre le fond de caisse, etc.» Oulimata (ANGPF)

« Oui, tu as parfaitement raison, » lance une autre. Du fond de la salle, une voix s'élève. C'est Sala qui veut ajouter quelque chose. On le lui permet :

« Je crois justement qu'il faut aussi arrêter de trop dépenser pour les cérémonies familiales : mariages, deuils ou baptêmes. C'est du gaspillage! On doit penser notre ONG comme un outil de développement mais aussi comme un outil d'éducation et de changement des moeurs. Quand on donnait le fond de caisse, l'année dernière, à Khady, je n'étais pas d'accord mais comme c'était la volonté de la majorité, je m'y suis ralliée mais je trouvais cela absurde. Khady Diop sait très bien que je n'ai rien

<sup>67</sup> Une opération de vente de moutons à l'occasion de la fête musulmane de l'Aid el Kebir qui implique un sacrifice de mouton.

<sup>68</sup> Les femmes travaillent avec une Hollandaise qui exporte les fruits et légumes séchés par les femmes.

contre elle mais il faut dire la vérité : on n'a pas besoin de centaines de mille francs pour enterrer son père! On aurait pu donner chacune ce qu'on a et l'aider physiquement pour l'accueil et l'hospitalité de sa famille mais alors râcler notre fond de caisse, c'est trop! En tout cas, si on doit faire pareil avec l'argent de l'ONG, je ne suis pas d'accord et je le dis tout de suite. » Sala (ANGPF)

« Hey Sala, hummm! » fait sa sœur assise à côté d'elle en portant la main à la bouche, lui faisant signe de se taire. Sala maintient ce qu'elle dit ; elle rouspète maintenant tandis que les autres cherchent à répondre. Ouli réplique : « La caisse est faite pour cela. On a promis de s'entraider, la caisse est faite pour servir dans de pareils cas. » « Oui, mais Sala a raison. S'il y avait encore des cotisations, soit, mais tout le monde avait déjà pris sa tontine. Il n'y avait là que le fond de caisse, » lance Mère. « Ce n'est pas l'objet de notre discussion, c'est du passé. En plus, l'année dernière, personne ne s'est objecté. Seule Sala avait émis des réserves, » dit Oulimata. Et Sala (ANGPF) de reprendre :

« En tout cas, je le dis en guise de prévention. L'argent de notre ONG, même si le guichet est ici, devant la porte de cette case, là [elle pointe l'entrée de la case], que personne ne s'attende à en bénéficier pour organiser des cérémonies. Si, par contre, tu fais ton commerce, tu gagnes ton argent, là, tu peux le dépenser comme tu l'entends! »

Dieynaba cherche à arrêter la polémique. Elle tape sur sa chaise : « Écoutez-moi ! De toute façon, avec Fatou, vous allez discuter de cela entre vous, après. Il est 18h, nous devons rentrer à Dakar. Donc, je vous propose un tour pour conclure et retenir les idées majeures, OK? »

### **Résumé et consensus**

La présidente du groupement qui ne s'est pas faite beaucoup entendre pendant la rencontre demande alors à conclure. Elle remercie tout le monde et, bien sûr, s'engage à continuer la réflexion avec les femmes du village. Si de nouvelles idées importantes émergent, elle le fera savoir au personnel de l'ONG. Elle croit par ailleurs qu'il est effectivement important de mettre l'accent sur l'accès au crédit pour les femmes et sur la création des micro-entreprises.

Selon elle, les femmes devraient pouvoir voyager, aller à l'extérieur pour acheter des marchandises, de l'or et venir le revendre. Elles devraient pouvoir se payer des biens, avoir accès à des terres fertiles où elles vont faire travailler leurs grands garçons. Elles devraient aussi pouvoir bâtir une école de six classes pour leurs enfants afin de les avoir à l'école sans devoir s'en séparer. Toutes ces réalisations sont des attentes qu'elles ont vis-à-vis l'ONG. Dans les confidences des femmes, on peut voir que leurs priorités sont souvent liées à des préoccupations qui leur sont bien familières. Elles touchent à la religion, au bien-être familial et à la survie du groupe :

« On a mis en place un système qui fait que chaque mois, quand elles remboursent, elles déposent une partie de leurs bénéfices comme épargne. Au bout de deux ans, elles ont x francs dans la caisse pour s'engager dans des investissements autres, comme le bâtiment ou les grands voyages qu'elles ne peuvent pas faire (comme la Mecque qui est une préoccupation pour toute femme musulmane), etc. Donc, vraiment, cette épargne leur permet de régler des tas de problèmes et comme, elles disent, elles n'ont jamais espéré dans leur vie pouvoir épargner même 500 000 francs. Aujourd'hui, elles se retrouvent avec 2 millions, 3 millions tout en pouvant continuer à travailler et ça, c'est fondamental. » Soukeyna N. Bâ, directrice de la FDEA

L'assistance semble avoir bien apprécié le résumé de la présidente. On entend des applaudissements, l'assistance est d'accord. Malgré le caractère « chaud » de la discussion, l'entente est rétablie et un consensus, atteint, car c'est cela qui compte le plus pour ces femmes. Elles nous le disent d'ailleurs :

« Les décisions se prennent souvent par consensus parce que chacune a un atout sur l'autre, les gens ne sont pas tous pareils. Les femmes non plus, mais chacune d'entre nous a un point fort, une expertise qu'elle peut faire valoir. Il y en a qui pêchent, d'autres construisent, d'autres font des briques qu'elles vendent, d'autres font de la couture. Il y a les commerçantes. Le secteur informel marche, l'artisanat aussi, donc tout cela mis en commun devrait permettre à chacune de faire valoir son expertise, de parler en connaissance de cause et de pouvoir donner son avis sur un meilleur développement de son secteur. Elles ont quand même des visions d'avenir pour asseoir un développement durable dans lequel chacune d'entre nous

se reconnaît. Le débat ne se fait pas juste au niveau du sommet. Au contraire, il part de la base. Les femmes des villages sont les premières à réfléchir sur leur devenir. Elles en parlent au sein de leur GPF de base et ensuite, le débat monte au niveau national en passant par les conseils ruraux, les conseils municipaux et les conseils régionaux. »  
Adja Khady Ndaw, présidente de l'ANGPF

En fait, il y a peu de débats. Les femmes discutent autour d'un sujet avec la possibilité pour chacune d'exposer ses idées, son point de vue et ses préoccupations. Ce qui est fustigé dans ces rencontres, c'est la pensée unique.

« Les femmes demandent à avoir accès aux crédits. Nous prenons les décisions au sein du bureau, comme d'habitude, mais, bien sûr, la pensée unique n'est pas de mise. La pensée d'un seul n'est pas souhaitée car, quand on dirige une communauté, il faut toujours veiller à rassembler la pensée de tout un chacun, d'en faire l'analyse pour retenir l'essentiel. C'est ce qu'on appelle le dialogue. Chacun doit pouvoir exprimer son avis et on tient compte de son avis mais, ensuite, le résultat sera quelque chose de pensé par tous et pour tous. » Adja Khady Ndaw, présidente de l'ANGPF

Pour terminer la réunion, le griot se met à chanter une chanson traditionnelle parlant de la bravoure des femmes qui ont joué un rôle lors de la résistance face au colonialisme. L'assistance tape des mains et tout le monde rit dans un grand bruit de bancs accompagné des cris des enfants. La délégation retourne aux voitures et les hommes sortent de la mosquée pour venir nous dire au revoir. Il y a là les mêmes qu'à l'arrivée. L'imam dit une courte prière pour nous permettre de faire bonne route.



## **CHAPITRE CINQ :**

### **L'ANALYSE DES DONNÉES**

## **5.1 LES SIMILITUDES ET LES DIFFÉRENCES AVEC LE MODÈLE THÉORIQUE**

En appliquant la grille d'analyse du dialogue (voir tableau 1) élaborée au chapitre du cadre théorique, nous avons constaté que le dialogue à l'africaine pratiqué par les Sénégalaises des associations féminines est une forme conversationnelle de type irénique. Il est basé en grande partie sur le vécu des femmes et sur leur mode de communication habituel, traditionnel. Dans les deux cas étudiés, nous avons constaté que le dialogue ne portait pas forcément sur un débat avec thèse et antithèse mais sur une approche qui commande l'intervention de chacun et qui mène à l'entente finale ou le consensus.

Dans les sites FDEA, nous avons surtout assisté à des discussions procédurales lors des opérations de financement aux GIE de femmes tandis qu'avec l'ANGPF, nous avons vu comment se construit un dialogue entre les femmes des GPF et les ONG d'aide au développement pour l'élaboration d'un projet commun. Nous allons voir dans ce chapitre, en deux sections, les similitudes et les différences entre les données et le modèle proposé de dialogue à l'africaine (voir les tableaux 2,3,4). Nous allons également voir les différences entre les deux sites.

Les interactions communicationnelles que nous avons observées avec les équipes de FDEA de l'ANGPF sur les sites ressemblent toutes à des séances de conversation et d'échanges qu'on peut observer lors des cérémonies familiales au Sénégal. À première vue, on ne pense pas qu'il s'agit de rencontres à caractère professionnel. Les femmes parlent entre elles, elles font du bruit, elles rient, elles causent. Dans le cas de FDEA où les femmes venaient prendre de l'argent destiné à les aider pour monter leur micro-entreprise, la plupart connaissaient déjà les procédures. Elles passaient assez vite, posaient certaines questions, recevaient les réponses des agents sans forcément les discuter et s'en allaient.

Les discussions avec les agents se faisaient sur un ton amical voire familial comme à Mbour entre Bougouma et les clientes de cette ville regroupées chez Mandire Guèye.

**Tableau 2 Aspects conceptuels du dialogue**

<b>Domaine</b>	<b>Variable</b>	<b>FDEA</b>	<b>ANGPF</b>
<b>Modèle du dialogue</b>	Irénique	X	X
	Agonique	-	-
	Conversational	X	-
<b>Respect des valeurs</b>	Politesse	X	X
	Droit d'aînesse	X	X
<b>Finalité</b>	Maintien du lien social	X	X
	Réconciliation	-	-
	« Gestion de la face »	-	-
	Création de sens	X	X
	Construction de l'organisation	X	X
	Recherche du consensus	-	X
	Perpétuation de la tradition	-	X

**Tableau 3 Fonctionnement du dialogue**

<b>Domaine</b>	<b>Variable</b>	<b>FDEA</b>	<b>ANGPF</b>
<b>Contexte (lieux)</b>	Arbre	X	-
	Place publique	X	-
	Place privée	X	X
	Lieu sacré	-	-
<b>Temps</b>	Compté	-	X
	Pas compté	X	-
<b>Rôles</b>	Griot animateur	X	X
	Chef	X	-
	Aînés	X	X
	Experts, agents de communication	X (plus ou moins)	-
	Auditoire	X	-

**Tableau 4 La dimension communicationnelle du dialogue**

Langage	Langue nationale	X	X
	Proverbes	X	X
	Métaphores	X	X
	Langage non verbal, gestuel	X	X
	Chants et danses	X	-
	Applaudissements	X	X

**Tableau 2 Aspects conceptuels du dialogue**

<b>Domaine</b>	<b>Variable</b>	<b>Dimension</b>	<b>FDEA</b>	<b>ANGPF</b>
<b>Modèle du dialogue</b>	Irénique	DA	X	X
	Agonique	DO	-	-
	Conversationnel	DA	X	-
<b>Respect des valeurs</b>	Politesse	DA	X	X
	Droit d'aïnesse	DA	X	X
<b>Finalité</b>	Maintien du lien social	DA	X	X
	Réconciliation	DA	-	-
	« Gestion de la face »	DA	-	-
	Création de sens	DO	X	X
	Construction de l'organisation	DO	X	X
	Recherche du consensus	DA / DO	-	X
	Perpétuation de la tradition	DA	-	X

PS : DA = dialogue africain, DO = dialogue organisationnel

**Tableau 3 Fonctionnement du dialogue**

<b>Domaine</b>	<b>Variable</b>	<b>Dimension</b>	<b>FDEA</b>	<b>ANGPF</b>
<b>Contexte (lieux)</b>	Arbre	DA	<b>X</b>	-
	Place publique	DA	<b>X</b>	-
	Place privée	DO	<b>X</b>	<b>X</b>
	Lieu sacré	DA	-	-
<b>Temps</b>	Compté	DO	-	<b>X</b>
	Pas compté	DA	<b>X</b>	-
<b>Rôles</b>	Griot animateur	DA	<b>X</b>	<b>X</b>
	Chef	DO	<b>X</b>	-
	Aînés	DA	<b>X</b>	<b>X</b>
	Experts, agents de communication	DO	<b>X</b> (plus ou moins)	-
	Auditoire	DA	<b>X</b>	-

**Tableau 4 La dimension communicationnelle du dialogue**

<b>Domaine</b>	<b>Variable</b>	<b>Dimension</b>	<b>FDEA</b>	<b>ANGPF</b>
<b>Langage</b>	Langue nationale	DA	X	X
	Proverbes	DA	X	X
	Métaphores	DA	X	X
	Langage non verbal, gestuel	DA	X	X
	Chants et danses	DA	X	-
	Applaudissements	DA / DO	X	X



Le dialogue instauré entre la FDEA et ses clientes des associations féminines est d'ailleurs plus conversationnel qu'irénique car il ne cherche pas à rétablir de façon pacifique deux positions opposées. Toutes veulent la même chose : la promotion des femmes des associations féminines, l'amélioration de leur bien-être qui passe par l'accès au crédit et la mise en place de leur commerce ou de leur micro-entreprise. Ce dialogue n'est pas conflictuel et ne commande pas un échange d'arguments sensés défendre des positions diverses. Il se déroule sous forme d'échanges de points de vues appelés à consolider une entente, un contrat passé entre la FDEA et les femmes. En ce sens, il est un dialogue organisationnel comme l'a défini Rahim (1994), une transaction équitable où toutes les parties ont accès à la parole de façon démocratique et égale pour la construction d'un langage commun dans la confiance et la bonne foi.

Ainsi, le dialogue observé dans le cas FDEA ou décrit par les femmes des GPF est une palabre enracinée dans la culture traditionnelle qui sert en même temps de forum aux différentes interlocutrices pour se faire entendre et comprendre. La FDEA explique sa philosophie, ses procédures, ses modes d'action ; les femmes, quant à elles, expliquent à quelle(s) condition(s) elles acceptent les prêts, ce qu'elles en feront et comment elles le dépenseront. Tout le monde parle, se prononce sur les délais de remboursement, sur les taux d'intérêt et finit par s'entendre sur les détails. Cette approche est riche de deux apports : l'apport organisationnel d'un expert qui détient les connaissances techniques qu'il diffuse tout en organisant les interactions dans la conversation ; l'apport traditionnel des femmes se regroupant dans leur lieu de référence, parlent leur langue maternelle, utilisent les services de leur griotte comme animatrice et ne rompent pas forcément leurs procédures traditionnelles de respect des valeurs et de tours de paroles.

À la rencontre de l'ANGPF, on a noté des positions beaucoup plus marquées. Les femmes exprimaient leur vision de l'ONG en création, du rôle de la structure dirigeante et les membres du CA défendaient leur position de leaders, ce qui faisait de cette rencontre une palabre beaucoup plus irénique. Elle a forcément une dimension conversationnelle puisque sa finalité est de créer en commun, dans

le dialogue pacifique, du sens et de la signification pour l'ANGPF. Elle démontre aussi un changement de paradigme de la part des instances dirigeantes qui viennent chercher l'avis des femmes à la base sur tous les détails de l'organisation. Certaines villageoises ont analysé cette démarche comme une sorte « d'incompétence » de la part de leurs dirigeantes. Citons par exemple cette dame qui disait : « Si on vous a mis à la tête de la structure, c'est pour que vous soyez plus au courant que nous des possibilités qui s'offrent. »

Mais, le dialogue observé à Toubatoul avait davantage une allure plus formelle même dans la mise en place de l'espace de dialogue et dans la démarche procédurale. Il se tient dans une case foyer, espace par excellence des femmes dans les villages sénégalais. Créé par le ministère des Femmes pour être le lieu de rencontre, de formation et de détente des villageoises, la case foyer est souvent meublée avec des chaises et un tableau noir qui servent au moment des classes d'alphabétisation. On y trouve aussi des nattes et de petites armoires de rangement, ce qui fait de cet endroit une scène prédestinée à accueillir et abriter ce genre de rencontre. Les femmes sont ainsi dans leur milieu naturel, entourées de leurs enfants et de leurs camarades, et elles ont la possibilité de se lever, d'aller voir leur marmite ou prendre le bébé qui pleure et revenir au dialogue sans problème.

Dans les deux cas (FDEA et ANGPF), les contextes sont établis pour jouer des rôles importants. Dans le premier site, la palabre se tient dans des lieux connus et reconnus des femmes (la cour d'une maison -- en l'occurrence, chez Mandire Guèye -- ou le marché de Guédiawaye), des lieux communs pour les femmes concernées. En ce sens, l'importance du contexte de lieu est respecté comme dans le modèle théorique. Les lieux disposent l'espace du dialogue, ils ont des significations réelles pour les femmes et elles le disent. Pensons seulement à ce que Nabou Souaré (une des déléguées de la FDEA) nous a expliqué au sujet de la première réunion de la FDEA tenue au centre du marché. Le simple fait de réunir les partis au marché permettait aux leaders des femmes commerçantes de se disculper des soupçons de mensonge portés sur elles suite aux nombreux reports de l'opération de financement.

Quel meilleur lieu que le marché, alors, pour montrer à tout le monde que la chose promise sera faite ? En effet, le marché est le lieu de rencontre et de convergence de toutes les femmes commerçantes mais aussi des femmes en général : ménagères, femmes au foyer, domestiques, etc. Toutes fréquentent le marché, un lieu important dans le vécu d'une bonne Sénégalaise éduquée à tenir une maison, à faire la cuisine et donc à connaître le marché. Une fois dans le marché, quel meilleur endroit que la boucherie tenue par les griottes? Les « guewels », comme on les appelle en wolof, symbolisent le pouvoir de la parole (la bonne parole et la mauvaise parole) et de la palabre. La boucherie est l'endroit où tout le monde se rend pour acheter la viande très présente dans les plats sénégalais, l'endroit où on peut rejoindre le plus de personnes à la fois.

Le choix du lieu est donc judicieux pour ce dialogue entre la FDEA et les commerçantes du marché. Dans la maison de Mandire à Mbour, la dame Aida discute avec les femmes du réseau Djambar dans la cour, sous le manguiier qui représente l'arbre à palabre. Là aussi, on peut avancer que le contexte de lieu choisi a été celui qui est utilisé dans la tradition.

Le temps n'est pas compté dans le cas FDEA. Près de deux heures de salamalecs et d'animations ont sensiblement retardé les travaux de financement au marché Guédiawaye mais personne ne s'en plaint car ces salamalecs et cette animation font partie intégrante de la discussion. Ces facteurs posent le contexte et mettent les protagonistes à l'aise, semble-t-il, car les femmes nous disent que l'animation fait partie de leur vécu quotidien et, traditionnellement, il est d'usage de faire des longues salutations avec ses invités en guise de préalable à toute discussion.

C'est aussi de ce principe que répond la visite faite à la doyenne du village de Toubatoul par l'équipe de l'ANGPF. Ainsi, chez la FDEA, le temps est long, étiré et n'a de limite que la fatigue des actrices en interaction ou la fin des opérations de financement. Cependant, la déléguée Nabou Souaré, de même que la griotte, ne cessait de presser les intervenants en leur rappelant de faire des discours courts et concis. À Mbour aussi, Bougouma avait prévu une période de discussion d'une durée de quinze minutes avec chaque groupe. Ce chronométrage

a néanmoins été dépassé à plusieurs reprises, notamment quand elle a perdu un document du groupe Sopp Xadim.

En ce qui concerne les procédures, le respect des valeurs de base (en l'occurrence la politesse), le respect de la dignité de l'autre et le respect du droit d'aînesse sont des éléments présents dans les deux cas. Des références sont faites aux conseils des vieilles dames et on leur laisse la parole d'abord aussi bien au marché de Guédiawaye qu'à Toubatoul. Les tours de parole ne sont pas expressément formalisés mais les aînées ont priorité dans les deux cas. Ensuite, on remarque dans le second site la forte présence des femmes de l'ANGPF, assises tout près de la présidente du groupement. Elles écoutent, prennent des notes et répondent aux questionnements des femmes du village.

La langue nationale, maternelle, est de mise dans les deux cas. Le wolof a l'avantage d'être compris et parlé par la majorité des Sénégalais. C'est la langue utilisée pour les différentes rencontres. Dans le premier site, on a noté une recherche particulière dans le wolof profond pour mieux se faire comprendre des villageoises. Si l'équipe parlait avec des citadines de Dakar, elle n'aurait pas parlé le même wolof car le français a beaucoup influencé la langue à Dakar et dans les autres capitales régionales. Toutefois, quand on parle avec un public à majorité constitué d'analphabètes, on doit faire l'effort de se faire entendre de ce public.

C'est le cas de Bougouma, qui non seulement parle wolof mais a aussi recours à des proverbes comme « nit nitay garabam<sup>69</sup> » pour parler de la nécessité de se réunir, d'échanger des informations et de maintenir la solidarité dans le groupe. Aida aussi a fait à Mbour une intervention très claire, dans un wolof recherché et compris des femmes. Ces dernières, de leur côté, s'expriment bien. Elles posent leurs questions, font part de leurs préoccupations de la manière la plus claire possible, en utilisant très peu de métaphores et s'interpellent par leur nom et leurs titres de politesse comme quand Oulimata dit « Mère Samb a raison... ». On note aussi qu'entre elles, elles peuvent utiliser la langue dans laquelle elles sont à l'aise comme le pulaar pour la dame Salimata Ly au marché Guédiawaye ou le sereer pour les femmes pileuses de mil rencontrées à Mbour.

---

<sup>69</sup> L'homme est le remède de l'homme

Le wolof n'est donc obligatoire que pour la majorité qui la parle et la comprend. Sinon, on s'exprime dans sa langue maternelle.

La gestuelle, les jeux de mains, les clins d'œil, les postures sont monnaie courante dans les interactions de femmes. On dit d'ailleurs souvent des femmes du Sénégal qu'elles sont maniérées à cause de cette gestuelle omniprésente chez elles. Elles roulent des yeux, se touchent, se tapotent les bras et les épaules et ont des postures qui indiquent qu'elles veulent prendre la parole ou qu'elles s'apprêtent à dire quelque chose de grave ou de sérieux. Le groupe décode souvent cette communication non verbale. Dans les deux cas, l'assistance applaudit et exprime par-là son accord à ce qui vient d'être dit. Le groupe dans les deux cas n'est jamais neutre. Même s'il ne parle pas, il s'exprime dans son silence ou dans son bruit. Il s'agit pour les interlocutrices de savoir décoder ces expressions.

Quand Bougouma a donné la parole à Aida pour parler du réseau Djambar, Aida s'est bien rassise tout de suite sur sa chaise, a replacé son boubou, ajusté son foulard, s'est raclé la gorge et a pris son temps avant de commencer en remerciant « Allah et son Prophète Mohamed (PSL) ». Ces quelques éléments successifs sont plein de sens pour qui sait les lire. Aida s'est mise dans la position d'oratrice qui fait qu'elle donne beaucoup de poids au message qu'elle va livrer.

En outre, elle marque son appartenance à la communauté musulmane (la plus représentative) en se plaçant sous la protection de Dieu et du Prophète (PSL). Certaines vont même jusqu'à citer leur marabout<sup>70</sup>, comme Bintou Diakhaté, une des vendeuses du marché qui commence son discours par : « je remercie Dieu, son Prophète Mohamed (PSL), Serigne Mansour Sy borom daara-dji, mon marabout et mes deux parents qui m'ont donné l'occasion de me retrouver ici aujourd'hui pour vous parler. »

La gestuelle est donc un facteur de communication important comme nous l'avons souligné dans notre modèle théorique.

La présence du griot dans les deux cas est fondamentale. Elle est plus folklorique et laudative dans le cas FDEA car la griotte occupe ici plusieurs fonctions à la fois : elle anime, chante et danse, accompagnée de ses tam-tam, et

ne se gêne pas pour chanter les louanges de la famille de Soukeyna, la présidente de la FDEA. Elle est presque absente de la discussion mais elle joue le rôle d'accompagnatrice au moment où les officiels quittent. Elle passe aussi des messages, au début, sur le réveil des femmes, leur volonté de travailler et leur bravoure mais le tout sans beaucoup de sérieux. L'ambiance au marché, de par le comportement de la griotte, était plus frivole, plus détendue. C'est aussi dans les prérogatives du griot de détendre l'atmosphère ; en ce sens Soda a été parfaite. Dans l'autre cas, le griot est au centre de la procédure. Il tient les enfants en respect avec son bâton, reste debout au centre de la case foyer pour mieux intervenir dans le débat, ce qu'il fait à tous moments. À l'arrivée, il a veillé aussi à ce que la délégation aille visiter la doyenne. Il a joué son rôle de garant de la tradition. Il invite les femmes à s'exprimer, remercie celles qui le font, encourage les autres. Il lance les applaudissements et flatte aussi l'orgueil des vieilles quand elles finissent de parler par un « *degueuleu ! vrai, véridique !* » lancé au bon moment. Bath, le griot, n'oublie pas de faire rire, de lancer des métaphores drôles comme, par exemple, quand il dit « *vous n'avez peur ni des reptiles ni de vous casser les ongles* » pour dire que les femmes sont de vraies travailleuses. Il détend l'atmosphère par ses incursions, ses grands gestes, ses manières mais il sait aussi écouter quand il le faut et passer des messages justes lorsque le besoin s'en fait sentir. Il a bien joué sa partie d'animation selon les normes du dialogue à l'africaine.

Dans les sites FDEA, les agents sont actrices du dialogue et expertes en même temps. En effet, les interactions qui les lient aux femmes des GIE (même si elles ont pris la forme conversationnelle) sont de nature technique puisqu'elles impliquent une information à diffuser, à partager entre la FDEA et les clientes. Les échanges déterminent ainsi la position de l'agent comme plus ou moins celle d'un expert. La communication s'est faite plus directe, moins apte à un quelconque débat avec thèse et antithèse. Rien n'indique cependant si le débat en question n'a pas eu lieu plus en amont dans le processus de dialogue entre la FDEA et les GIE car nous avons observé leur palabre à un moment du processus où les unes et les autres sont déjà rodées à la tâche qui les occupe.

A l'ANGPF, les femmes de l'ONG se sont confondues dans l'assistance : elles n'avaient pas de table réservée, de fauteuil ou d'outils qui les distinguaient des autres femmes. Dans leurs interventions, on voyait qu'elles faisaient attention de ne pas paraître plus savantes que les autres et insistaient sur l'égalité d'accès à la parole, tout comme elles invitaient à un brassage d'idées. Le dialogue ici ressemblait plus à celui de notre modèle théorique.

Dans les deux cas, la finalité de l'action sert à trouver un consensus. Cette recherche est perpétuelle et entretenue par toutes les actrices. Tout ce qui peut l'entraver est éliminé. Le dialogue des femmes des associations féminines permet le maintien du lien social entre les femmes et les ONG de femmes. Il permet d'entretenir la confiance entre les interlocutrices et de faire avancer leurs actions, leurs programmes ou leurs contrats dans le premier cas et de le mettre en place dans le second. Les interactions à Toubatoul ont ainsi permis une création de sens en commun tout en respectant les procédures normales dans la communication des femmes, ce qui leur confère une dimension organisationnelle.

Ces interactions ont aussi pour résultat de maintenir la tradition notamment dans le respect des valeurs de base, de respect de la dignité humaine et du droit d'aïnesse.

Les grandes divergences notées par rapport à notre modèle théorique concernent en premier lieu le contexte de temps chez l'ANGPF. La discussion doit tenir en une après-midi : brassage des idées, discussion, adoption des idées majeures. Or, un dialogue n'est jamais fini dans notre modèle. C'est donc là une variante moderne du contexte temps dans le dialogue à l'africaine. Les interlocutrices se font plus concises, plus pertinentes et évitent de prendre la parole quand elles n'ont rien à dire. Certaines continuent à intervenir dans le débat juste « pour appuyer ce que vient de dire » leur camarade. Il s'agit en quelque sorte d'une façon de voter, de poser son accord. Toutefois, d'autres ont appris à laisser l'avantage aux idées nouvelles en marquant leur accord autrement, par l'applaudissement ou par le hochement de la tête.

En second lieu, nous avons remarqué, dans les données, des femmes qui demandent la parole en « levant le doigt ». Les tours de parole dans le dialogue à l'africaine n'imposent pas de demander la parole avec le doigt levé.

Ceci est un geste de l'école occidentale, comme nous l'indique la plainte d'une des femmes à Mbour : « En tous cas, c'est à l'école qu'on lève le doigt comme de petits bébés. Qui veut parler n'a qu'à parler. Laissez les gens s'exprimer. » Dans le site ANGPF, les femmes ne s'en plaignent pas et semblent avoir adopté ce geste comme faisant partie des procédures de tour de parole. C'est donc une autre nouveauté dans la démarche et dans le processus communicationnel par rapport au modèle.

La faible présence des métaphores et des proverbes dans le langage des femmes est à souligner car, dans le modèle, ces tournures langagières sont parties prenantes dans les interactions traditionnelles en Afrique. Il est cependant intéressant de noter que ce sont plutôt les griots qui ont eu recours à ces tournures, ce qui confirme encore leur rôle de gardiens de la tradition.

Enfin, la finalité, dans les deux cas, n'appelle pas à une réconciliation de deux positions divergentes ni ne permet de sauver la face. Elle confirme que ce dialogue n'est pas établi dans un but juridictionnel mais dans un but conversationnel et organisationnel qui maintient la confiance mutuelle, la solidarité du groupe et le lien social. Les résultats montrent l'influence de la religion dans les discours des femmes et même dans leurs priorités. Le pèlerinage à la Mecque est ainsi un souhait de la plupart des femmes écoutées, entendues. Le fait de commencer les discours par des formules religieuses ou de remerciements à l'endroit du « Tout Puissant » est aussi un signe révélateur. Ce sont là des variables qui ne sont pas dans le modèle. Mais, il faut dire que souvent les pratiques religieuses et traditionnelles se sont confondues dans la vie sociale des Africains. Par exemple au Sénégal, le respect des anciens est tout à la fois une recommandation religieuse et traditionnelle.

## **5.2 Les différences entre les sites**

Les différences entre les deux sites se situent au niveau de la démarche et de la finalité des processus dialogiques. Dans le premier cas, le processus du partenariat ONG / groupes de femmes est bien établi alors qu'il est en création, en genèse dans le deuxième cas. Ensuite, les démarches interactionnelles qui en découlent se font plus opérationnelles dans le premier cas. Les femmes viennent



d'abord pour prendre l'argent et ensuite pour discuter avec les agents de FDEA de la démarche à suivre pour mettre en place leur micro-entreprise ou de les consolider. Dans cette discussion, les représentants de FDEA ont une position d'expert, de conseil vis-à-vis des bénéficiaires même si dans les tours de parole l'accès est donné à toutes comme le constate Rahim dans sa définition du dialogue. Il reste que la transaction n'est pas tout à fait égalitaire. La position de FDEA dans cette interaction communicationnelle est une position d'expert donc de connaisseur pas établi dans notre modèle.

Par contre, du côté de l'ANGPF, le processus est plus dialogique, plus interactionnel car il s'agit non pas de confirmer un contrat ou de maintenir la confiance mais de créer ensemble une entité qui a une signification pour chacune. Le processus est plus exigeant car les interlocutrices sont vigilantes, sont encore confortées dans leurs certitudes et leurs pratiques de communication normales. Pourtant, c'est dans ce cas, qu'on constate les nouvelles façons de communiquer, les nouveautés dans les procédures. Parce qu'avant le ministère de la Femme venait imposer des réalisations ou tout au moins influencer les villageoises dans leurs projets. Aujourd'hui, la démarche apportée par l'ANGPF est plus consultative tout en véhiculant des aspects modernes du dialogue. On fait donc plus attention pour ne pas vexer, on ménage des susceptibilités et on veille à ce que tout le monde pose son accord en paroles ou en gestes. Le fait que l'ANGPF soit une ONG issue des GPF et que la représentante du ministère ne soit là qu'à titre consultatif augmente le courage des villageoises de dire ce qu'elles veulent, ce qu'elles attendent et comment elles le veulent.

## CONCLUSION

Les modes de communication dans l'entrepreneuriat féminin au Sénégal ont été le sujet pour ce mémoire de maîtrise en communication notamment les modes de communication dans les associations féminines. Sur le plan conceptuel, notre démarche se situe à l'interface des théories de la communication pour le développement et des théories de la communication pour le changement organisationnel.

Nous avons développé une approche qui ajoute la donne culturaliste à ces théories. Nous avons aussi développé un modèle qui unit principalement les approches culturaliste et organisationnelle ce qui nous a donné le modèle que nous avons appelé : « dialogue à l'africaine ». Munie de ce cadre de référence, nous avons pu observer sur le terrain pendant trois mois les modes de communication privilégiés par les femmes entrepreneures dans leurs réunions. La question qui fondait notre démarche était alors la suivante : le mode de communication utilisé est-il traditionnel ou moderne ? Ou encore, est-ce un hybride des deux ?

Nous avons rencontré plus de cinq cents personnes sur le terrain notamment des femmes rassemblées dans des groupements de promotion féminine afin de voir comment se déroulent les interactions communicationnelles entre elles. Nous avons accompagné deux ONG de femmes FDEA et ANGPF dans leur tournée de rencontre avec les femmes rurales et nous avons observé à trois reprises ces séances de rencontre entre les gens des ONG et les femmes. L'objet des rencontres FDEA est de donner un financement à des femmes commerçantes pour les aider à mettre en place leurs propres entreprises. Quant à l'ANGPF, l'objet de ces rencontres est de parler et de discuter de la mise en place d'une ONG issue de la fédération des groupements de promotion féminine du Sénégal.

Nous avons trouvé que les femmes se parlent et se comprennent. Leurs discussions aboutissent toujours à un consensus. Elles pensent leur développement en fait comme elles en parlent ; c'est-à-dire dans la fraternité, la joie, la solidarité et la confiance mutuelle qui caractérisent leurs relations sociales. Le fait que les réunions soient des réunions professionnelles, de financement ou d'élaboration n'y change rien, les femmes mettent d'abord en avant la « bonne communication », la bonne entente entre elles comme elles l'ont toujours fait dans leurs villages, dans leurs quartiers et dans leur vie de tous les jours. Elles nous l'ont confirmé dans la douzaine d'entrevues réalisées avec elles. À tous les niveaux, elles nous ont fait le constat que la communication est avant tout basée sur le respect de la confiance mutuelle et sur la sauvegarde du lien social.

Dans les rencontres, les personnes observées pratiquent le dialogue irénique qui est une forme de causerie fraternelle cherchant à rassembler et non à juger ou à condamner. Elles y ajoutent une dose de méthode organisationnelle qui consiste en la mise en place de rôles et procédures, en l'établissement de tours de parole, de conventions langagières et enfin en la présence d'un animateur traditionnel incarné par le griot. C'est un système complexe qui, sans être tout à fait traditionnel ou tout à fait moderne, permet aux différentes interlocutrices de se comprendre, de retrouver leurs valeurs sociales de base comme le respect des aînées ou la bonne parole qui n'insulte pas. Chacune peut s'exprimer, donner son avis et veiller à ce que la communauté en tienne compte, tout en se retrouvant dans ses repères, dans ses croyances sociales et religieuses et dans ses lieux communs.

Cette étude nous a permis de voir que la communication est au centre de toutes les interactions des femmes. Elle leur permet de mettre en place dans la paix et le consensus des structures, des entreprises de développement local qui leur donnent une émancipation qui, jusque-là n'avait pas été atteinte avec les programmes de promotion du gouvernement central. En effet, la plupart des femmes rencontrées ont témoigné de l'évolution qu'elles ont constatée dans leur vie et qui est due au fait qu'elles sont maintenant indépendantes financièrement, qu'elles travaillent et génèrent des revenus grâce à leurs micro-entreprises.

Ceci est d'autant plus important que cette évolution s'accompagne d'un renforcement des capacités managériales des femmes sans rien enlever à leur solidarité de groupe donc à leurs acquis socio-traditionnels.

Les femmes jusqu'à présent ont été de toutes les luttes dans notre pays. Elles pourraient bien jouer dans le développement économique et social un rôle important de conservation de nos valeurs grâce à la communication.

Ainsi, d'après notre recherche, les Sénégalaises des associations féminines sont arrivées à mettre en place un mode de communication qui sous-tend leur développement local tout en respectant leur création commune de signification c'est-à-dire leur création de symboles culturels communs dans lesquels chacune se reconnaît et se valorise. Elles semblent donc avoir mieux réussi que le gouvernement qui après avoir privilégié les méthodes modernes de communication basées sur les mass média depuis 1960, se tourne aujourd'hui vers les communicateurs traditionnels que sont les griots pour faire passer ses messages.

Ce modèle théorique de communication du type « dialogue à l'africaine » pourrait facilement servir en communication organisationnelle dans d'autres régions du continent notamment dans les pays de la sous région comme le Mali, la Mauritanie, la Guinée. Dans ces pays en effet, les femmes cherchent de plus en plus à se prendre en charge et à gérer leurs propres affaires. En plus, ces pays ont des populations majoritairement musulmanes ce qui constitue --s'il s'avère que la culture musulmane y est une donnée importante-- un point de ressemblance avec le profil des femmes sénégalaises.

Dans d'autres régions du globe, une telle étude montre qu'en Afrique, des modèles originaux de communication peuvent être utilisés dans les organisations pour des résultats fiables et efficaces. Ces modèles se rapprochent beaucoup plus des modes traditionnels de communication des populations et respectent leurs valeurs sociales et leurs symboles culturels. Les femmes des associations féminines allient culture et communication moderne tout en gardant dans la pratique, leur originalité et leur liberté. Nous avons vu par exemple, que lors des réunions, elles vauaient à certaines occupations sans gêne alors que si elles

avaient été enfermées dans une salle de réunion moderne, elles n'auraient pas pu le faire.

Notre recherche dans sa pratique est intéressante pour des études postérieures parce qu'elle a privilégié le contact humain, la réelle connaissance du terrain et des gens et parce qu'elle a permis aussi de garantir une authenticité des données à cause de la proximité des acteurs et de la prise en compte de leur point de vue dans une démarche interprétative. Il reste que quelques cas observés dans le cadre d'un mémoire de maîtrise ne peuvent pas donner des résultats généralisables à d'autres régions même si nos résultats vont dans le même sens que ceux d'autres observateurs comme Bidima (1997).

A partir de cette recherche, on pourrait s'ouvrir à d'autres sujets d'étude possibles comme l'analyse de l'évolution de la communication des femmes dans des entreprises plus grandes et plus complexes. Il serait aussi possible de faire des études comparatives avec les assemblées d'hommes afin de voir si le dialogue à l'africaine tel que pratiqué par les femmes est propre à ces dernières ou non.

Ce mémoire n'avait pas pour prétention de trouver des solutions aux problèmes de communication pour le développement des pays d'Afrique mais il a pu mettre l'accent sur une démarche originale développée par des femmes qui s'initient à l'entrepreneuriat et qui arrivent à préserver leur culture et leurs acquis sociaux à travers la communication.

## BIBLIOGRAPHIE

**Anonyme.** (1998). Femmes et régionalisation. In Cahiers spéciaux. Le Soleil du Sénégal. Lien hypertexte : <http://www.pimature.sn/Lesoleil/Cahiers>. Dakar.

**Assogba, Yao.** (1992). L'organisation communautaire avec des communautés locales en Afrique. In **Doucet, Laval et Louis Favreau**, eds. (1992). Théorie et pratique en organisation communautaire. Presses de l'université du Québec. Ste-Foy : 389-415.

**Argyris, Chris.** (1998). Empowerment : The Emperor's New Clothes. In Harvard Business Review. May-June, 98-105.

**Aw, Eugénie Rokhaya.** (1990). Communication et développement pour une approche globale et africaine. Mémoire de maîtrise en communication, UQAM. Montréal.

**Bâ, A. Hampaté.** (1991). Amkoullel, l'enfant peul. Actes Sud. Paris.

**Bâ, A. Hampaté.** (1972). Aspects de la civilisation africaine. Éditions Présence Africaine. Paris.

**Bakhtin, Mikhail.** (1984). Problems of Dostoevsky's Poetics. University of Minnesota Press. Minnesota.

**Barbero, J. Martin et Fox, Elizabeth et White, A. Robert.** (1993). Communication, Culture and Hegemony : From Media to Mediations. Editions Sage. London.

**Belloncle, Guy.** (1980). Femmes et développement en Afrique sahéenne : L'expérience nigérienne d'animation féminine. Collection Développement et Civilisations. NEA. Dakar.

**Bidima, Jean Godefroy.** (1997). La palabre. Une juridiction de la parole. Editions Michalon Paris.

**Bonnet, Doris.** (1972). Africaines. Éditions Présence Africaine. Dakar.

**Cissna, Kenneth N. et Anderson, Rob.** (1998). Theorizing about Dialogic Moments : The Buber-Rogers Position and Postmodern Themes. In Communication Theory. February : 63-104.

**D'Erneville, Annette M.** (1981). Femmes et Sociétés : Femmes africaines. Éditions Martinsart. Paris.

**Doucet, Laval et Favreau, Louis, eds.** (1992). L'organisation communautaire dans les pays du tiers-monde : l'Afrique et l'Amérique latine. Théorie et pratique en organisation communautaire. Presses de l'université du Québec. Ste-Foy : 379-389.

**Eisenberg, Eric M. et Goodall Jr, H. L.** (1997). Organizational Communication : Balancing Creativity and Constraint. Second edition. St. Martin's Press. New York : 38-47.

**Freire, Paolo.** (1970). La pédagogie de l'oppression. Seabury Press. New York.

**FDEA.** (1998). Rapport annuel d'activités. FDEA. Dakar.

**FDEA.** (1999). Plaquette de présentation. FDEA. Dakar.

**Giroux, Nicole et Fenocchi, Véronique.** (1994-1995). La participation : une réalité complexe. In Coopératives et Développement. Vol 26, n°1 : 60-79.

**Giroux, Nicole.** (1998). La communication dans la mise en œuvre du changement. In Management international. Automne : 1-14.

**Gros, Frédérique.** (2000). Être comédien et griot. In Cultures en mouvement. Mars : 18-21.

**Henry, Alain.** (1997). Peut-on redresser une entreprise africaine en respectant la parole des ancêtres ? In Gérer et Comprendre. Annales des Mines. Décembre : 68-76.

**Henry, Alain.** (1999). Chroniques d'un management africain. In Gérer et Comprendre. Annales des Mines. Juin : 51-60.

**Jacques, Francis.** (1985). L'espace logique de l'interlocution. Collection Philosophies d'aujourd'hui. Éditions Presses universitaires de France. Paris.

**Kotler, Philip et Zaltman, Gérard.** (1971). Social Marketing : An approach to planned social change. In Journal of Marketing. Volume 35, juillet 1971

**Lohisse, Jean.** (1974). La communication tribale. La communication sociale dans les sociétés traditionnelles d'Afrique noire. Encyclopédie universitaire. Éditions universitaires. Paris.

**Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille.** (1993). Femmes sénégalaises à l'horizon 2015. Ministère de la Femme de l'Enfant et de la Famille. Dakar.

**Rahim**, Syed A. (1994). Participatory Development Communication as a Dialogical Process. In **White**, Shirley, **Nair**, K. Sadanandan et **Ashroft**, Joseph, eds. (1994). Participatory Communication : Working for Change and Development. Sage. New Delhi. : 118-137.

**Riss**, Marie Denise. (1989). Femmes africaines en milieu rural sénégalaises du Sine Saloum. L'Harmattan. Paris.

**Schein**, Edgar H. (1993). On Dialogue, Culture, and Organizational Learning. In Organizational Dynamics. No. 22 : 40-51.

**Senge**, Peter M. (1990). The Fifth Discipline : The Art and Practice of the Learning Organization. Doubleday. New York : 233-269.

**Shefner**, Corinne L. et al. (1998). The Empowerment of Women Dairy Farmers in India. In Journal of Applied Communication Research. Vol. 26 : 319-337.

**Stamm**, Anne. (1999). La parole est un monde. Collection Sagesses africaines. Éditions du Seuil. Paris.

**White**, Robert. (1994). Communication as a Cultural Process. In **White**, Shirley, **Nair**, K. Sadanandan et **Ashroft**, Joseph, eds. (1994). Participatory Communication : Working for Change and Development. Sage. New Delhi : 100-118.

**White**, Shirley et **Nair**, K. Sadanandan. (1994). Communication as Cultural Renewal. In **White**, Shirley, **Nair**, K. Sadanandan et **Ashroft**, Joseph, eds. (1994). Participatory Communication : Working for Change and Development. Sage. New Delhi.

**White**, Shirley, **Nair**, K. Sadanandan et **Ashroft**, Joseph, eds. (1994). Participatory Communication : Working for Change and Development. Sage. New Delhi.



### Annexe A : GRILLE D'OBSERVATION

<p><b>COMMENT SE DÉROULENT LES RÉUNIONS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quel est l'ordre du jour et qui le prépare ?</li> <li>▪ Qui parle ?</li> <li>▪ Quand ?</li> <li>▪ Qui donne la parole ?</li> <li>▪ Quel(s) mécanisme(s) ?</li> <li>▪ Accès égal à la parole ?</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>NOTES</b></p>
<p><b>RESPECT DES SYMBOLES CULTURELS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Où se déroule la réunion ?</li> <li>▪ Respect des aînés ?</li> <li>▪ Recours au folklore ?</li> <li>▪ Comment sont prises les décisions ?</li> <li>▪ Mécanisme(s) de construction de sens ?</li> <li>▪ Recherche du consensus ?</li> <li>▪ Durée de la réunion ?</li> <li>▪ Présence de griot(s) ?</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>NOTES</b></p>
<p><b>ASPECTS DE LA COMMUNICATION ORGANISATIONNELLE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Spécification des objectifs ?</li> <li>▪ Partage d'information ?</li> <li>▪ Apprentissage ?</li> <li>▪ Présence d'un animateur ?</li> <li>▪ Organisation des tours de parole ?</li> <li>▪ Échanges structurés ou non directifs ?</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>NOTES</b></p>

**Annexe B : GRILLE D'ENTREVUE**

<p>Comment se déroule la communication lors des rencontres ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Qui a le droit de parler ?</li> <li>▪ Pourquoi ?</li> <li>▪ Comment se font les tours de parole ?</li> <li>▪ Pourquoi faut-il se parler ?</li> <li>▪ Comment prenez-vous les décisions?</li> </ul>
<p>Comment se représente-t-on la communication ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ À quoi sert la communication ?</li> <li>▪ Qu'est-ce qui a changé ?</li> <li>▪ Qu'est ce qui n'a pas changé ?</li> <li>▪ Pourquoi ?</li> <li>▪ Quel est le message que vous voulez faire passer ?</li> <li>▪ Comment le faites-vous passer ?</li> <li>▪ Les échanges sont-ils francs ?</li> <li>▪ Comment se règlent les conflits ?</li> </ul>
<p>Quels sont les aspects culturels ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quels sont les modes privilégiés ?</li> <li>▪ Pourquoi ?</li> <li>▪ Quelle est l'importance du consensus ?</li> </ul>